



## RAPPORT FINAL

### CAPITALISATION SUR LA MISE EN PLACE D'ESPACES DE DIALOGUES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DU PROJET RECOSA

**Renforcement de la Résilience et de la Cohésion sociale (RECOSA),  
des Populations vulnérables des Régions transfrontalières du Burkina  
et du Niger »**

### RESULTATS DES ENQUETES DE TERRAIN

Réalisé par  
**MIDI CONSULTING**



**DECEMBRE 2023**

# SOMMAIRE

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>2</b>
<b>I. INTRODUCTION GENERALE .....</b>	<b>3</b>
1.1. Rappel du contexte général dans les deux pays .....	4
1.2. Objectifs du projet RECOSA .....	5
1.3. Objectifs de l'étude de capitalisation .....	6
1.4. Méthodologie de la capitalisation .....	6
<b>II. POLITIQUES ET PRINCIPES DES ESPACES DE DIALOGUES COMMUNAUTAIRES .....</b>	<b>9</b>
2.1. Au travers les Learning Circles (cercles d'apprentissage) .....	9
2.2. Approche des EDC .....	12
<b>III. ANALYSE DES BONNES PRATIQUES .....</b>	<b>18</b>
3.1. Connaissance et perception des acteurs sur les activités de promotion de la paix .....	18
3.1.1. <i>Sensibilisation, acteurs, outils et thématiques.....</i>	19
3.1.1.1. Types de sensibilisation .....	19
3.1.1.2. Acteurs.....	20
3.1.1.3. Outils/thématiques.....	21
3.1.2. <i>Formation et activités de veille et de prévention .....</i>	21
3.1.2.1. Formation.....	21
3.1.2.2. Activités de veille et de prévention .....	21
3.2. Synthèse des bonnes pratiques .....	23
3.2.1. <i>Sur l'organisation et la composition des EDC .....</i>	23
3.2.2. <i>Sur la stratégie d'intervention .....</i>	25
3.2.3. <i>Fonctionnement et activités.....</i>	27
3.2.4. <i>Partenariat et relation .....</i>	31
3.2.5. <i>Pérennisation des activités de promotion de la paix .....</i>	33
3.3. Analyse des bonnes pratiques .....	35
3.3.1. <i>Analyse structurelle des bonnes pratiques.....</i>	35
3.3.1.1. Les structures de gestion foncières : un modèle à renforcer .....	35
3.3.1.2. Les espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs : les premiers jalons de résolution des conflits.....	39
3.3.1.3. Les structures de solidarités et de protection sociale renforcent la cohésion sociale ..	44
3.3.2. <i>Analyses thématiques des bonnes pratiques.....</i>	46
<b>IV. OBSTACLES A LA COHESION SOCIALE ET PRATIQUES A AMELIORER .....</b>	<b>53</b>
4.1. Synthèse des pratiques à améliorer et obstacles à la cohésion sociale .....	53
4.1.1. <i>Sur l'organisation et la composition des EDC .....</i>	53
4.1.2. <i>Sur la stratégie d'intervention .....</i>	54
4.1.3. <i>Fonctionnement et activités.....</i>	56
4.1.4. <i>Partenariat et relation .....</i>	58
4.1.5. <i>Pérennisation des activités de promotion de la paix .....</i>	58
4.2. Analyse des obstacles à la cohésion sociale et des pratiques à améliorer .....	62
<b>V. REPLIQUER LES LEÇONS TIREES DES EXPERIENCES SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE D'INTERVENTION .....</b>	<b>65</b>
5.1. Quelques conditions essentielles à retenir .....	66
5.2. Le concernement pour la promotion de l'engagement communautaire.....	67
5.3. D'autres approches comme l'Assainissement Total piloté par les Communautés (ATPC) .....	68
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>69</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>71</b>
Annexe 1. Fiche de capitalisation des bonnes pratiques au Niger .....	71
Annexe 2. Fiche de capitalisation des obstacles à la cohésion sociale et pratiques a améliorer au Niger .....	77
Annexe 3. Fiche de capitalisation des bonnes pratiques au Burkina Faso.....	81
Annexe 4. Fiche de capitalisation des obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer .....	90
Annexe 5. Outils de collecte .....	94
Annexe 6. SYNTHESE DE LA REVUE DOCUMENTAIRE.....	100
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE .....</b>	<b>106</b>

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>AE</b>	Auxiliaires d'élevage
<b>A2N</b>	Association Nodde Nooto
<b>ATPC</b>	Assainissement Total Piloté par la Communauté
<b>AG</b>	Assemblée Générale
<b>AGR</b>	Activité Génératrice de Revenu
<b>AVEC</b>	Association villageoise d'Épargne et de Crédit
<b>ASBC</b>	Agents de Santé à Base Communautaire
<b>CCP</b>	Comités Communaux de Paix
<b>CDIR</b>	Comités de dialogue interreligieux
<b>COFOB</b>	Commission Foncière de base
<b>COFOCOM</b>	Commission Foncière Communale
<b>CRBF</b>	Croix Rouge Burkina Faso
<b>CRE</b>	Croix Rouge Espagnole
<b>CSI</b>	Centre de Santé Intégré
<b>DC</b>	Dialogues Communautaires
<b>EDC</b>	Espace de dialogue communautaire
<b>EdM</b>	Ecoles des Maris
<b>FAO</b>	Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FFU</b>	Fonds Fiduciaire d'Urgence
<b>GBP</b>	Guides de bonnes pratiques
<b>Grdr</b>	Groupe de Recherche pour le Développement Rural
<b>HACP</b>	Haute Autorité à la consolidation de la paix
<b>HANI</b>	Hommes Armés Non Identifiés
<b>HI</b>	Humanité & Inclusion
<b>IPAD</b>	Projet Initiative Paix et Diversité au Sahel
<b>MAP</b>	Méthodes Avancées de Participation
<b>MDMB</b>	Médecins du Monde Belgique
<b>MDME</b>	Médecins du Monde Espagne
<b>MEAL</b>	Monitoring, Evaluation, Accountability and Learning
<b>MGP</b>	Mécanisme de Gestion des Plaintes
<b>OCB</b>	Organisations communautaires de Base
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>OSC</b>	Organisation de Société Civile
<b>PDC</b>	Plan de Développement Communal
<b>PDES</b>	Plan de Développement Economique et Social
<b>PDI</b>	Personnes Déplacées Internes
<b>PNDES</b>	Plan National de Développement Economique et Social
<b>PNSFMR</b>	Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSFMR)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies Pour le Développement
<b>PRIO</b>	Plan de Renforcement Institutionnel et Organisationnel
<b>PRODIATA</b>	Projet Régional de dialogue pour la transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest
<b>PFNL</b>	Produits Forestiers Non ligneux
<b>PTF</b>	Partenaire technique et financier
<b>RECOSA</b>	Renforcement de la résilience et de la cohésion sociale
<b>RESA</b>	Renforcement durable de la Résilience des Communautés et des Ménages
<b>SG</b>	Secrétaire général
<b>SSR</b>	Santé Sexuelle et de la Reproduction
<b>STD</b>	Service Technique Déconcentré
<b>TDR</b>	Termes de Référence
<b>TP</b>	Très Pauvres
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>VAD</b>	Visite à domicile
<b>VBG</b>	Violence Basée sur le Genre
<b>VSF-B</b>	Vétérinaires Sans Frontières Belgique

## I. INTRODUCTION GENERALE

Au Burkina Faso et au Niger, la vulnérabilité des populations aux risques de pauvreté, d'exclusion, de conflit et de catastrophe résulte de la prolifération des groupes armés, la recrudescence des affrontements communautaires et la montée de l'extrémisme violent.

Pour juguler cette situation, ces pays ont fait de la prévention et de la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent des priorités pour l'amélioration continue du cadre stratégique de la gouvernance sécuritaire.<sup>1</sup>

Dans un contexte aggravé de crise sécuritaire et alimentaire que traversent certaines régions du Niger et du Burkina Faso, il est pertinent de s'interroger sur les causes profondes des conflits au niveau local, et les conducteurs de violence. Cette réflexion permet de mieux reconnaître les mécanismes de gestion des conflits mis en place dans les projets en minimisant les impacts négatifs (ne pas nuire) et en maximisant les impacts positifs sur les dynamiques locales.

Le projet RECOSA ayant perçu l'ampleur et l'importance de la cohésion sociale, a contribué à une meilleure prise en charge de la résilience des populations des zones transfrontalières (dans la région du Sahel au Burkina Faso et au Niger dans la région de Tillabéry). Il a initié la mise en place et la promotion des espaces de dialogue communautaire pour le renforcement et l'amélioration des mécanismes internes de cohabitation pacifique.

De façon détaillée et en dehors de l'introduction, le présent document de capitalisation s'articule autour de trois (3) grandes parties.

- Dans la première partie, les espaces de dialogues communautaires sont présentés avec leurs cadres institutionnels et règlementaires au Niger et au Burkina Faso ainsi que les activités réalisées, l'approche dans le cadre du projet RECOSA. Cette partie se focalise aussi sur le processus de mise en place et le cadre de référence pour une meilleure performance des EDC dans les deux pays d'intervention.
- La deuxième partie du rapport consiste en une analyse critique des obstacles, bonnes et mauvaises pratiques.
- Les recommandations générales concluent le rapport en insistant sur le processus de mise en place des EDC, leur composition, fonctionnement et structuration ainsi que sur les orientations stratégiques et opérationnelles. Cette conclusion se focalise surtout sur les activités et enseignements des EDC.

---

<sup>1</sup> Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017 – 2021) et le programme prioritaire pluriannuel de renforcement des capacités pour la prévention et la gestion des crises au Niger (janvier 2011).  
La stratégie nationale de cohésion sociale (2021-2025) au Burkina Faso

## 1.1. Rappel du contexte général dans les deux pays

Le contexte général des régions transfrontalières du Burkina Faso et du Niger est globalement caractérisé par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les urgences sanitaires qui entravent le développement et exacerbent la vulnérabilité de millions de personnes. Quelles sont les causes profondes des conflits au niveau local et les conducteurs de violence dans un tel contexte ?

Des études comme **l'enquête Baseline** soutiennent à l'instar des autres pays sahélo-sahariens, que ces deux pays sont sujets à de fréquents conflits intercommunautaires liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles.

En mai 2022, après deux années de mise en œuvre, le contexte s'est amélioré selon les résultats d'**une étude MIDLINE** (à mi-parcours) qui a été faite par RECOSA sur ses deux années d'intervention caractérisées par l'amélioration des conditions de vie des populations par rapport à la situation initiale.<sup>2</sup>

D'où la pertinence du RECOSA qui a obtenu un financement du Fonds Fiduciaire d'Urgence (FFU) de l'Union Européenne (UE) pour mettre en œuvre le projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso (dans la région du Sahel) et du Niger (dans la région de Tillabéry).<sup>3</sup>

On note par ailleurs, une forte cohésion entre les communautés dans les communes bénéficiaires du projet dans les deux (02) pays. En effet, seulement 1,2% des bénéficiaires du Burkina et 4,9% au Niger trouvent que la relation inter/intra-communautaire, religieuse ou générationnelle est mauvaise. Respectivement 58,4% et 51,7% des enquêtés du Burkina et du Niger considèrent que la relation inter/intra-communautaire, religieuse et générationnelle est très bonne avec plus précisément 40,4% des personnes interrogées à Bani (Burkina Faso) qui ne savent pas, et 43,8% de la population elle-même à Dessa (Niger) qui soutiennent que la diminution des conflits a été possible grâce à l'appui du projet.

En outre, une satisfaction relativement faible au Burkina Faso (47,6%) contre 52% au Niger a été notée par rapport aux services reçus des différents services déconcentrés et/ou décentralisés existants dans les localités, soit 52% dans l'ensemble. L'une des principales raisons est le manque de stabilité des structures à cause de la situation sécuritaire qui s'est dégradée davantage dans les communes, même si l'on note qu'une proportion des

---

<sup>2</sup>65,5% des chefs de ménages enquêtés sont des hommes contre 34,5% des femmes. L'âge des chefs de ménage est compris entre 17 et 90 ans avec une moyenne de 50 ans.

<sup>3</sup>Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces transfrontaliers du G5 Sahel contribue à la réalisation de son objectif général visant à répondre aux crises touchant les régions du Sahel, du lac Tchad, la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord.

bénéficiaires de près de 68% au Burkina et 83% au Niger sont très satisfaits ou plutôt satisfaits des services offerts par les autorités administratives.<sup>4</sup>

Enfin, les déplacements vers ces services par les populations sont très coûteux et risqués par la route (transport routier) rendant ainsi l'accès difficile voire impossible.

## 1.2. Objectifs du projet RECOSA

Le projet RECOSA sous financement de l'Union Européenne est mis en œuvre par un consortium de huit (08) organisations<sup>5</sup>. L'objectif général (OG) du projet RECOSA vise à améliorer les conditions de vie, la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, faire face aux conflits et la cohésion sociale des populations vulnérables dans les régions les plus fragiles de la région du Sahel.<sup>6</sup>

Il est mis en œuvre spécifiquement pour (i) renforcer les moyens d'existence des populations agricoles et pastorales en renforçant de manière durable et structurelle la résilience de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. (ii) appuyer les communautés et institutions locales dans la prévention des conflits et le renforcement de la cohésion sociale<sup>7</sup>.

Le projet RECOSA s'articule autour de cinq (05) grands résultats qui suivent :

**Résultat attendu 1** : favoriser l'accès de 7000 ménages très vulnérables à un système de protection sociale (filets sociaux)

**Résultat attendu 2** : accès de 741 045 personnes aux services sociaux de base dont accès de 26 690 personnes aux services de consultation prénatale, accès de 637 595 personnes aux soins curatifs, accès de 5 484 enfants de moins de 5 ans aux soins curatifs de la malnutrition. (Domaine de la santé, l'hygiène et de l'assainissement)

**Résultat attendu 3** : préservation et promotion des moyens d'existence auprès de 7000 ménages dont 7000 ménages Très Pauvres (TP) bénéficiant d'un paquet multisectoriel (axé sur la résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des populations agricoles et pastorales,).

**Résultat attendu 4** : amélioration des relations des habitants et des représentants des autorités de l'Etat dans les communes du projet (axé sur le développement local)

---

<sup>4</sup> In rapport provisoire Midline RECOSA Mai 2022. Voir Tableaux 35 et 36-

<sup>5</sup> Constitué des ONG Humanité & Inclusion (HI), Vétérinaires Sans Frontières Belgique (VSF-B), Médecins du Monde Espagne (MDME), Médecins du Monde Belgique (MDMB), la Croix Rouge Espagnole (CRE), Karkara, SongES, Association Nodde Nooto (A2N),

<sup>6</sup> Au Burkina (9 communes des provinces du Seno et du Yagha) et de la Région de Tillabéri au Niger (4 communes des départements de Tillabéri, Tera, Gothèye).

<sup>7</sup> Au Burkina Faso, dans les provinces du Yagha (communes de Boundoré, Mansila, Sebba, Solhan, Tankougounadié, Titabé) et du Séno (communes de Gorgadji, Sampelga et Bani), dans la région du Sahel.



**Résultat attendu 5 :** amélioration de la cohésion sociale, de la prévention et de la gestion des conflits au profit des habitants des communes du projet objet de cette étude de capitalisation des actions de facilitation du dialogue entre les membres des communautés entre eux et entre les communautés et les autorités locales

### 1.3. Objectifs de l'étude de capitalisation

Après quarante-huit (48) mois de mise en œuvre d'activités axées sur la formation, l'information et la sensibilisation sur les conflits, la présente étude portant sur la mise en place d'espaces de dialogues communautaires est réalisée pour :

- Faire généralement un état des lieux des bonnes et mauvaises pratiques développées durant le projet RECOSA et assurer la capitalisation à des fins de diffusion et d'appropriation.
- Plus spécifiquement et sur la période de référence de Décembre 2019 à Août 2023, (i) Documenter sur les différents types d'espaces mis en place par le projet, (ii) Analyser l'apport des espaces à la promotion de la paix et la libération de la parole, cohérence globale/ complémentarité entre les différents espaces mis en place, (iii) Identifier les bonnes/mauvaises pratiques, les pratiques innovantes et leçons apprises du projet concernant la mise en place d'espaces de dialogues communautaires ; (iv) Comprendre les obstacles, les freins qui ont pu entraver l'atteinte des indicateurs et des résultats relatifs à la cohésion sociale ; (v) Proposer des recommandations afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des actions et de permettre la reproduction de ces espaces de dialogues dans des contextes similaires à celui du Burkina Faso et du Niger.

### 1.4. Méthodologie de la capitalisation

Dans une approche participative et inclusive, des outils de collecte de données qualitatives ont été utilisés. Il s'agit d'entretiens individuels et de focus group. Ces outils sont utilisés dans une démarche de triangulation (les mêmes questions de capitalisation ont été posées aux différents répondants pour avoir un regard croisé et critique sur les EDC). L'exploitation des résultats a permis de dresser une fiche de capitalisation. Les outils de collecte utilisés sont annexés dans ce document. Mais préalablement aux enquêtes de terrain un important travail de revue documentaire a été effectué consistant à exploiter les documents de projet ainsi qu'une bibliographie couvrant des études et projets réalisés dans les deux pays et dans la sous-région. (Voir bibliographie).

### ↳ **Les entretiens semi-directifs**

Les entretiens semi-directifs ont été effectués par des enquêteurs locaux formés sur l'administration des outils.

Au Niger 47 entretiens individuels ont été effectués touchant toutes les catégories d'espace de dialogues, les services techniques et administratifs concernés ainsi que les chefs de projets du consortium. Pour rappel, tous les chefs de projets n'ont pas été touchés pour cause d'indisponibilité lors des enquêtes de terrain.

Au Burkina Faso les entretiens individuels ont touché 55 personnes issues de l'administration (les services techniques de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, les services administratifs, l'action sociale, les agents des mairies), des acteurs de mise en œuvre du projet (A2N, VSF, CRBF) et des acteurs communautaires (guides religieux, leaders d'associations de jeunes et de femmes).

### ↳ **Les focus group**

Au total 7 focus group (3 au Burkina Faso et 4 au Niger) ont été organisés par les consultants appuyés par des traducteurs locaux. Les séances ont été participatives sous un format de réunion de groupe. Chaque focus group était composé des acteurs communautaires tels que les chefs coutumiers, les représentants des jeunes et femmes, des chefs religieux, des PDI, des hôtes, des handicapés, des éleveurs, des agriculteurs, des représentants de services techniques et administratifs.

En complément aux entretiens individuels, ces séances ont permis d'entrer en profondeur sur les thèmes étudiés. Un guide d'entretien exhaustif a été utilisé pour reprendre les questions de capitalisation relatives aux bonnes pratiques, aux contraintes et aux différentes recommandations pour une démultiplication future du programme. (Voire en annexe les outils).

### ↳ **Les fiches de capitalisation**

Elles ont permis de faire la synthèse des données collectées. Cet outil est important pour dresser un inventaire exhaustif des bonnes pratiques, des pratiques à améliorer, des leçons apprises et des recommandations. La fiche de capitalisation a aussi un rôle de récapitulation des informations clés récoltées suite à l'utilisation des autres outils.



Profil des personnes interrogées	Au Niger	Au Burkina-Faso
<b>Entretiens semi directifs</b>		
Acteurs projet membres consortium (A2N, VSF, CRBF, VSF, SONGE, MDM, KARKARA, HI)	2 (sur 5, soit 40%)	4 (sur 6, soit 67%)
Administration (services techniques et déconcentrés agriculture, élevage, eau, environnement, action sociale, représentant mairie)	2	25
Bénéficiaires (représentant association de femmes, représentant association de jeune, représentant agriculteur, représentant éleveur, représentant PDI, représentant des hôtes, autorités coutumières)	42	26
<b>Sous. Total 1</b>	<b>43</b>	<b>55</b>
<b>Focus group</b>		
Membres EDC sur la Cohabitation pacifique entre PDI et hôtes (représentant PDI, représentant hôtes, représentant autorités coutumières, représentant chef de village, leaders d'association de femmes, leaders d'association de jeunes)		15 (Bani et Sampilga)
Membres EDC sur la Gestion des ressources partagées en point d'eau (représentant agriculteur, représentant éleveur, représentant PDI, représentant hôtes, représentant autorités coutumières, représentant chef de village, leaders d'association de femmes, leaders d'associations de jeunes)		15 (à Sebba)
Membres pool de jeunes et de femmes (leaders d'association de femmes, leaders d'association de jeunes, représentant PDI, représentant hôtes, agriculteur, éleveur)		15 (Bani et Sampilga)
Membres de la commission foncière (élus locaux, représentant des services techniques Elevage et environnement, représentant des femmes et des jeunes, handicapés et religieux)	12 (Dargol)	
Membres de la commission foncière (élus locaux, représentant des services techniques Elevage et environnement, représentant des femmes et des jeunes, handicapés et religieux)	9 (Gothèye)	
Membres du Comité de paix (chefferie, représentant des jeunes et des femmes, handicapés, représentants des hôtes)	7	
Membres de la commission foncière (élus locaux, représentant des services techniques Elevage et environnement, représentant des femmes et des jeunes, handicapés et religieux)	8 (Losa)	
<b>sous Total 2</b>	<b>36</b>	<b>45</b>
<b>Total</b>	<b>79</b>	<b>100</b>

## II. POLITIQUES ET PRINCIPES DES ESPACES DE DIALOGUES COMMUNAUTAIRES

### 2.1. Au travers les Learning Circles (cercles d'apprentissage)

**Le dialogue offre une occasion d'explorer des idées, d'en lancer et d'obtenir, ou de proposer, de nouvelles idées et des outils pour engendrer le changement.**

Le dialogue communautaire (DC) se pratique traditionnellement dans les communautés africaines sous différentes appellations mais son application dans la santé publique, a une structuration technique dont l'observance conditionne sa réussite. De ce point de vue, les programmes mettent souvent en œuvre les interventions de DC dans le cadre d'un ensemble d'interventions ayant pour vocation d'influencer à la fois sur les personnes, les milieux familiaux et/ou les groupes affinitaires et, in fine, les communautés.

La thématique du DC renvoie à un des processus participatifs et interactifs qui peut engendrer de façon endogène et durable un changement des comportements, des pratiques et de normes sociales. La participation, l'interaction et l'inclusivité proviennent du fait de réunir différentes parties prenantes homogènes ou hétérogènes d'une communauté. Il peut s'agir de personnes de différentes générations, d'hommes, de femmes, de prestataires et d'utilisateurs de service de santé pour dialoguer afin que les uns et les autres puissent mieux se comprendre, diagnostiquer les difficultés/obstacles auxquels ils sont confrontés, dans le but de les surmonter, de trouver ensemble des solutions consensuelles.

**Les espaces de dialogues communautaires (EDC) contribuent à une influence positive pour l'amélioration de la cohésion sociale et sur les capacités locales à transformer et gérer les conflits.**

Dans le cadre des activités du résultat 5 du projet RECOSA qui s'est focalisé, suite à l'étude Baseline, sur la résolution des conflits liés à la gestion des ressources partagées comme premier type de conflit, le projet RECOSA, a mis en place des EDC dont l'institutionnalisation s'est progressivement matérialisée par plusieurs modèles qui se présentent comme suit :

- La création et l'animation des espaces de dialogue autour de l'accès des ressources partagées ;
- La création d'espaces de dialogue communautaire (Personnes Déplacées Internes et hôtes) autour de l'accès aux ressources naturelles ;
- La mise en place et le renforcement de comités communaux de paix ;
- La mise en place et le renforcement des espaces de dialogues communautaires autour de grands regroupements de villages ;
- La mise en place et le renforcement des comités de dialogue interreligieux (CDIR) ;

- La création de pools de jeunes et de femmes pour la paix comme deux (2) entités distinctes des EDC.

Ces EDC sont complétés par des structures de contribution à la promotion de la paix et de la cohésion sociale comme les pools de jeunes et de femmes qui sont des entités de participation communautaire à la promotion de la paix et à la résolution de conflits. Chaque entité a un rayon plus large et généralisé alors que l'espace de dialogue a des actions focalisées sur des problématiques plus précises.

La reproduction des EDC dans de futurs projets avec un volet sur la cohésion sociale justifie suffisamment la pertinence de la capitalisation et confirme l'importance du rôle et des responsabilités des acteurs communautaires et institutionnels dans le développement des collectivités territoriales en Afrique<sup>8</sup>, à travers notamment la gestion partagée des ressources naturelles.

Au Niger, RECOSA s'est arrimé aux politiques sectorielles et locales qui permettent de : <sup>9</sup>

- Favoriser une implication et une mobilisation amplifiées des acteurs locaux pour la prévention et la gestion des conflits ;
- Renforcer la concertation inclusive entre acteurs locaux dans la définition et la mise en œuvre des stratégies de relèvement d'urgence, de gestion durable des conflits et de la paix ;
- Favoriser la restauration des moyens de subsistance des populations déplacées par une gestion concertée et transparente des microprojets socioéconomiques ;
- Renforcer les capacités pour la prévention et la gestion durable des crises, la mise en place d'activités axées sur la formation, l'information et la sensibilisation sur la prévention, l'atténuation et la gestion des conflits ;
- Contribuer à la promotion d'une approche communale de gestion durable des conflits et de la paix par l'amélioration de la cohésion sociale, la prévention et la gestion des conflits dans les zones d'intervention ;
- Promouvoir des échanges inclusifs autour des ressources partagées afin de prévenir les conflits d'accès et de gestion de ces ressources ;
- Favoriser une bonne gouvernance des ressources partagées à travers ces cadres d'échanges inclusifs.

---

<sup>8</sup> Dans le cadre d'un vaste programme de l'organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale « **Humanité & Inclusion** » créée en 1982.

<sup>9</sup> Plan de Développement Economique et Social (PDES 2017 – 2021) et programme prioritaire pluriannuel de renforcement des capacités pour la prévention et la gestion des crises au Niger (janvier 2011). (ibid)

Au Burkina Faso jusqu'à une période récente le pays était considéré comme un havre de paix. La tension politique (processus électoral) et l'intrusion récente du phénomène djihadiste ont changé la situation exposant des millions de personnes à la violence et à l'insécurité. Ce contexte est exacerbé par les tensions foncières liées à la gestion des ressources naturelles notamment entre agriculteurs et éleveurs. Face à ce contexte, le Burkina Faso dispose de mécanismes nationaux de prévention et de gestion des conflits communautaires. Il s'agit entre autres de : (i) l'Observatoire national des faits religieux qui rassemble les faitières des religions telles que la Fédération des associations islamiques du Burkina Faso, la Conférence épiscopale Burkina/Niger et la Fédération des églises et missions évangéliques ; et (ii) l'Observatoire national de prévention et de gestion de conflits communautaires, créé en 2015, avec des démembrements au niveau local<sup>10</sup>.

Pour le foncier rural, il y a le PNDES et la Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSFMR) consacrées à la sécurisation foncière englobant les droits modernes et coutumiers, prenant en compte les réalités locales avec la politique de décentralisation ainsi que la question genre, l'accès des femmes au foncier notamment.

Les EDC sont ainsi créés au niveau des villages d'intervention impliquant au Niger comme au Burkina Faso, les leaders locaux, les leaders religieux, les jeunes, les groupements des femmes, les Services Techniques Déconcentrés de l'Etat, les leaders religieux et coutumiers des communes, les élus des communes et les membres des écoles des maris (pour le cas du Niger) sur les différentes thématiques en lien avec la promotion de la paix et la cohésion sociale. Aussi faut-il noter des acteurs non moins importants que sont les hôtes, les PDIs et les membres des commissions (Commissions foncières villageoises), agriculteurs, éleveurs, exploitants PFN (Produits Forestiers Non ligneux)

Au final, apporter un changement social, une transformation sociale, c'est mettre en symphonie les valeurs et différences sociales individualisées dans un processus de développement endogène de solutions.

---

<sup>10</sup> Prévention et gestion des conflits dans la Région de l'Est NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX MODELE DE DOCUMENT DE PROJET

## 2.2. Approche des EDC

Une nouvelle stratégie de gestion des conflits liés à la gestion des ressources partagées et la mise en place de mécanismes durables permettant de les prévenir s'impose de plus en plus. Le besoin de consolider la paix dans le monde et les communautés de base requiert une responsabilisation de toutes les parties prenantes et surtout une participation active des femmes, jeunes filles, hommes, jeunes garçons et personnes handicapées qui sont les plus vulnérables dans le processus.<sup>11</sup>

L'approche globale de ce projet est l'appui au développement local inclusif en favorisant la concertation et les synergies entre les différents acteurs concernés. L'inclusion des groupes vulnérables et la mise en place de mécanismes d'accompagnement de proximité adaptés aux besoins des ménages bénéficiaires constituent des aspects stratégiques de cette approche. A l'instar de l'OIM en Côte d'Ivoire, dans la région frontalière du Burkina Faso et du Ghana, le consortium RECOSA contribue à l'atténuation de la grande pression sur les ressources naturelles, étant entendu qu'elle est due à la croissance démographique et au changement climatique dont les principales conséquences ont pour noms : dégradation des ressources naturelles et récurrence des conflits sur la gestion de ces ressources dans les territoires communaux.

En effet, les approches du projet face à cette situation sont l'appui aux communes à l'élaboration de plans de **gestion des ressources naturelles**, la concertation communautaire autour des activités nécessitant un consensus, la vulgarisation de la construction de foyers améliorés et la formation des relais communautaires (volontaires de la Croix Rouge, animateurs relais et agents de santé communautaires) sur le *one Heath* et la sensibilisation des populations sur la loi foncière et les mécanismes existants de résolutions de conflits, y compris le droit coutumier.

D'autres stratégies de prévention sont à noter, notamment la création de 22 fora communautaires d'échanges et de dialogues au Burkina Faso avec neuf (09) caravanes de la paix dans les communes d'intervention pour la sensibilisation et l'information avec les autorités communales, les leaders religieux, les représentants des autorités traditionnelles. Au Niger, deux comités communaux de paix ont été mis en place dans les Communes de Dessa et Sakoiria et 16 espaces de dialogue mis en place dans les communes de Dessa, Gothèye, Sakoiria et Kourteye.

---

<sup>11</sup> Aujourd'hui les contributions capitales des femmes dans les processus de construction de paix, est reconnue par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette résolution préconise de faire participer les femmes à l'établissement de la paix, de mieux les protéger contre les violations de leurs droits fondamentaux et de leur donner accès à la justice et aux services de lutte contre la discrimination.

➤ **De l'intégration des aspects transversaux dans la logique du projet :**

Pour mieux intégrer les aspects transversaux comme la protection de l'environnement et la promotion des droits humains dans la logique du projet, beaucoup d'actions ont été planifiées, selon une approche sensible aux conflits qui préserve la dignité des bénéficiaires et ne les expose aux menaces.

Cependant, cette approche de **l'inclusion, de l'âge, du genre et du handicap** a fait l'objet de certaines limitations visant à mieux s'adapter à la situation d'insécurité et faire face au grand retard provoqué dans le démarrage du projet RECOSA- dont les équipes étaient de surcroît obligées de respecter les restrictions liées la pandémie de *Corona Virus Disease* – 19.

Avec toutes ces conditions critiques, les activités n'ont pu commencer qu'en mai 2020 avec des stratégies d'adaptations bien normées, notamment en ce qui concerne le nombre de personnes à rassembler pour une activité.

Ces activités développées depuis longtemps (Décembre 2019- décembre 2020), s'inscrivaient surtout dans le cadre du suivi du résultat 2, concernant les actions de santé nutrition par MdM-E, MdM-Be et Songes, et aussi celles liées à l'hygiène, l'eau et l'assainissement, pilotées par la CRE et Karkara. Il s'y ajoute dans la même période les résultats 4 et 5, pour certaines activités liées à la gouvernance (dans les deux pays, par VSF-B) et la cohésion sociale (au Burkina Faso par A2N).

Concernant les activités des résultats 1 et 3, qui visent les 7000 ménages bénéficiaires seulement un ciblage partiel a été possible pendant cette période de référence dans les communes de Bani et Sampelga au Burkina Faso, avec 1 113 ménages ciblés, et la commune de Dargol au Niger, avec 730 ménages ciblés.

Au Burkina, les transferts monétaires pour le montant total prévu pour l'année 2020 ont été réalisés. Lors des distributions, des critères fondés sur la vulnérabilité liée au genre, à l'âge et au handicap, ont été pris en compte.

Entre autres critères, le ménage était considéré comme une unité en soi et l'objectif du projet (la progression) était établi sur la base de la progression des ménages et non des individus. A cela s'ajoute le fait que dans les deux pays, le représentant du ménage, ledit « chef de ménage » a été le plus souvent un homme (en cas de présence), et pas une femme cheffe de ménage hormis les seuls exemples des veuves ou femmes divorcées. Dans la plupart des cas, le représentant et l'interlocuteur du ménage étaient de sexe masculin.

Le fait de privilégier les femmes comme récipiendaires du cash a été considéré comme potentiellement dangereux, surtout lorsqu'elles étaient obligées de parcourir plusieurs kilomètres, avec des enfants en bas âge, en s'exposant au soleil et à des situations d'insécurité.

Cependant depuis la phase de lancement du projet, le système MEAL a été déployé pour suivre les intérêts spécifiques des femmes et des hommes, à l'exemple des enquêtes *Post Distribution Monitoring* (PDM) qui ont analysé le pouvoir de décision au sein des ménages et permis de désagréger par sexe toutes les données collectées.

En outre, certaines actions liées à l'élevage ont pu être menées pour réduire la mortalité et assurer la survie des troupeaux, notamment la formation de 35 auxiliaires vétérinaires pour la mise en place d'un réseau de santé animale de proximité dans les deux pays par VSF-Be et la sensibilisation sur le déstockage stratégique à 60 éleveurs par A2N.

Concernant la jouissance des droits individuels par les bénéficiaires du projet, la stratégie a consisté en l'appui à la documentation civile se fondant sur l'approche ménage (nombre de ménages ayant une Carte Nationale d'Identité -CNI-), qui a été revue en fonction de l'instabilité du contexte d'insécurité annoncé plus haut. Ce contexte est marqué par la récurrence des déplacements de populations, la possession d'une CNI permettant aux détenteurs non seulement de jouir des droits civils et politiques, mais également de constituer la porte d'entrée à la jouissance des Droits Economiques, Sociaux et Culturels (DESC), en leur facilitant l'accès aux aides de l'État et des acteurs humanitaires.

Afin de faciliter la réception des différentes aides du projet, une carte de ménage bénéficiaire a été conçue avec deux représentants par ménage qui étaient toujours en plein droit d'être servis.<sup>12</sup>

Ainsi, les femmes ont eu la possibilité d'aller librement recevoir les dons, sans être obligées de le faire systématiquement. De même, l'approche de deux représentants a permis aux membres du ménage qui restent sur place de continuer à participer pleinement aux activités du projet, dans un contexte où beaucoup d'hommes migrent de façon saisonnière.<sup>13</sup>

En effet, dans le cas où des personnes vivant avec un handicap et les femmes, notamment celles ayant des enfants en bas âges, se rendaient sur le site de distribution, elles étaient servies en premier durant la distribution et des mesures pour assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ont été prises.<sup>14</sup>

---

<sup>12</sup> Une enquête complémentaire menée en 2021 a permis de choisir les deux représentants par ménage

<sup>13</sup> Il faut souligner qu'en 2020 les ménages disposaient d'une carte provisoire avec un seul représentant dans le but d'organiser des transferts monétaires en toute célérité au profit des cibles.

<sup>14</sup> A l'exemple de l'activité A.3.4. *Insertion socioéconomique des personnes handicapées*, des actions spécifiques pour les groupes moins favorisés (femmes, personnes handicapées, personnes âgées) ont été priorisées sur la base de critères de discrimination positive, adaptés aux capacités et besoins des cibles. L'objectif visé consistait en la réduction de la fracture d'iniquité de ces personnes.



➤ **Des changements induits et de nouvelles informations permettent une connaissance plus approfondie des rôles et responsabilités des femmes dans les mécanismes de prise de décision.**

Le projet RECOSA a contribué à réduire la fracture d'iniquité existante, en favorisant l'accès d'au moins une femme et un homme dans chaque ménage à la CNI et d'au moins une partie des personnes handicapées vivant dans ces ménages. De plus, en ce qui concerne l'autonomisation des femmes, la création des espaces surs pour les filles et adolescentes au Niger (activité A.2.5) avait pour objectif la responsabilisation autonomisante des femmes dans la prise de décision aux niveaux familial, communautaire et communal.

Dans l'optique de soutenir cette ambition d'autonomisation des femmes, et dans le but de provoquer des changements de comportement durables, le projet a travaillé sur le développement des femmes elles-mêmes, au-delà de leur rôle de donneurs de soins aux enfants et aux autres membres du ménage. Dans ce cadre, un certain nombre de mesures ont été mises en place pour renforcer la résilience des femmes et des filles, par l'augmentation du capital humain et financier, l'amélioration de leur accès aux facteurs de production (terre, services financiers, outils agricoles, etc.), leur participation aux instances de prise de décisions. Tout cela a permis de renforcer leur résilience selon **l'approche sensible aux conflits** et dans le cadre des limitations ci-dessus annoncées.

Par exemple, dans le cadre des activités du paquet intégré du résultat 3, il a été fortement conseillé aux membres des ménages de choisir comme personne porteuse de l'activité, le membre du ménage qui pouvait faire un travail au jour le jour sur l'activité. **C'est une leçon apprise du projet RESA mis en œuvre par HI au Burkina Faso : pour éviter que le chef de ménage devienne officiellement - et de par le système - le porteur de l'activité et donc, la personne qui participe aux formations, sans pour autant qu'elle s'occupe du travail quotidien de l'activité.**

Grace aux formations techniques qu'elles ont reçues sur l'activité, au rôle qu'elles jouent pour un meilleur accès et la gestion transparente et démocratique des ressources, les femmes sont de plus en plus autonomes et engagées dans le portage communautaire des sous projets.

Dans le même ordre d'idées, les jeunes ont été priorités pour certaines activités du paquet intégré (volaille) et pour l'activité A.3.2, au Burkina Faso (seulement) Appui à la création de petites unités de transformation de produits pastoraux, qui cible les femmes et les jeunes.

Même si ces activités n'ont pas commencé en 2020, il faut signaler que la stratégie a été élaborée, avec une méthodologie appropriée d'identification des personnes bénéficiaires de l'activité. On note depuis lors, un début d'implication des femmes dans le réseau de santé animale de proximité, avec une femme auxiliaire d'élevage au Burkina Faso, activité jadis exclusivement réservée aux hommes pour des raisons culturelles.

➤ **Un projet qui travaille également à la mise en place d'un Système de Gestion des Retours (SGRP)**

Le ciblage des bénéficiaires a été conduit en tenant compte de la représentativité des quartiers de chaque village visité au sein des comités villageois mis en place. Aussi, dans chaque village, il a été mis en place un comité de gestion de retours et plaintes. Le processus de mise en place de ces comités a veillé également à la représentativité et la participation de l'ensemble des couches sociales. Le choix des acteurs locaux s'est fait sur la base de leurs compétences et de la confiance que les populations placent en eux. Durant les rencontres dans les villages, les lieux de rassemblement ont été choisis de commun accord avec les communautés.

Malgré la volonté réelle de renforcer les **mécanismes de leadership communautaire** à travers les différents profils (Agents de Santé à Base Communautaire (ASBC), Auxiliaires d'élevage (AE), coach, relais communautaires, volontaires de la Croix Rouge), le projet a rencontré des difficultés liées à l'exposition de ces personnes leaders dans un contexte d'insécurité grandissante.

En tant que leaders choisis par les communautés qu'elles représentent, ces personnes sont très exposées. C'est particulièrement le cas au Niger et dans les communes de Tankougounadié, Titabé et Boundoré au Burkina Faso, qui sont caractérisées par une présence de Groupes Armés Non Etatiques généralement hostiles aux interventions humanitaires.

### ➤ **Principes directeurs pour avoir des EDC performants**

Les dialogues communautaires, comme activité de la pratique à haut impact, conduisant à un pacte ou une Charte d'Engagement Communautaire se fondent sur la participation active des groupes communautaires locaux. Il s'agit ainsi d'une démarche hautement participative qui fait des communautés les catalyseurs de leur propre changement, avec de réelles capacités à :

- Assurer une approche inclusive de tous les acteurs communautaires avec une attention particulière aux personnes vulnérables et aux populations marginalisées et groupes spécifiques dont les besoins en termes de pleine participation doivent être pris en compte pour leur permettre de s'exprimer sans peur ni jugement.
- Positionner les leaders communautaires, les influenceurs locaux et les détenteurs de pouvoirs comme des alliés de taille
- Effectuer un bon ciblage ou profilage communautaire dépendamment de la thématique ou du problème à solutionner
- Trouver des moyens efficaces de maintenir la motivation et l'engagement des différentes parties prenantes tout au long du processus à travers par exemple des mécanismes de rétro-information tels des discussions interpersonnelles.
- Maintenir un bon mécanisme de suivi des dialogues comme l'organisation des espaces d'échange entre les animateurs des dialogues pour le partage d'expériences
- Adapter le format des sessions aux habitudes des communautés concernées et privilégier une approche de co-crédation ou les idées sont gdnérées par la communauté faisant ainsi des dialogues communautaires de vrais espaces d'incubation d'idées et de solutions locales
- Assurer une bonne qualité du dialogue en basant la détermination de la durée et de la fréquence des sessions sur des données probantes.
-

### **III. ANALYSE DES BONNES PRATIQUES**

Cette analyse s'est faite à partir du traitement des informations qualitatives à questions ouvertes et de l'exploitation de données secondaires. La compilation de ces informations obtenues en focus group, en entretien individuel et des documents de projet a permis de classer et de catégoriser les réponses selon les thématiques. Certaines tendances quantifiables sont ressorties de ce traitement et ont permis de renforcer l'analyse quantitative par des chiffres. Mais il faut noter qu'il y'a eu une masse importante d'informations pertinentes issues de réponses individuelles (représentant de services techniques, gestionnaires de projet, etc.) et dispersées entre les différentes thématiques.

Tous les acteurs des EDC interrogés (100 au Burkina Faso et 79 au Niger) ont articulé leur rôle en tant que structure de veille et de résolution de conflit à travers la sensibilisation de la population, le changement de mentalité pour renforcer la cohésion sociale et asseoir une paix durable dans un contexte d'instabilité sécuritaire. Au-delà de la sensibilisation, des activités communautaires, de solidarité, de protection sociale sont menées, portées par des structures mises en place ou consolidées par le projet RECOSA qui joue un important rôle de cohésion sociale.

A titre introductif sur les bonnes pratiques, les éléments suivants tirés des réponses des acteurs sont présentés pour tester le niveau de connaissance des bénéficiaires sur les activités de promotion de la paix.

#### **3.1. Connaissance et perception des acteurs sur les activités de promotion de la paix**

Les connaissances et perceptions des acteurs sur cette thématiques sont identifiées dans le discours des acteurs. A la question à savoir « Quels sont les types d'activités de promotion de la paix que vous connaissez ? », les différentes réponses ont été catégorisées, traitées et analysées dans les lignes suivantes.

Les entretiens ont révélé des connaissances et des perceptions sur les types d'activités de promotion de la paix qui sont réalisées dans la zone d'intervention du RECOSA. Ces informations traitées ont permis de faire une catégorisation des types d'activités (sensibilisation, activités de veille et formation) et d'identifier à la fois les acteurs de la scène ainsi que les outils et thématiques utilisés.

### 3.1.1. Sensibilisation, acteurs, outils et thématiques

Les EDC de la zone d'intervention se distinguent de par leur diversité mais surtout de par leur constance dans la sensibilisation qui est l'action la plus partagée et la plus accessible. En effet, la majorité des acteurs interrogés affirment la sensibilisation comme l'activité la plus réalisée.

#### 3.1.1.1. Types de sensibilisation

Les termes information, sensibilisation, médiation, négociation, conciliation, débat, prêche constituent le verbatim utilisé par les personnes enquêtées pour désigner la permanence de la dimension communicationnelle des EDC. Mais l'usage spontané de ces termes par les acteurs interrogés pousse à faire une clarification conceptuelle permettant de comprendre davantage la portée et l'efficacité de ces procédés par rapport à l'objectif commun de promotion de la paix et de la cohésion sociale. Ceci requiert alors une méthodologie efficace pour mener à bien la sensibilisation. « Si la méthodologie d'action est claire, connue et acceptée de tous, elle peut déboucher sur des prises de position plus rapides par rapport à des enjeux complexes »<sup>15</sup>

**Médiation** «la médiation consiste en la mise en relation, par un tiers supposé impartial, de personnes ou de groupes que séparent des désaccords, des différends, des conflits. »<sup>16</sup> Il existe plusieurs types de médiations (entre Etat et citoyens, médiation en entreprise, etc.) Dans le cadre de cette étude c'est la médiation communautaire ou dite de « proximité » qui nous intéresse. Elle est destinée à faciliter la coexistence entre des populations d'intérêts divergents.

**Concertation** : « La concertation organise la participation des parties prenantes à l'élaboration des décisions et à la co-construction d'une stratégie de développement durable. Cette démarche volontaire représente un engagement courageux et une opportunité. Elle est menée en temps de paix ; ce n'est ni un tribunal ni un règlement de comptes. Par ailleurs, les débats sont confidentiels. Elle est souvent facteur d'innovation et d'accélération de projets <sup>17</sup> » selon le « guide de concertation communale » du Grdr, ce n'est ni une simple information sur la procédure, ni un moyen habile de communication encore moins une simple explication à donner ; pour une concertation réussie, il faut de l'information à partager, de l'écoute des parties, du dialogue entre les parties pour aboutir à une prise de décision consensuelle.

---

<sup>15</sup> Comité 21 – Notes 21 – Concertation avec les parties prenantes – septembre 2009

<sup>16</sup> La médiation : aspects théoriques et foisonnement de pratiques. Claude Tapia. Dans Connexions 2010/1 (n° 93), pages 11 à 22

<sup>17</sup> Comité 21 – Notes 21 – Concertation avec les parties prenantes – septembre 2009

**Le Dialogue :** Le dialogue peut se définir par des échanges interactifs entre des acteurs d'horizons et d'intérêts divergents pour aboutir à des concertations et des prises de décisions consensuelles.

**La Sensibilisation** est justement considérée comme le processus de communication pour amener les acteurs directs et intermédiaires à adhérer à l'objectif commun de pacification et de cohésion sociale et à s'engager pour sa promotion d'une façon ou d'une autre. Différents canaux de sensibilisation sont utilisés dans le cadre des activités des EDC rencontrés. Les canaux les plus fréquemment cités sont :

- D'assemblées villageoises,
- De prêches religieux,
- Visite à domicile (VAD, rencontre lors des mariages ou baptême),
- Mise en place des cités de paix
- Crieur public
- De radios communautaires, etc.

#### **3.1.1.2. Acteurs**

A la question à savoir « Avez-vous connaissance de structures communautaires qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la paix et à la cohésion sociale au niveau de votre région ? », les réponses ont permis de faire la cartographie des acteurs qui se résume comme suit :

- Associations féminines et masculines
- Association de jeunesse
- Leaders religieux,
- Groupements des éleveurs
- Groupements agriculteurs
- Associations d'étudiants originaires de la zone d'intervention
- Association de la Diaspora
- Les PDI
- Les agents des services techniques déconcentrés de l'Etat
- Etc.

### **3.1.1.3. Outils/thématiques**

Il s'agit d'outils de communication et des ressources thématiques utilisées pour bien mener les activités de sensibilisation sur la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Les canaux les plus importants notés lors des entretiens sont :

- Les radios communautaires,
- Les crieurs publics
- Les réseaux sociaux
- Les causeries et débats
- Les activités sportives et socioculturelles
- Les dialogues intergénération sur les sujets de la paix et la sécurité
- Cérémonies socio-culturelles
- Sensibilisation entre agriculteurs et éleveurs sur les litiges ou conflits
- Les camps des jeunes, les journées de la jeunesse
- Les journées des femmes
- Repas communautaires

### **3.1.2. Formation et activités de veille et de prévention**

#### **3.1.2.1. Formation**

Le renforcement de capacité des comités par l'intermédiaire de l'appui des partenaires techniques et financiers a constitué une des activités menées. Près de 11% des réponses des acteurs interrogés ont cité les sessions de formations reçues de la part des partenaires et qui touchent divers domaines dont la cohésion sociale, la gestion de conflit et la promotion de justice sociale, la gestion des terres et champs, la gestion des ressources naturelles, etc.

Dans une moindre mesure, des procédés ont été cités notamment les voyages d'études et les échanges ou foras transfrontaliers. Cette activité est ressortie des échanges effectués avec les membres de la COFOCOM de Dargol à Tillabéry.

#### **3.1.2.2. Activités de veille et de prévention**

Par rapport à l'insécurité qui sévit dans la zone d'intervention du projet et aux enjeux liés à la gestion des ressources naturelles dus aux mouvements massifs de PDI, les activités citées par les acteurs interrogés sont surtout de nature préventive. Ainsi la mise en place de comité de veille sécuritaire est la plus fréquente attestant l'engagement et l'auto-détermination communautaire à faire face à une menace dont l'impact sera très dommageable dans les conditions de vie des communautés. D'autres parleront de brigade de veille sécuritaire ou même de conduite de patrouilles, la finalité est la même, c'est d'assurer les conditions de



quiétude de la communauté.

En complément de ces informations issues des réponses des acteurs après être listées et catégorisées, les focus group réalisés ont permis de noter d'autres activités de veille liées à la gestion des ressources naturelles. Il s'agit notamment de la limitation des couloirs de passages, la mise en place de comité de plainte, des comités d'espaces de dialogue et même la lutte contre la délinquance devenue axe d'intervention des EDC. Globalement, c'est la gestion des conflits communautaires qui constitue la priorité de ces structures dans une démarche communautaire préventive.

*Les ressources déployées durant ces quatre (4) années de mise œuvre du RECOSA sont importantes et il est heureux de constater qu'une bonne partie du paquet d'activités concerne la mise en place des **EDC**. Ceux-ci ont libéré la parole et contribué à responsabiliser les communautés locales dans les mécanismes de gestion des conflits. Les changements induits sont appréciables en termes de perceptions positives sans lesquelles la consolidation de la paix, et la gestion durable et transparente des ressources naturelles seraient hypothétiques au Burkina et au Niger.*

*Cependant il urge de mobiliser des moyens supplémentaires en vue du financement d'une seconde phase de consolidation des acquis fortement sollicitée par les acteurs pour amplifier les résultats positifs obtenus autour des EDC dans les zones où les défis de la paix et de la gestion des conflits persistent.*

## 3.2. Synthèse des bonnes pratiques

### 3.2.1. Sur l'organisation et la composition des EDC

Bonnes pratiques	Leçon apprises	Recommandations pour la répliquabilité
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne représentativité des structures de dialogue dans tous les 7 EDC visités (focus group) qui ont été créés et/ou appuyés par le RE-COSA</li> <li>- L'inclusion de toutes les couches sociales et professionnelles dans tous les 7 EDC visités (focus group) qui ont été créés et/ou appuyés par le RE-COSA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Application stricte des principes d'inclusion et de consensus dans le cadre de la mise en place des EDC entraînant une meilleure conscientisation des communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redynamiser et améliorer le fonctionnement des EDC déjà existants et faire le suivi de ses activités</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de structures formalisées au niveau communal, départemental et régional</li> <li>- Dans tous les EDC créés et/ou appuyés par le RE-COSA, on note une implication de structures traditionnelles dans la mise en place des instances et surtout pour la gestion partagée des ressources naturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication des chefs de villages comme président de droit des comités de paix contribue à la pérennisation des actions des partenaires ainsi que la mobilisation de la communauté.</li> <li>- L'implication des ROUGGA (chefs des communautés des éleveurs) et les GARSO (des chefs éleveurs chargé de remonter des informations sur le pâturage) contribue à renforcer l'efficacité du système traditionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les articulations entre les différents échelons pour une meilleure efficacité dans les actions</li> <li>- Selon un responsable de projet, il faut intégrer la prise en charge financière des chefs coutumiers compte tenu de leur rôle indispensable dans la mobilisation des communautés</li> </ul>
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) 100% des acteurs interrogés ont relevé l'implication de toutes les couches de la communauté dans la formation des comités de dialogue comme une bonne pratique mis en œuvre par le projet dans la composition des EDC	(1) Toutes les catégories d'acteurs interrogés sont unanimes sur le fait que l'implication de toutes les personnes issues des différentes couches des communautés lors des sensibilisations de mise en place ont été nécessaires pour la reconnaissance, la légitimité sociale des comités de dialogue et susciter l'intérêt de tout le monde à accompagner l'initiative	(1) 100% des personnes interrogées ont recommandé à l'endroit du projet de s'assurer d'impliquer les personnes issues des différentes catégories des communautés lors des sensibilisations de mise en place des comités de dialogue (2) 75% des acteurs interrogés ont recommandé à l'endroit du projet de renforcer la participation des services techniques et administratifs dans le processus de mise en place

	<p>(2) La représentativité de toutes les couches des communautés dans la composition des EDC a été nécessaire pour la légitimité sociale des EDC selon 100% des acteurs interrogés</p> <p>(3) Selon 70% des acteurs interrogés, la participation des services techniques et administratifs à la mise en place de certains comités de dialogue a permis de plaider pour qu'ils accompagnent les comités</p>	<p>(3) 55% ont recommandé à l'endroit du projet de renforcer la participation des délégations spéciales dans le processus de mise en place</p> <p>(4) 100% des membres des différents EDC entretenus ont recommandé à l'endroit du projet d'accompagner les EDC à se formaliser (disposé d'un récépissé par exemple) auprès des instances étatiques pour renforcer leur légitimité institutionnelle.</p>
<p>(2) Tous les membres des EDC interrogés ont relevé la proposition des membres des comités par les personnes ressources (leaders communautaires, les influenceurs locaux et les détenteurs de pouvoirs) et validé par la communauté comme une bonne pratique mis en œuvre par le projet</p>	<p>(1) La proposition des membres des comités par les personnes ressources a permis d'une part de mettre en avant la participation des personnes ressources et d'autre part à l'équipe projet de transférer le pouvoir de proposition aux personnes habilitées à apprécier la bonne moralité et l'exemplarité des membres des comités afin que les communautés les acceptent et les soutiennent</p>	<p>(1) 100% des membres des EDC recommandent à l'endroit du projet de veiller à la mise en œuvre de cette pratique pour des actions similaires avant de solliciter l'accompagnement de la communauté</p>
<p>(3) La déconcentration des EDC et organisation des comités par quartier est une bonne pratique mise en œuvre par le projet selon 100% des membres des EDC</p>	<p>(1) Déconcentrer les EDC par quartier a permis de prendre les préoccupations endogènes des communautés séparément en tenant compte des réalités/priorités spécifiques à chaque communauté</p> <p>(2) Cette répartition des EDC par quartier a permis de concentrer les interventions des comités dans des zones précises</p>	<p>(1) 100% des membres des EDC ont recommandé à l'endroit du projet, en fonction des spécificités des communautés, de veiller à répartir les EDC en fonction de ces spécificités/similarités pour s'assurer que les EDC pourront apporter des solutions endogènes aux problèmes de dialogue et de cohésion sociale des communautés</p>
<p>(3) Elaboration de règles de gestion communautaires des ressources naturelles est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC sur la gestion des ressources naturelles en points d'eau selon 30% des acteurs interrogés (dont 100% des membres de l'EDC)</p>	<p>(1) Les règles de gestion communautaires élaborés ont permis d'organiser l'occupation des ressources naturelles afin d'éviter leur privatisation et leur occupation anarchique</p>	<p>(1) Les membres de l'EDC ont recommandé à l'endroit de prochains EDC sur la même thématique de veiller à la mise en œuvre de cette pratique dans des conditions similaires pour lever toute ambiguïté sur les ressources naturelles</p> <p>(2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur l'élaboration et le partage de règles communautaires</p>

### 3.2.2. Sur la stratégie d'intervention

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des EDC qui existaient</li> <li>- Réalisation d'une Base-line au début du projet</li> </ul>	La consolidation des EDC qui existaient permet d'éviter les obstacles liés à la mise en place des EDC, de capitaliser les acquis et de lever les contraintes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer prioritairement les thématiques liées directement à la promotion de la paix</li> <li>- Renforcer les moyens techniques, financiers et organisationnels des comités existants</li> </ul>
Des stratégies innovantes de promotion de la paix et de la cohésion sociale existent au niveau transfrontalier et transnational	Le modèle RECOSA dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale a abouti à la création de structures territoriales et sectorielles (Comités de paix communaux, AVEC) qu'il faudra organiser pour plus d'efficacité et d'impact	Renforcer les relations verticales et horizontales à toutes les échelles territoriales par un système formalisé de collaboration entre les acteurs des EDC
La réduction de la vulnérabilité socio-économique par des appuis ciblés du RECOSA constitue une porte d'entrée réussie et appréciée par les bénéficiaires	L'engouement et l'intérêt portés sur les thématiques d'assurances financières et alimentaires et d'appui socio-économique militent pour une approche intégrée des EDC	Selon le Délégué de l'Aménagement du Territoire et du Développement communautaire, il faut renforcer l'efficacité, l'impact et la durabilité de réduction de la vulnérabilité par une approche intégrée en réduisant progressivement le système cash
La COFOCOM de Dargol soutenu par le RECOSA a initié avec ses voisins du Mali et du Burkina à des rencontres de partage d'expérience	L'échelle transfrontalier est un pilier incontournable de promotion de la paix et de la cohésion sociale	Organiser des voyages d'étude et augmenter les foras sous-régionaux
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) Faire le constat de la situation déplorable ou conflictuelle est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(1) Selon tous les membres des EDC interrogés, le constat réel de la situation déplorable a permis d'éviter les rumeurs et autres fausses informations ou spéculations	(1) Tous les membres des EDC recommandent à leurs pairs dans des situations similaires de s'assurer que le constat réel est fait avant toute opinion. (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de gestion de conflits
(2) 100% des membres des EDC interrogés ont relevé le rapprochement/écoute individuelle des parties en conflits comme une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(1) Le rapprochement/écoute individuelle des parties en conflit permet une meilleure compréhension et le règlement du conflit selon 100% des membres d'EDC interrogés (2) Cette pratique a beaucoup promu le dialogue,	(1) Les membres des EDC interrogés ont recommandé à l'endroit de leurs pairs dans des situations similaires de s'assurer d'écouter individuellement pour rapprocher les parties en conflits (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de gestion de conflits

	l'apaisement des tensions et la réconciliation des parties prenantes selon les membres des EDC interrogés	
(3) La sensibilisation des parties ensemble pour parvenir au consensus est relevé par les membres des EDC interrogés comme une bonne pratique mise en œuvre dans leur stratégie d'intervention	(1) Rapprocher les deux parties en conflits pour faire une sensibilisation unique a permis de faciliter la compréhension commune des parties, susciter le dialogue, le pardon et la réconciliation selon 100% des membres EDC interrogés	(1) Les membres des EDC ont recommandé à l'endroit de leurs pairs dans des situations similaires de reproduire cette pratique pour promouvoir surtout le dialogue et la réconciliation des parties (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de gestion de conflits
(4) L'implication des personnes ressources (leaders communautaires, les influenceurs locaux et les détenteurs de pouvoir) en fonction de la thématique ou du problème à solutionner dans le règlement de différend communautaire délicat est relevé par 100% des membres des EDC comme bonne pratique qu'ils mettent en œuvre dans leurs stratégies d'intervention	(1) La non implication des familles dans les conflits fonciers a montré ses insuffisances dans le règlement de certains conflits fonciers (2) Le positionnement des personnes ressources (leaders communautaires, influenceurs locaux et détenteurs de pouvoirs) comme des alliées facilitent la mobilisation communautaire pour les sensibilisations et le règlement des conflits communautaires.	(1) Les membres des EDC recommandent à l'endroit de leurs pairs pour des situations similaires, de reproduire cette bonne pratique afin de régler facilement les conflits communautaires et de faciliter la mobilisation communautaire pour les sensibilisations. (2) A l'endroit de leurs pairs membres d'EDC dans des situations similaires, les membres d'EDC interrogés recommandent l'implication des familles des parties concernées par les conflits fonciers au regard du caractère commun et familial des terres. (3) A l'endroit du projet, organiser des sessions de redevabilité incluant toutes les parties prenantes afin que les contributions des uns et des autres soient mis en lumière
(5) 100% des acteurs interrogés ont relevé l'invitation de toutes les couches sociales (femmes, hommes, enfants, PDI, hôtes, handicapés, ...) aux activités ludiques (jeux divers) organisées comme une bonne pratique mise en œuvre par le projet	(1) Cette pratique a contribué au dialogue, à la cohésion sociale des différentes communautés et renforce les liens existants selon 100% des acteurs interrogés	(1) A l'endroit du projet RECOSA, tous les membres des EDC ont recommandé de continuer à soutenir/appuyer des initiatives pareilles avec les EDC.
(6) Les membres des EDC interrogés ont relevé l'implication des commissions foncières villageoises dans le règlement des conflits fonciers comme une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(1) L'implication des commissions foncières villageoises a permis de faciliter le règlement de certains conflits fonciers (environ 40% des conflits fonciers)	(1) A l'endroit de leurs pairs membres d'EDC dans des situations pareilles, les membres des EDC recommandent de renforcer l'implication des commissions foncières villageoises dans le règlement des conflits fonciers. (2) A l'endroit du projet, organiser des sessions de partage et de redevabilité entre les comités des EDC et les commissions foncières villageoises

### 3.2.3. Fonctionnement et activités

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% des EDC fait d'une façon ou d'une autre des activités de sensibilisation</li> </ul>	<p>Compte tenu de la facilité et de la maîtrise de l'activité, la totalité des EDC enquêtés ont effectué la sensibilisation sans attendre les appuis des partenaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour une meilleure efficacité des sensibilisations il faut renforcer la capacité des leaders communautaires sur des thématiques clés telles que la conduite de dialogue, la négociation, etc.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 24% des bénéficiaires interrogés a cité les activités de jeunesse comme facteur déterminant la cohésion sociale</li> <li>- La déléguée de la femme et de l'enfance a souligné le développement d'activités de protection à travers les comités dédiés à la femme et à l'enfance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La jeunesse constitue un des piliers pour assurer la promotion de la paix et de la cohésion sociale.</li> <li>- Au regard de la sensibilité de la paix et de la cohésion sociale et de l'implication de la tranche jeune, l'éducation des enfants reste une priorité pour laquelle les EDC doivent fortement travailler</li> <li>- Le problème de l'insécurité est local, ce qui nécessite fortement l'implication des jeunes et des femmes pour être plus efficace</li> <li>- En termes de changement on note une meilleure prise en compte des jeunes, des enfants et des femmes dans la recherche de paix et de cohésion sociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer les initiatives de jeunesse pour rendre plus efficace la sensibilisation contre l'extrémisme violent</li> <li>- Favoriser, et encourager les EDC à intégrer la thématique de l'éducation de l'enfant, les camps de scout, les caravanes de paix, les clubs des étudiants au niveau des communes d'origine</li> <li>- Renforcer l'implication des autorités et toucher directement la cible concernée (jeune et femmes) par des formations et des sensibilisations</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'intégration des PDI, la mise à disposition de sites d'accueil, le règlement des conflits intercommunautaires</li> <li>- Tous les jeunes interrogés ont souligné les initiatives sportives et de salubrité dans le cadre de leurs activités</li> </ul>	<p>Le rapprochement entre PDI et hôtes par la sensibilisation entreprise par certains comités de paix a créé un nouveau climat de confiance entre les communautés et une volonté collective d'enrayer définitivement l'insécurité</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer les AGR, octroyer des terres aux PDI, appui à l'artisanat pour les femmes Touaregs, appui à la scolarisation des enfants déscolarisés victimes des déplacements</li> <li>- Accompagner les femmes enceintes et les enfants par des assistances sanitaires adaptées à leur condition de vulnérabilité</li> <li>- Renforcer le soutien aux jeunes par des programmes spécifiques d'éducation civique et environnementale</li> </ul>

- Une pertinente approche de subsidiarité dans la gestion des conflits liés au foncier	La redynamisation des commissions foncières à travers les actions du RECOSA a facilité les interventions de ces structures dans leur rôle d'apaisement des conflits liés au foncier	- Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion de la paix (?), il doit disposer des moyens financiers nécessaires pour faire la mise en place des COFOB ainsi que leur formation.
- Structuration et autonomie des structures foncières avec la tenue régulière des réunions mensuelles ont caractérisé des structures de gestion foncière telles que les COFOB et les COFOCOM	Le renforcement des moyens d'intervention des structures foncières reste un pilier important pour promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers une ressource naturelle aussi complexe et sensible que le foncier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion de la paix (?), elle doit disposer des moyens financiers nécessaires pour faire la mise en place des COFOB ainsi que leur formation.</li> <li>- Recyclage des sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres ainsi que sur la tenue des actes fonciers</li> <li>- Renforcement de capacités des membres du COFOB sur les thématiques de cohésion sociale et en matériel comme les GPS pour que la COFOB puisse bien faire son travail.</li> </ul>
L'implication des EDC à haute intensité sociale et solidaire dans le processus de paix à l'image des EdM, des Espaces sûrs et des AVEC	Une appropriation réussie des questions sociales par ces structures dans le champ de la cohésion sociale et indirectement dans la quête de la paix	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insertion de nouvelles thématiques de promotion de la paix et de la cohésion sociale (préparation culinaire, couture, teinture, broderie, tissage, etc...)</li> <li>- Redynamisation des espaces sûrs par la création d'infrastructures équipées</li> </ul>
30% des EDC ont révélé avoir renforcé l'humanisme et la solidarité envers les étrangers, l'inclusion des PDI en particulier	- La mise en place de structures à haute portée sociale à l'image des AVEC, des EdM, des ES a contribué au renforcement de la solidarité entre les communautés	- Mettre en place des stratégies de pérennisation de ces structures à travers des activités régulières de promotion de la solidarité entre les différentes communautés
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) 100% des membres de comités interrogés ont relevé la formation des comités de dialogue sur leurs rôles et responsabilités, leur fonctionnement ainsi que les thématiques de cohésion sociale et de promotion de la paix comme une bonne pratique mis en œuvre par le projet	(1) Selon les membres des EDC interrogés, la formation des membres de comités leur a permis d'adopter de bonnes approches en matière de gestion de conflits et de promouvoir lors des sensibilisations la communication non violente entre eux et la communauté mais aussi entre les communautés. Tout ceci concourant à la promotion de la paix	(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC ont recommandé le renforcement continu des capacités techniques des membres de comités de dialogue



(2) Respect mutuel et harmonie au sein des EDC est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC à la suite des formations sur la communication non violente initiée par le projet	<p>(1) Le respect mutuel et l'harmonie au sein des EDC a favorisé un bon environnement de collaboration au sein des comités et encouragé la participation de tous.</p> <p>(2) Selon les membres des EDC interrogés, la formation sur la communication non violente a renforcé l'harmonie et la courtoisie au sein des comités</p>	<p>(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC ont recommandé le renforcement continu sur des thématiques similaires à la communication non violente pour renforcer l'harmonie en leur sein mais aussi avec les communautés</p> <p>(2) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC dans des situations similaires, les membres des EDC interrogés recommandent de faire recours et de promouvoir la communication non violente dans leurs discours mais aussi leurs comportements</p>
(3) Tenue régulière de réunions et sessions ordinaires	(1) La non existence d'un siège social pour les EDC n'a pas facilité les regroupements des acteurs pour les AG et réunions périodiques selon tous les acteurs membres des EDC interrogés	(1) Les membres des EDC recommandent à l'endroit du projet d'accompagner les EDC à disposer d'une localisation physique (locale, siège) pour renforcer leur efficacité institutionnelle
(4) Invitation et implication de l'action sociale, des services techniques et administratifs (agriculture, eau, hygiène, environnement, élevage, etc.) dans la mise en œuvre de certaines activités	(1) L'implication de ces services dans la mise en œuvre de certaines activités contribue à la notoriété des EDC en ce sens que les services impliqués voient, apprécient et critiquent (pour améliorer) les activités des comités qui apprennent en retour dans leur processus d'apprentissage continu	<p>(1) A l'endroit de leurs pairs membres d'EDC, les membres interrogés recommandent de renforcer la participation des services techniques et administratifs aux activités des EDC</p> <p>(2) A l'endroit du projet, les membres des EDC recommandent de trouver le moyen pour motiver la participation des services techniques déconcentrées aux activités des EDC les impliquant</p>
(5) 100% des membres des EDC ont relevé l'existence de comptes bancaires des comités dans les Services Financiers Décentralisés (SFD) comme une bonne pratique de fonctionnement	(1) Pour le fonctionnement, l'existence de compte bancaire a permis d'assurer la traçabilité et la transparence dans les opérations financières des comités.	(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC recommandent que le projet accompagne les comités à travers leur mise à disposition d'un fonds de roulement pour assurer les charges de fonctionnement.
(6) La responsabilisation de chaque membre sur une tâche est une bonne pratique mise en œuvre par les comités à la suite de la formation sur leurs rôles et responsabilités initiée par le projet	<p>(1) Le caractère volontaire du choix des membres composant les comités de dialogue et leur responsabilisation a permis leur engagement communautaire</p> <p>(2) La responsabilisation a permis à chaque membre de comité de se concentrer sur une/des tâche(s) spécifiques</p>	(3) Trouver des moyens efficaces de maintenir la motivation et l'engagement des membres des comités de dialogue à travers par exemple des forfaits de communication pour la réalisation des activités de sensibilisation et autres

(7) Organisation d'activités ludiques (jeux, football, etc.) est une bonne pratique mise en œuvre par le projet et adopté par les EDC	<p>(1) Les activités ludiques ont contribué à promouvoir le dialogue et la paix dans les communautés et entre les communautés.</p> <p>(2) L'inexistence de partenaires financiers limite les EDC dans leur fonctionnement et la réalisation de certaines activités</p>	(1) Les membres des comités recommandent à l'endroit du projet, le renforcement des capacités des comités de dialogue sur la recherche de financement pour la réalisation des activités
(8) Ecoute des parties prenantes pour les activités de gestion de conflits est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC dans la résolution des conflits	<p>(1) L'écoute des parties conflictuelles a permis aux membres de comités de mieux cerner la profondeur afin d'adapter les solutions de sorties de conflits selon l'ensemble des membres des EDC</p> <p>(2) La non reconnaissance officielle des EDC n'a pas facilité la réalisation de certaines activités</p>	(1) A l'endroit du projet, 60% des acteurs recommandent de renforcer les capacités des membres des comités sur les mécanismes de gestion des plaintes et retours d'information
(9) Partage de repas communautaire à la fin des activités de sensibilisation	(1) Le partage de repas communautaires à la fin des activités a permis selon les membres des comités à renforcer le pardon, la tolérance et la paix dans la communauté	<p>(1) A l'endroit des membres des EDC, les comités recommandent la reproduction de cette bonne pratique pour la promotion de la tolérance, du pardon et de la paix dans la communauté.</p> <p>(2) A l'endroit du projet, les comités recommandent le soutien financier dans l'organisation des repas communautaires qui est une poche de dépense importante pour les comités</p>
(10) Existence de pièces de justification des dépenses des EDC	(1) L'existence de pièces justificatives des dépenses a permis aux EDC de connaître les grandes poches de dépenses (rubriques budgétaires) pour mettre en œuvre les activités.	<p>(1) Les membres des EDC interrogés recommandent à l'endroit de leurs pairs la reproduction de cette bonne pratique pour faire preuve de transparence dans l'exécution budgétaire</p> <p>(2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres de comités sur les pièces justificatives acceptables et non acceptables</p>
(11) Existence de procès-verbal (PV) de réunion	(1) Les PV de réunions ont permis de rendre compte des discussions de réunions et de suivre les actions à mener.	<p>(1) Partager avec les services techniques déconcentrés les PV de réunion.</p> <p>(2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur l'élaboration d'un procès-verbal de réunion</p>

### 3.2.4. Partenariat et relation

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Densification des structures communautaires qui s'activent dans la thématique de la paix et de la cohésion sociale attestant de l'esprit d'ouverture des communautés à aller dans le sens de la promotion de la paix</li> </ul>	<p>La mise en synergie des actions entreprises constitue un des leviers pour renforcer la performance des EDC</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic ou étude anthropologiques des zones d'intervention pour mieux identifier les acteurs présents dans le dialogue et leur véritable place dans la société</li> <li>- Cartographie des parties prenantes du dialogue et de la cohésion sociale pour mieux connaître qui est qui et qui fait quoi ?</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'un bon cadre institutionnel au niveau national et régional à travers la HACP qui joue un rôle indispensable dans la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la paix et de la cohésion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La HACP seul acteur administratif de tutelle a un faible ancrage local causant un manque d'échange et de communication sur des activités qui se mènent régulière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'application des Protocoles de mise en œuvre des projets avec des plans d'action clairs</li> <li>- Faciliter et fluidifier les relations entre les partenaires techniques et financiers et la HACP</li> <li>- Face à des demandes très fortes liées à la thématique de promotion de la paix et de cohésion sociale, il est nécessaire de renforcer le personnel local du HACP</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volonté réelle de travailler avec les services techniques déconcentrés</li> <li>- Bonne collaboration de la gestion des ressources foncières entre les différentes échelles administratives : COFODEP, COFOCOM ET LA COFOB.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'impact est fort quand toutes les autorités sont impliquées, chefferie, les STD, les services communaux, leader religieux, les autorités préfectorales, ce qui fait tache d'huile au niveau local et les populations donnent plus de l'importance quand tout le monde se retrouve pour la même cause avec ceux qui prennent la décision. Là elles se sentent concernées par le problème</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour tous les problèmes se situant au niveau communautaire, travailler avec les STD pour éviter les doublons. Impliquer les STD du début à la fin des processus de Dialogue Communautaire (DC).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte mobilisation de partenaires du RE-COSA disposant de compétences diversifiées pour la réalisation du projet</li> </ul>	<p>L'approche consortium a permis de mobiliser huit partenaires qui ont réuni des experts multidisciplinaires ayant une expérience diversifiée et permis de développer plusieurs thématiques et de compétences spécifiques de promotion des EDC</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un dispositif post-projet dans les futurs projets en consortium pour assurer un fonctionnement durable et efficace des EDC</li> </ul>

BURKINA FASO		
(1) L'implication des services techniques et administratifs dans les activités des EDC est une bonne pratique mise en œuvre par les comités des EDC et relevée par 65% des acteurs interrogés (dont 100% des membres des EDC)	(1) L'implication des services techniques et administratifs facilite les relations entre l'administration et les EDC et renforce leur utilité sociale et leur légitimité institutionnelle.	(1) 100% des membres des EDC recommandent à l'endroit de leurs pairs membres des EDC de renforcer le partenariat avec les services techniques déconcentrés de l'Etat. (2) A l'endroit du projet, organisé des sessions/ateliers de redevabilité et de partage des résultats des EDC avec toutes les parties prenantes incluant les services techniques ainsi que les autorités locales
(3) La considération et le respect mutuel entre les EDC et les autorités administratives	(1) Cette bonne pratique a permis une synergie d'actions entre les comités des EDC et les autorités administratives (pas de conflits d'intérêts constatés)	(1) A l'endroit du projet, 85% des acteurs interrogés recommandent de renforcer les capacités des EDC dans la mobilisation de ressources, de recherche de partenariats et de relations officielles
(4) La gestion rapide des situations conflictuelles est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(1) La rapidité et le dynamisme des EDC dans le règlement des situations conflictuelles a permis leur implication par l'administration dans le processus de règlement des plaintes pour lesquelles l'administration est saisie.	(1) A l'endroit de leurs pairs, les membres des comités recommandent de s'assurer de l'implication des personnes ressources dans la résolution des situations conflictuelles (2) A l'endroit du projet, trouver les moyens/mécanismes de renforcer le dynamisme des comités ainsi que des personnes ressources dans la résolution des conflits
(5) Le partage d'expériences entre comités de dialogue par quartier	(1) Le partage d'expériences a permis aux quartiers de se partager les bonnes pratiques ainsi que les leçons apprises afin d'éviter aux pairs de faire les mêmes erreurs en situations similaires	(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent la mise en œuvre de cette bonne pratique pour tout type de projet similaire
(6) 100% des EDC interrogés ont relevé l'envoi de procès-verbaux d'activités et de réunions aux partenaires informels (services techniques) comme une bonne pratique mise en œuvre par les EDC et renforçant les liens de partenariats informels entre les services techniques et les comités d'EDC.	(1) Le partage des procès-verbaux d'activités a permis d'impliquer les services techniques ainsi que de renforcer les liens informels de partenariats entre les EDC et ces services déconcentrés	(1) A l'endroit des EDC, les membres des EDC interrogés recommandent la reproduction de cette bonne pratique pour renforcer l'implication et la participation des agents des services techniques déconcentrés dans les activités des EDC (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur la rédaction d'un procès-verbal d'activités
(7) Positionnement des personnes ressources comme des alliés de taille	(1) Le positionnement des personnes ressources comme des alliés de taille a été bénéfique à tous les niveaux aux comités	(1) Les membres de comités des EDC recommandent cette pratique à leurs pairs pour des conditions similaires afin de s'assurer de leur disponibilité, de leur

	de dialogue (mise en œuvre des activités, mobilisation communautaire, règlement des conflits, etc.)	participation et de leur redevabilité envers les actions des EDC (2) A l'endroit du projet, veiller à la reproduction de cette bonne pratique dans des projets similaires
--	---	--

### 3.2.5. Pérennisation des activités de promotion de la paix

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>NIGER</b>		
- Implication et responsabilisation des communes dans le processus de mise en place des EDC	La durée souvent très limitée des projets n'est malheureusement pas suivie de mesures d'accompagnement post-projets. La pérennisation / durabilité nécessite un ancrage municipal à travers une inscription dans les Plans de Développement Locaux de Développement (PDC)	- Encourager et appuyer les communes à suivre et encadrer les EDC sur la base de plan d'action co-initiée avec les partenaires techniques au développement. - Etudier les possibilités de mise en place des comités dynamiques et durables
- Existence d'initiatives endogènes et communautaires face à l'insécurité à travers des activités de sensibilisation organisées de façon autonome	La pérennisation des initiatives endogènes repose sur une prise de conscience collective et des capacités organisationnelles et techniques	- Faire des plans d'action, - Acquérir de nouvelles compétences en créant des rencontres intercommunautaires, des voyages d'étude, disposé de radio communautaire.
- Une volonté réelle de travailler avec les services techniques	L'implication des services techniques donne plus de crédibilité et d'attention vis-à-vis des communautés locales	- Intégrer la promotion des EDC dans le plan de développement communal (PDC) - Faire de telle sorte que les partenaires au développement participent à l'élaboration du PDI en intégrant les questions de promotions de la paix et de la cohésion sociale - Mettre en place un dispositif de suivi régulier avec des moyens mis à disposition en mettant au-devant les services techniques décentralisés de l'Etat.
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) 45% des acteurs interrogés (dont 100% des membres des EDC) ont relevé la disponibilité et volonté des membres de	(1) La non reconnaissance officielle (disposition de réception) des EDC ne garantit pas la pérennisation de leurs actions.	(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent le renforcement continu des capacités techniques des comités sur les thématiques de promotion

comité à se faire renforcer en capacité comme une bonne pratique mise en œuvre par les comités des EDC		de la paix et de cohésion sociale adaptées aux besoins endogènes (2) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent l'accompagnement des comités dans le processus de leur structuration et reconnaissance officielle.
(2) 100% des acteurs interrogés ont relevé la légitimité et la représentativité sociale des comités de dialogue comme une bonne pratique mise en œuvre par le projet	(1) La non existence de siège social n'a pas aidé les EDC dans leur souci d'autonomisation (2) Cette légitimité et représentation a permis aux EDC de continuer leurs activités de promotion de la paix et de cohésion sociale malgré la fin du projet RECOSA	(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent l'accompagnement des comités dans le processus de leur structuration et autonomisation (2) A l'endroit du projet 70% des acteurs interrogés recommandent le renforcement des comités dans la mobilisation de ressources et la recherche de financement
(3) L'implication des différents services techniques déconcentrés de l'état dans la mise en place des pools dans la phase d'information et de sensibilisation	(1) L'implication des différents services techniques dans la mise en place des pools a permis de renforcer leur participation aux activités des pools	(1) A l'endroit des EDC, les membres interrogés recommandent la reproduction de cette bonne pratique pour faciliter la participation et la redevabilité réciproque.
(4) Dotation des pools de jeunes et de femmes de kits de sonorisation	(1) La dotation des pools de jeunes et de femmes de kits de sonorisation pour faciliter la communication lors de leurs activités	(1) A l'endroit du projet, 75% des acteurs interrogés recommandent le renforcement des pools de jeunes et de femmes à travers un soutien financier pour la mise en œuvre de leurs activités communautaires en faveur de la paix et la résolution des conflits.

### **3.3. Analyse des bonnes pratiques**

#### **3.3.1. Analyse structurelle des bonnes pratiques**

Au Burkina Faso, l'analyse globale des données issues des focus group et des entretiens semi directifs montre que les 71 acteurs bénéficiaires des EDC interrogés ont affirmé qu'ils ont activement contribué et joué un rôle important dans les sensibilisations communautaires pour partager la vision et acquérir l'adhésion des communautés à la démarche des EDC.

Au Niger, les entretiens semi directifs ont révélé que 100% des acteurs des EDC interrogés ont articulé leur rôle en tant que structure de veille et de résolution de conflit à travers la sensibilisation de la population, le changement de mentalité pour renforcer la cohésion sociale et asseoir une paix durable dans un contexte d'instabilité sécuritaire. Mais les plus dynamiques sur le plan organisationnel et institutionnel demeurent ceux-là qui ont la gestion des ressources foncières comme principale activité.

Partant de ces constats globaux dans ces deux pays, l'analyse des informations collectées lors des focus group et l'exploitation des données secondaires, a permis d'identifier et de structurer un ensemble de bonnes pratiques du projet RECOSA développées à travers la mise en place et le fonctionnement des EDC listés ci-dessous.

##### **3.3.1.1. Les structures de gestion foncières : un modèle à renforcer**

Le projet RECOSA a procédé au renforcement des structures foncières existantes. Cette approche a permis de se focaliser sur une des faiblesses de ces structures à savoir l'indisponibilité de moyens suffisants d'intervention. C'est pourquoi une mise à disposition d'un kit de petits matériels suivi d'une session de formation a été effectuée pour faciliter la transmission des informations au niveau communal et en même temps améliorer le fonctionnement de ces structures

Au Burkina Faso, les structures de gestion foncières renforcées sont essentiellement les commissions foncières villageoises. Ces commissions ont été renforcées en capacités sur leurs rôles et leurs responsabilités dans la conduite des activités et la facilitation de l'archivage des données foncières (cause de nombreux conflits liés aux partages, héritages, cessions des terres, etc.).

Ainsi, les commissions foncières villageoises structurées, formées et équipées par le RECOSA ont contribué à la réduction des conflits liés à la gestion des ressources naturelles et à la cohésion de la communauté grâce aux activités d'archivage pour la mise à disposition et la sécurisation des actes fonciers à plusieurs niveaux différents (village, mairie, niveau régional).



Elles jouent un rôle très important dans les transactions foncières qui représentent une source de conflit qui parfois s'étale sur plusieurs générations. C'est à travers ces commissions que toutes les transactions foncières sont authentifiées et transmises au niveau communal puis régional.

Leur légitimité sociale leur a conféré une reconnaissance institutionnelle des services techniques et administratifs qui réfèrent les cas de conflits fonciers à leur niveau vers les commissions foncières villageoises.

***Les autorités au niveau communal reconnaissent notre travail et notre rôle. Les conflits fonciers qui ne passent pas par notre commission avant d'aller au niveau communal (en cas de tentative de conciliation échouée) sont renvoyés vers notre commission par les autorités pour gestion. Lorsque nous trouvons issue au conflit, nous le notifions au niveau communal. Au cas contraire, on renvoie les plaignants au niveau communal pour trancher avec notification au niveau communal.***

A déclaré un leader d'association de jeunes, membre de l'EDC sur la cohabitation pacifique entre PDI et hôtes de Bani au Burkina Faso. Cette déclaration a été soutenue par l'ensemble des participants au focus group sur la cohabitation pacifique entre PDI et hôtes.

Au Niger les structures de gestion foncières ont connu un processus différent de celui du Burkina Faso en commençant par leur mise en place.

- **Le processus de mise en place au Niger**

Le projet RECOSA a procédé au renforcement de capacité des COFOCOM qui disposaient déjà de bureaux mis en place sous la supervision du préfet. Le COFOCOM est basé sur le volontariat et regroupe toutes les sensibilités de la commune à savoir la jeunesse, la société civile, les élus locaux, les associations féminines, la chefferie, les groupes professionnels et les services techniques déconcentrés de l'Etat (environnement, élevage, agriculture).

Il y a deux étapes dans la mise en place du COFOCOM à savoir : les membres de droit que sont le président (le maire) le vice-président, le chef de canton ou son représentant, le secrétaire permanent (le SG de la commune), deux élu locaux, les STD et les autres membres représentants des couches socio-professionnelles élus par leurs pairs.

Pour une mise en place efficace, les étapes suivantes sont indispensables :

- L'information et la sensibilisation,
- Le choix de personnes compétentes sur la base de la confiance,
- La prise en compte des couches socio-professionnelles de la commune.

- **L'importance des COFOCOM et COFOB au Niger**

Sur le plan de la gestion du foncier, il s'agit de la délivrance des actes fonciers, la création et le balisage des aires de pâturages et de couloir de passage. Globalement, il s'agit de promouvoir un cadre de dialogue autour des couloirs de passage tout en assurant une sensibilisation continue de la population autour de la paix et la cohésion sociale.

L'exemple du COFOCOM de Dargol a révélé la présence indispensable de ce type d'EDC. Comme l'atteste le Secrétaire général « *le COFOCOM a permis de résoudre des problèmes fonciers qu'on n'a jamais pensé pouvoir résoudre un jour, il s'agit des conflits autour des couloirs de passage et des aires de pâturages, ce qui nous a même permis d'avoir un financement de l'Union Européenne pour créer et baliser d'autres couloirs de passage et des aires de pâturage. A notre actif, plus de 100 ha d'aires de pâturage ont été balisés, l'aménagement de deux enclaves pastorales et l'organisation d'une foire semencière et d'une prestation culturelle qui s'inscrivent dans le cadre de la promotion de la paix et de la cohésion sociale* ».

- **Une subsidiarité remarquable dans le processus de résolution des conflits fonciers**

Les deux focus group (COFOB de Losa et COFOCOM de Dargol) ont permis de constater l'indispensable rôle joué par les structures foncières dans la résolution des conflits. Elle commence en famille puis dans le quartier, le village et enfin chez le chef de village. Le respect de ce circuit permet d'atténuer, voir résoudre l'essentiel des problèmes fonciers sans que les hautes autorités n'interviennent. D'où l'importance de la dimension communautaire dans la résolution des conflits. Il convient toutefois de noter que le défaut d'archivage de ces structures au moment de notre passage empêche d'indiquer le nombre de conflits résolus.

***Selon le chef de village de Losa, la présence des COFOB au niveau village permet de gérer au plus près les conflits. A chaque fois qu'il y a un différend entre deux personnes sur le foncier, le COFOB intervient pour faire la médiation, quand il y a intrusion des animaux dans un champ il constate le dégât et fixe le dédommagement qui se doit. De même ce COFOB intervient en cas de transaction foncière pour délivrer des actes.***

Dans une approche de subsidiarité, le COFOCOM s'appuie sur des COFOB présidées par des chefs de village. Il appuie la mise en place, le suivi et l'encadrement des COFOB, en formant les présidents et secrétaires généraux. Au niveau supérieur, il collabore avec la COFODEP et le secrétariat permanent au niveau régional.

L'action du COFOCOM peut être aussi inscrite dans le cadre des échanges transfrontaliers où avec l'apprentissage à travers la collaboration entre les voisins du Mali et du Burkina, des rencontres de partage d'expérience, la collaboration civile-militaire sur les questions de

prévention et de sécurité, sont les résultats inattendus auxquels nous avons abouti - selon les propos tenus lors du focus group avec les membres du COFOCOM de Dargol dans le département de Gothèye.-

- **Les contraintes et obstacles majeurs**

Au Burkina Faso, les commissions foncières villageoises subissent l'influence des politiques et autres détenteurs de pouvoirs publics à cause de leur statut juridique inexistant. Elles sont victimes de pressions de part et d'autre. Ce qui les empêche de rayonner et les limite dans leurs actions en dépit de la place que la communauté elle-même leur a concédée.

Au Niger, à l'issue des focus group organisés, les contraintes notées dans le fonctionnement de ce type d'EDC concernent l'insécurité qui fait qu'une bonne partie de la commune est sous contrôle de criminels, ainsi que la migration de la population qui entraîne les pressions sur les ressources naturelles.

Au-delà de ces difficultés, les EDC agissant dans le domaine du foncier sont confrontés à des contraintes d'ordre politico-juridique, notamment le trafic d'influence, les pressions des pouvoirs politiques, la gouvernance des ressources foncières, etc.

- **Recommandations**

Au Burkina Faso, pour que la communauté profite durablement des commissions foncières villageoises, les participants au focus group ont recommandé qu'il faille reconnaître juridiquement les commissions foncières à travers des récépissés justifiant leur existence et leur droit d'exercice dans la communauté.

***Un document officiel nous justifierait et nous couvrirait en cas d'altercation avec des politiques.***

A déclaré un coutumier du village de Samplega, membre de l'espace de dialogue sur la cohabitation pacifique entre PDI et hôtes au Burkina Faso. Cette déclaration a été soutenue aussi par 80% des participants au focus group sur la gestion des ressources naturelles à Sebba au Burkina Faso.

Au Niger pour que la communauté profite durablement du COFOCOM, il faut que celui-ci dispose d'une base juridique solide capable de résoudre les problèmes intercommunaux qui se posent souvent, et de moyens d'intervention suffisants pour l'organisation des sensibilisations à l'endroit de la population, sur les conflits liés aux espaces de pâturage en particulier.

Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion de la paix, il doit disposer des moyens financiers nécessaires pour la mise en place des COFOB et la formation des membres.

### **3.3.1.2. Les espaces de dialogue communautaire et d'échange multi-acteurs : les premiers jalons de résolution des conflits**

Avec l'appui des ONG partenaires, le RECOSA a fortement contribué à la mise en place des comités communaux de paix et la mise en place des espaces de dialogue.

#### **➤ Sur la mise en place des EDC**

##### **• Composition et structuration**

Au Niger la mise en place des EDC fait suite à une importante étape de sensibilisation effectuée par les autorités administratives pour informer les différentes structures de la volonté de mettre en place un comité communal de paix. Après l'information chaque structure est amenée à désigner un représentant. Ainsi les différents postes à pourvoir sont affectés de façon démocratique et consensuelle aux représentants des structures présentes dans le village en fonction de leur domaine d'activité.

Le chef de village occupe de droit le poste de président et les autres postes sont choisis par consensus. Quand il y'a plus d'un postulant pour un poste, on demande aux protagonistes de s'isoler et de s'entendre sur le choix de la personne. La composition du bureau tient compte des toutes les couches socio-professionnelles de la commune.

Le bureau est composé de la chefferie, le religieux, le représentant des jeunes, le représentant des femmes, le représentant des éleveurs, le représentant des agriculteurs, le représentant des pêcheurs, le représentant des personnes vivant avec un handicap. Cette méthode consensuelle et inclusive est conduite de telle sorte à choisir des personnes compétentes jouissant de la confiance de la population et à respecter le principe d'inclusion de toutes les catégories d'acteurs à savoir les personnes déplacées interne, les handicapées, etc.

##### **• Le processus de mise en place se présente comme suit :**

- La préparation de la mise en place des comités impliquant les chefs traditionnels, les maires des communes et l'équipe de la HACP.
- La mission d'information et de sensibilisation sillonnant l'ensemble des villages de chaque commune pour expliquer en assemblée générale villageoise les rôles et missions des comités de paix.
- L'organisation des ateliers d'installation officielle des membres des comités avec la prise d'arrêté des maires pour formaliser les comités.
- La formation des membres des comités communaux de paix sur le système d'alerte précoce et de réponse rapide.

Au Burkina Faso, la mise en place des EDC revêt une dimension représentative et inclusive extrêmement forte. Les espaces de dialogues communautaires ont été mis en place dans les différentes localités/quartiers notamment pour créer un cadre permettant de résoudre des conflits principalement entre PDI et hôtes, en lien avec l'accès et la gestion des ressources naturelles, la gestion et l'utilisation des infrastructures telles que les puits pastoraux.

Selon les acteurs le processus de mise en place a suivi les étapes ci-après :

- Séances de sensibilisation des personnes ressources des communautés sur l'ambition de créer des espaces de dialogues communautaires pour la promotion de la paix et de la cohésion sociale pour recueillir leur adhésion et consentement.
- Une fois l'adhésion des personnes ressources de communautés obtenues, des séances de sensibilisation de masse ont été organisées avec les personnes ressources pour informer toutes les couches sociales des communautés sur le besoin et l'ambition de créer des EDC.
- Ensuite, il a été procédé à la formation des comités de dialogue par quartier. Pour ce faire, il a été procédé à la proposition de candidats membres de bureau par les structures et personnes ressources des communautés. Il faut remarquer qu'à cette étape, les candidatures au sein des structures ont été volontaires au regard de la clarté des objectifs et de l'ambition des EDC présentés par les animateurs du RECOSA.
- Après les propositions de membres de bureau, ces derniers ont été présentés en grande assemblée aux communautés respectives pour validation/approbation. Les propositions ayant tenu compte de toutes les couches sociales des communautés ont été validées par ces dernières. Ainsi, les bureaux sont constitués de leaders religieux, de leaders coutumiers, de responsables d'association de jeunes et de femmes, de responsables d'associations d'agriculteurs, de responsables d'association d'éleveurs, des personnes en situations de handicap, des PDI, des hôtes. A ces séances d'installation sont conviés les élus locaux et les services déconcentrés de l'Etat.

Cette démarche méthodique et inclusive a permis aux comités d'avoir une crédibilité incontestée et une légitimité sociale non seulement au regard des communautés mais aussi de l'administration et des gestionnaires de projet. Ainsi, toutes ces bonnes pratiques dans la mise en place des EDC ont permis d'obtenir la forte participation des communautés aux forums de dialogue et aux différentes activités des EDC puisqu'elles se sentent concernées par les thématiques des EDC à plusieurs niveaux.

En témoigne la secrétaire de l'EDC « cohabitation pacifique entre PDI et Hôte » à Bani (Burkina Faso) qui nous a révélé ceci : « ***dans notre espace de dialogue et au sein du bureau, il y a un représentant des PDI, d'hôtes, des coutumiers, des religieux, d'handicapés, d'agriculteurs, d'éleveurs. Ce qui nous facilite la mobilisation pour les sensibilisations car chaque couche sociale de la communauté se retrouve à travers le bureau de notre espace de dialogue et personne n'est lésée*** ». Ce témoignage est partagé par l'ensemble des quinze (15) participants au focus group sur l'EDC « Cohabitation pacifique entre PDI et hôtes » qu'ils soient de Bani ou de Sampelga.

- **Une démarche partenariale salubre :**

Au Burkina Faso, la mise en place des EDC a été faite grâce au soutien des personnes ressources des communautés (leaders/guides religieux, influenceurs locaux et détenteurs de pouvoirs communautaires). Ces structures ont beaucoup contribué à la mobilisation, la sensibilisation et à l'engagement communautaire.

Les relations avec les leaders d'associations, les élus locaux et services techniques déconcentrés ont suivi pour renforcer la notoriété des EDC et montrer la complémentarité devant exister entre ces structures et les EDC.

Au Niger, les EDC ont été mis en place en partenariat avec des structures expérimentées et institutionnellement crédibles. Ainsi deux institutions importantes méritent d'être soulignées :

La Haute Autorité à la consolidation de la paix (HACP)

Cette structure a été au-devant du processus de mise en place des comités communaux de paix et des espaces de dialogue en tant qu'instance étatique disposant de pleines prérogatives.

Pour une meilleure représentativité spatiale et face à la dispersion des villages, une stratégie de zonage a été appliquée pour bien mailler les villages d'intervention du projet RECOSA et constituer des regroupements de villages autour de centralités ou zones devant abriter chacune un EDC. Ce maillage a permis d'intégrer la plupart des villages des communes d'intervention.

**Difficultés notées avec le HACP**

***Selon un responsable de Projet RECOSA, la HACP est un collaborateur difficile d'accès du fait sa position administrative (dépend de la présidence) et de l'absence de maillon représentatif au niveau communautaire. Il y'a un manque d'échange et de communication sur des activités qui se mènent intensément et régulièrement à la base. Ce problème reste lié à la faible représentativité de la structure au niveau communal. Un seul agent constitue le point focal de la structure au niveau régional face à des demandes très fortes liées à la thématique de promotion de la paix et de cohésion sociale.***

### **Direction Départementale de la femme et de l'enfance (Niger)**

Impliqué dans le cadre des activités des espaces sûrs développés par le projet RECOSA, ce service est directement responsable de la mise en place des comités de protection de la femme et de l'enfance au niveau village, communal et départemental à travers les activités de

- Sensibilisation (3 phases) ;
- Formation des acteurs sur la cohésion sociale ;
- Mise en place du comité de veille qui fait des caravanes de sensibilisation pour la promotion de la femme et de l'enfant ;
- Mise en place du comité communal de protection de la femme et de l'enfant et du comité villageois de protection de la femme et de l'enfant ;
- Le comité départemental est présidé par le préfet.

Tout ce dispositif veille à la protection de la femme et de l'enfant notamment face à la maltraitance et la délinquance dont les conséquences néfastes peuvent se répercuter sur les comportements des enfants qui pourraient facilement être victimes des influences extrémistes.

### **Le Comité Régional de Dialogues Inter et Intra-Religieux (CDIR)**

L'utilisation de la fibre religieuse au Niger et au Burkina Faso a été déterminante dans le processus de mise en place des espaces de dialogue. En effet, les guides religieux dans leur mission de prêche et sous la coupole du CDIR se sont fortement impliqués dans la sensibilisation.

Avec les représentants du projet RECOSA, de hautes réflexions ont été portées en termes de sensibilisation pour amener les communautés à adopter les bonnes pratiques de promotion de la paix et de la cohésion sociale.

#### **➤ Fonctionnement des EDC**

Au Burkina Faso, les acteurs des EDC nous ont confié qu'ils se réunissent en réunion ordinaire chaque mois et tiennent une assemblée générale chaque trimestre. Chaque réunion est sanctionnée par un Procès-Verbal (PV) de réunion. Le PV est partagé quelques fois avec les services techniques déconcentrés par certains comités. Depuis leur mise en place ces EDC n'ont pas encore eu une assemblée générale (AG) de renouvellement du bureau.

En ce qui concerne la gestion financière, en l'absence de tout partenaire financier les EDC nous ont déclaré qu'ils fonctionnent grâce aux cotisations individuelles des membres à raison de 1000f/mois ou de 800/mois selon les comités. Malgré leur faible capacité à faire face aux charges courantes, certains comités disposent de compte SFD (Système Financier Décentralisé) avec une fréquence de versement mensuelle. Les postes de dépenses les plus fréquentes chez les EDC concernent la restauration des participants lors des activités de

sensibilisation et le carburant pour le déplacement des membres de comités ou autres personnes ressources conviées. Une bonne pratique est l'existence de pièces de justification de ces dépenses.

Sur le plan opérationnel, les EDC ont affirmé avoir reçu au moins une formation du projet RECOSA depuis leur mise en place. En effet ils ont été formés sur leur rôles et responsabilité ainsi que sur les thématiques de gestions de conflits, de communication non violente et aussi sur les techniques de rapportage. Mais le besoin de renforcement de capacités chez les comités est plus qu'urgent en matière de mobilisation de ressources et recherches de financement d'une part et de recherches de partenariats formels d'autre part. Aussi le renforcement continu sur les thématiques de formation déjà reçues. L'urgence est prononcée dans le sens où ils ont qualifié les formations reçues d'insuffisantes. Les activités menées par les EDC sont essentiellement des activités de sensibilisation communautaire sur la gestion des ressources naturelles, les équipements communautaires et autres. Chaque activité dispose d'un rapport d'activités qui est partagé quelque fois avec les services techniques déconcentrés. Toutefois le partage des rapports d'activités n'est pas systématique et pratiqué par tous les comités.

En ce qui concerne les relations extérieures, les EDC disposent dans leur fonctionnement de liens fonctionnels moyens tendant vers faibles avec les élus locaux, les représentants étatiques qui ne les visitent quasiment jamais.

***Même si nous devons faire parvenir aux élus locaux et représentants étatiques nos PV de réunion ou d'AG, ils ne liront pas ou ne participeront pas à nos activités puisque leur participation représente un coût que nos EDC ne peuvent supporter.***

***Nous n'avons simplement pas les moyens financiers d'inviter les élus locaux et les représentants étatiques à nos activités.***

A déclaré une leader d'association de femmes, membre des pools de femmes au Burkina Faso.

Au Niger, le fonctionnement correct des instances dépend de l'historique et du niveau d'autonomie. Pour les structures foncières rencontrées, on note une tenue régulière des réunions mensuelles. Ce qui n'est pas observable dans certains comités de paix qui viennent d'être installés. En effet, sur le plan opérationnel, certains EDC affirment n'avoir reçu aucune formation et faute de moyens de fonctionnement, ils se limitent aux sensibilisations réalisées lors des grandes rencontres organisées dans la zone d'intervention. Mais même pour cela, des résultats tangibles ont été décelés dans le rôle des COFOB, COFOCOM et des comités de paix déjà analysés confirmant incontestablement la place de l'approche communautaire dans la résolution des conflits.



*« Pour nous le facteur déterminant c'est le consensus et la volonté d'aller vers la paix. C'est aussi l'inclusion dans la mise en place du bureau qui s'est tenue sans difficultés. Le désir pour les citoyens de vivre dans la paix a été déterminant et constitue la source de motivation collective. Il y'a eu une parfaite inclusion, aucun n'a été laissé en rade. Les personnes en situation de handicap et les couches vulnérables ont été incluses dans le processus. Dans un contexte d'insécurité qui sévissait dans toutes les communes, nous avons réussi notre mission puisqu'après la mise en place, aucun conflit n'a été signalé surtout avec les PDI. Le comité a pu porter la voix à travers les différentes rencontres qui ont eu lieu. Par exemple à Kandji, un problème est survenu entre les éleveurs et les populations autochtones au mois d'avril et mai 2023 (les éleveurs accusés d'être de connivence avec les djihadistes). Le comité est allé rencontrer les deux parties et une issue heureuse a été obtenue grâce à cette médiation. Les activités du bureau ont permis de régler ce conflit que même l'Etat n'a pas pu régler. Cette réussite est due à l'efficacité du comité et le consensus obtenu face au conflit, à l'inclusion des PDI qui étaient très réticents avec une grande méfiance vis-à-vis des populations hôtes. Le comité s'est déplacé vers les PDI pour faire des sensibilisations et a aussi octroyé de nouveaux sites d'accueil pour les PDI » Selon les propos d'un membre du comité de paix de Dessa.*

### **3.3.1.3. Les structures de solidarités et de protection sociale renforcent la cohésion sociale**

#### **➤ Écoles de maris et clubs de futurs maris au Niger**

Pour surmonter les obstacles socio-culturels liés à la santé maternelle et de l'enfant et promouvoir une vie épanouie avec moins de jouissance, le projet RECOSA a promu le développement de cadre de renforcement sanitaire à travers des structures à haute portée sociale ayant des répercussions sur la cohésion sociale. Les écoles des Maris (EdM) ont été ciblées pour lutter contre les accouchements à domicile faisant un impact réel sur la santé maternelle et infantile.

« Les séances de sensibilisations et autres actions communautaires entreprises par les maris modèles ont renforcé la fréquentation des femmes dans les structures sanitaires de proximité (CSI et Cases de santé), ce qui contribue à la hausse des indicateurs de ces structures sanitaires ».

Pour ce qui est des Clubs de Futurs maris qui regroupent des adolescents, les membres sont sensibilisés régulièrement sur la SSR, et les VBG. Cette activité contribue à canaliser dès le bas âge les adolescents et réduire le risque d'enrôlement dans la philosophie de l'extrémisme violent.

### ➤ **Espaces sûrs pour les filles/adolescentes au Niger**

Ce cadre interpelle les jeunes filles adolescentes pour développer des compétences de vie, renforcer leur scolarisation et améliorer leur autonomisation à travers des thématiques d'apprentissage socio-économiques.

Ces activités sont menées par une facilitation d'un mentor qui assure des sessions modulaires et des suivis mensuels des activités et des renforcements de capacités.

Ces activités sont réalisées avec l'implication des Directions Départementales de la Promotion de la Femme et Protection de l'Enfant. Des impacts ont été notés :

- Recrudescence ou hausse de dialogues avec nos enfants (adolescentes) ;
- La hausse des pratiques de l'hygiène corporelle et celle du milieu constaté chez les adolescentes membres des espaces sûrs ;
- Rejet ou refus des adolescentes à se marier précocement face aux pressions des parents.

Les Espaces sûrs sont des cadres pertinents dont l'action fait un impact car il y'a des formations en compétence de vie qui sensibilisent les jeunes pour les éviter à s'enrôler dans l'extrémisme violent.

### ➤ **Les AVEC (Association villageoise de l'Épargne et du Crédit) au Burkina et au Niger**

Grâce au caractère social de ses activités, les AVEC (association villageoise d'épargne et de crédit) sont l'une des structures citées par les acteurs du projet comme structure qui impacte véritablement sur la cohésion sociale. En dehors de l'épargne et du crédit développé à la caisse de solidarité, des activités d'entraide contribuent à la promotion de la cohésion sociale à travers des emprunts à très faible taux aux membres étant dans un besoin pressant.

Elle regroupe des personnes qui à priori ne se connaissent pas, favorise des échanges d'information entre les membres et fait la promotion de l'entraide en développant des activités génératrices de revenus. La caisse de solidarité permet aussi de venir en aide aux membres en cas de maladie ou de décès. Pour ce faire, un coach se renseigne sur la situation des membres à la fin de chaque réunion, et des décisions sont prises pour apporter des soutiens importants à tous points de vues.

### ➤ **Les pools de jeunes et de femmes au Burkina Faso**

Grâce à l'approche participative mise en place, les communautés ont pris conscience qu'elles constituent les maillons de construction de la paix. Les jeunes et les femmes ont été aussi pris en compte et impliqués. Ils ont également été pris en compte dans le processus de prise de décision lors des cadres de concertation afin de promouvoir l'inclusion et l'égalité au niveau communautaire. Ce qui a permis la création des pools de jeunes et de femmes qui mobilisent la jeunesse pour le dynamisme des plateformes, dans les réunions de sensibilisations communautaires, dans la mise en place des structures de promotion de la paix.

Ces pools réalisent des séances de sensibilisation au sein des communautés et des mécanismes de veille et de prévention de conflits sont mis en place afin de détecter les conflits en amont et d'initier à l'échelle locale des démarches de conciliations internes pour les résoudre.

#### **3.3.2. Analyses thématiques des bonnes pratiques**

Au Niger, les 47 entretiens individuels effectués auprès des acteurs directement impliqués dans les EDC ont permis de ressortir les activités à forts impacts sur la promotion de la paix et de la cohésion sociale. Ces activités citées par les acteurs interrogés révèlent ainsi une perception variée dont l'analyse des leçons apprises permet d'identifier des bonnes pratiques regroupées en 8 groupes :

- ➡ Sensibilisation et conscientisation pour la création d'un modèle de citoyen
- ➡ Une approche inclusive et intégrée de la sensibilisation
- ➡ Une sensibilisation axée sur la jeunesse
- ➡ Promotion de la tolérance et du vivre ensemble
- ➡ Une sensibilisation axée sur la fibre religieuse
- ➡ Protection sociale et AGR
- ➡ Pour une durabilité : apaiser les tensions foncières
- ➡ Renforcement de capacité et du suivi

A la question à savoir « Parmi ces activités que vous venez de citer, quelles sont celles qui impactent véritablement sur la cohésion sociale ? », le tableau suivant fait le regroupement des réponses en 8 bonnes pratiques.

Activités à hauts impacts sur la cohésion sociale	Types d'exemples les plus fréquents cités	Nombre de citations
<b>SENSIBILISATION ET CONSCIENTISATION POUR LA CREATION D'UN MODELE DE CITOYEN</b>	Sensibilisations communautaires, Sensibilisations Réunions périodiques Sensibilisation, transmission des infos sur la sécurité, la paix et l'union AG et réunions pour débattre sur les sujets Réunions périodiques Lutte contre les conflits fonciers Sensibilisation et rencontres des cérémonies	16
<b>AVEC UNE APPROCHE INCLUSIVE ET INTEGREE DE LA SENSIBILISATION</b>	Sensibilisation qui a couvert toute la population Sensibilisation des gens sur différentes thématiques Sensibilisation de la jeunesse qui regroupe toutes les couches sociales	3
<b>UNE SENSIBILISATION AXEE SUR LA JEUNESSE</b>	Sensibilisations de la jeunesse Assemblée villageoises organisées par la jeunesse, et les associations Salubrités collectives en réunissant l'ensemble des jeunes du village, Sensibilisation des comités des jeunes Sensibilisations pour le changement de comportement des jeunes, des femmes Education et protection des enfants ont un impact sur la paix, la cohésion sociale et la création d'un modèle citoyen	11
<b>UNE SENSIBILISATION AXEE SUR LA FIBRE RELIGIEUSE</b>	Conseils des leaders religieux, partages d'information Sensibilisation des leaders religieux sur la cohésion sociale, Activités des jeunes et des leaders religieuses	3
<b>PROMOTION DE LA TOLERANCE ET DU VIVRE ENSEMBLE</b>	Promotion de la bonne compréhension, de la culture, de la tolérance, le vivre ensemble, la coexistence pacifique Solidarités et entre aide Mise en place des caisses de solidarité au profit de la population  L'esprit commun et le vivre ensemble	10
<b>POUR UNE DURABILITE : APAISER LES TENSIONS FONCIERES ACTIVITES POUR LA DURABILITES</b>	Sensibilisation et médiation entre les travailleurs communautaires (agriculteurs, éleveurs) la vente des terres Formalisation des groupements Gestion des couloirs de passage des frontières des terres ; Signature des papiers fonciers Manifestations socioculturelles, AGR, AVEC, Camps des jeunes Journées des jeunes Gestion des conflits Les journées des prêches	13
<b>PROTECTION SOCIALE ET AGR</b>	Créations des AGR Promotion de l'emploi et des AGR pour les jeunes, Protection et lutte contre les VBG et l'éducation	3

<b>RENFORCEMENT DE CAPACITE ET SUIVI</b>	des jeunes sur la paix  Formation et concertation organisées notamment par la jeunesse Elaboration et mise en œuvre de plan d'action, Gestion des conflits fonciers, Mise en place des structures locales et leurs suivi permanent	<b>4</b>
--	---	----------

- **Une sensibilisation intense pour la conscientisation et la création d'un modèle de citoyen**

Les 47 acteurs interrogés individuellement ont insisté sur la sensibilisation pour impacter véritablement la paix et la cohésion sociale. La question qui se dégage suite à ce constat est celle relative à l'efficacité et au mode opératoire de la sensibilisation : est-elle suffisamment menée, touche-t-elle les vraies cibles et avec quel canal est-elle véhiculée ? Selon les informations collectées auprès des acteurs communautaires, les rencontres et les activités de sensibilisation ne sont pas suffisamment menées faute de moyens de déplacement ne sont pas disponibles pour toucher les localités les plus reculées de leur rayon d'intervention. Cette difficulté est exacerbée par l'insécurité grandissante qui sévit dans la zone d'intervention.

Les AG et les réunions périodiques ont des limites d'influence et ne peuvent pas atteindre l'audience des radios communautaires qui sont malheureusement sous représentées dans bon nombre de localités.

***En tout état de cause et malgré les contraintes identifiées, il s'avère important de noter l'apport ou la contribution des EDC dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale***

- **Une approche inclusive et intégrée de la sensibilisation**

La mise en place des EDC revêt une dimension représentative et inclusive extrêmement forte. Avec l'appui des partenaires, il a été constaté un schéma organisationnel et territorial bien huilé qui a permis d'inclure toutes les couches socio-professionnelles des terroirs. Ce souci d'inclusion donne aux comités une crédibilité incontestée au sein de la communauté et des gestionnaires de projet. Ce résultat dans le dispositif de mise en place donne aux EDC des opportunités de mener une vaste sensibilisation qui touche toutes les franges de la communauté.

- **Une sensibilisation axée sur la jeunesse (implication des jeunes comme acteurs et destinataires de la sensibilisation)**

L'action de la jeunesse dans la dynamique communautaire est déterminante dans le processus de consolidation de la paix et de la cohésion sociale. Que ce soit au niveau communautaire ou régional, à travers le conseil régional de la jeunesse qui est régulièrement

invité au forum régional, la jeunesse constitue un des piliers pour promouvoir la paix et la cohésion sociale. L'implication des jeunes d'horizons divers qui partagent les mêmes préoccupations est déterminante. D'autres structures telles que les comités de paix impliquent toutes les couches sociales dont les jeunes. Les assemblées villageoises organisées par la jeunesse ainsi que les nombreuses rencontres contribuent à la croisade contre la délinquance et l'extrémisme violent dont les jeunes en constituent la première frange victime.

Cette sensibilisation est également menée à travers des canaux aussi variés que les opérations de salubrités collectives réunissant l'ensemble des jeunes du village, organisées par toutes les couches sociales, à l'occasion des camps ou journées de la jeunesse et d'autres manifestations socioculturelles.

Cette sensibilisation joue un rôle primordial dans le changement de comportement des jeunes. Au demeurant, cette action porte sur la nécessité de développer l'éducation et la protection des enfants sous l'égide de certains EDC mis en place par la direction de la femme et de l'enfance. Ils jouent un véritable rôle d'impulsion pour la paix, la cohésion sociale et la citoyenneté active.

- **Une sensibilisation axée sur la fibre religieuse**

Le Comité Régional de Dialogues Inter et Intra-Religieux (CDIR) est le porte étendard de par son ancrage régional. Dans le cadre du projet RECOSA, ce comité a commencé à étaler ses tentacules au niveau des communes à travers la mise en place de bureau pour porter les EDC.

### **Les journées de prêches organisées au niveau des mosquées**

Au niveau village, les leaders religieux, contribuent fortement aux activités de sensibilisation sur la cohésion sociale. Ils siègent dans les comités de paix en tant que membres et représentent des porteurs de voix pour la promotion de la paix.

- **Promotion de la tolérance et du vivre ensemble**

Onze (11) thématiques classées par catégories sont revenues lors des discussions avec les 45 acteurs interrogés (mis à part les entretiens effectués avec les 2 chefs de projet du RECOSA) révélant ainsi le désir de promouvoir la bonne compréhension, la culture de la tolérance, le vivre ensemble et la coexistence pacifique. Cette volonté est soutenue par la mise en place d'initiatives de solidarités et d'entre-aide à travers la mise en place de caisses de solidarité au profit de la population. L'exemple des AVEC dont le rôle premier est de développer du crédit et de l'épargne pour ses membres attire l'attention de par ses prestations sociales remarquablement citées par les gestionnaires des projets RECOSA comme étant une action à haut impact sur la cohésion sociale. Cette prise de conscience collective et participative témoigne de l'esprit commun et de la volonté de vivre ensemble.

- **Protection sociale et AGR**

Sur l'essentiel des volets d'intervention du RECOSA, les activités génératrices de revenus (AGR) ainsi que celles liées à la protection sociale occupent une place de choix. Ces activités ont été adoptées par certaines EDC qui en ont fait leur ligne de mire car plus de 80% des personnes interrogées sollicitent des moyens pour développer ces activités. Les espaces sûrs ainsi que les Ecoles des maris, les AVEC se sont activés sur ces thématiques de promotion de l'emploi et des AGR pour les jeunes, et de protection à travers la lutte contre les VBG et la promotion de l'éducation des jeunes sur la paix.

- **Apaisement des tensions foncières**

Ici l'implication du RECOSA dans le cadre de l'accompagnement des EDC déjà existants est salubre. Selon les 3 COFOB et les 2 COFOCOM visitées dans le cadre des focus group, ces structures foncières ont réellement impacté la cohésion sociale à travers un travail remarquable dans le cadre de la gestion des conflits, la sensibilisation et la médiation entre les agriculteurs et les éleveurs, l'établissement des actes de vente, la gestion des couloirs de passage et des aires de pâturages, etc.

Au Burkina Faso, les discussions menées avec les acteurs impliqués dans les EDC interviewés (soit 100 acteurs de différents profils) nous ont permis de ressortir quelques activités que nous qualifions « activités à forts impacts » sur la promotion de la paix et de la cohésion sociale compte tenu des résultats engrangés grâce à leur mise en œuvre.

Au nombre des activités citées par les acteurs interrogés, les groupes ci-après se dégagent :

- Les caravanes de la paix (citées par 100% des acteurs interrogés);
- Les fora de dialogue intracommunautaire (cités par 100% des acteurs interrogés) ;
- Les causeries éducatives et les théâtres fora (citées par 100% des acteurs interrogés) ;
- Les émissions radiophoniques (citées par 100% des acteurs interrogés) ;
- Approche inclusive et intégrée des sensibilisations (citées par 80% des acteurs interrogés) ;
- Les sensibilisations thématiques axées sur les espaces de pâturages, la gestion et l'utilisation des points d'eau, des ressources naturelles (citées par 75% des acteurs interrogés) ;
- Protection sociale et activités génératrices de revenu (AGR) (citées par 60% des acteurs interrogés) ;

- **Les caravanes de la paix**

Les caravanes de la paix, dans les zones de Bani et Sampelga, ont contribué à une appropriation progressive des règles d'accès et de gestion des ressources naturelles d'une part et une amélioration remarquable (du fait de la diminution des conflits) de la coexistence pacifique entre les agriculteurs et les éleveurs d'autre part.

- **Les fora de dialogue intracommunautaire**

Dans le cadre du projet RECOSA, les fora intracommunautaires ont été une étape essentielle pour influencer sur l'émulation des communautés. Ces tribunes qui ont regroupé différents acteurs dans les quartiers ont servi de cadres de partage d'informations sur les réalisations, les réhabilitations et la gestion concertée des ressources et ont permis d'échanger entre les communautés du même village/quartier et d'aboutir à l'adhésion et à la création d'espaces de dialogue et d'échanges multi-acteurs sur l'accès et la gestion des ressources partagées. Ces fora ont donc constitué une étape initiale dans la mise en place des EDC.

- **Les causeries éducatives et les théâtres fora**

Au Burkina Faso, dans certaines zones d'intervention du projet RECOSA comme Sebba, les causeries éducatives et les théâtres fora ont été les activités qui ont porté plus d'impacts au regard du contexte sécuritaire qui dégringolait de mal en pis entraînant des difficultés majeures pour tenir des sensibilisations communautaires de masse.

Ainsi, les causeries éducatives et les théâtres fora se sont tenus directement sur les sites des personnes déplacées internes par les EDC.

- **Les émissions radiophoniques**

Dans le cadre du projet RECOSA, pour s'adapter au contexte sécuritaire, les activités d'émissions radiophoniques diffusées en langues locales ont permis le partage de messages de promotion de la paix, sur la coexistence pacifique entre agriculteurs et éleveurs, la cohésion sociale et le règlement à l'amiable des conflits. Ce sont des activités interactives à fort impact ayant touché des centaines de milliers de personnes compte tenu de la forte audience des radios communautaires.

- **Approche inclusive et intégrée des sensibilisations**

Cette approche a permis d'une part de légitimer et de crédibiliser socialement les EDC mis en place et d'autre part de trouver des membres de très bonne moralité et de notoriété dans les quartiers pour les comités de dialogue.

En effet, les communautés ont harmonisé leur compréhension sur la stratégie de ciblage des bénéficiaires du projet afin d'apaiser les tensions et de prévenir les conflits. Grâce à l'approche participative mise en place, les communautés ont pris conscience qu'elles constituent les maillons de construction de la paix.



- **Les sensibilisations thématiques axées sur les espaces de pâturages, la gestion et l'utilisation des points d'eau, des ressources naturelles**

Les activités de sensibilisations thématiques ont contribué à régler plusieurs conflits existants. A titre d'exemple, les acteurs des EDC ont bien voulu partager avec nous ce témoignage.

***Deux agriculteurs dans un conflit foncier poussé ont, grâce à nos interventions et sensibilisations réussi à s'entendre et mieux, ont cultivé ensemble sur la même terre qui a produit de bons rendements qu'ils ont ensuite partagés pour l'alimentation et l'amélioration des revenus de leurs familles respectives.***

- **Protection sociale et activités génératrices de revenus (AGR)**

Dans le cadre du projet RECOSA au Burkina Faso, ce sont des activités ayant contribué positivement et significativement au renforcement de la cohésion sociale. Les acteurs des EDC nous ont confiés que les activités de transferts monétaires ont contribué fortement au renforcement de la protection sociale des populations vulnérables en permettant de protéger les actifs productifs donnés par le projet RECOSA (caprins, semences, kits agricoles, AGR, ovins). Les acteurs des EDC ont affirmé que cela leur a permis aussi d'améliorer leurs conditions de vie à travers la possibilité de se procurer des denrées de base et donc d'avoir une plus grande diversité et régularité des repas au sein de leurs ménages.

Ils ont aussi souligné le rôle important que jouent les AVEC mis en place dans cette protection et cohésion sociale. Grâce aux AVEC, ils peuvent bénéficier de petits emprunts remboursables à faible taux (négligeables) sur une bonne durée afin de créer/développer une activité génératrice de revenu. Les intérêts générés par les AVEC lors de ces emprunts sont répartis à la fin d'exercice entre tous les membres à travers des activités ludiques ou récréatives.

## IV. OBSTACLES A LA COHESION SOCIALE ET PRATIQUES A AMELIORER

L'exploitation des guides d'entretien administrés auprès des 102 acteurs communautaires, administratifs et des gestionnaires de projets RECOSA ainsi que les 7 focus group ont permis de dresser une liste exhaustive de pratiques et/ou contraintes qu'ils trouvent négatives ou à améliorer. Ces pratiques sont catégorisées selon des thématiques présentées dans les tableaux suivants.

### 4.1. Synthèse des pratiques à améliorer et obstacles à la cohésion sociale

#### 4.1.1. Sur l'organisation et la composition des EDC

Obstacles et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté à maintenir une participation durable des membres dans les activités</li> <li>- Difficulté à maintenir une participation durable des jeunes dans les instances du village</li> </ul>	Les risques de démobilitation et les difficultés à pérenniser les actions des projets obligent à repenser le mode d'implication de certains acteurs stratégiques tels que les chefs de village malgré leur statut de membre de droit dans la plupart des comités	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En s'appuyant sur la majorité des propos des acteurs interrogés, il faut que le projet ou les partenaires au développement renforcent les thématiques de réduction de la vulnérabilité pour une meilleure implication communautaire</li> <li>- Impliquer prioritairement les acteurs engagés et disponibles selon un responsable de projet interrogé</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance dans la prise en compte des chefs de villages en tant que leaders locaux incontournables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication de la chefferie telle que les ROUGGA (chefs des communautés des éleveurs) et les GARSO (des chefs éleveurs chargés de remonter des informations sur le pâturage) contribue à renforcer l'efficacité du système traditionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Selon un chef de projet interrogé, il faut intégrer la prise en charge financière des chefs coutumiers compte tenu de leur rôle indispensable dans la mobilisation des communautés</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances insuffisantes des leaders communautaires pour la conduite de dialogues et de médiations à bon niveau</li> <li>- Difficultés à gérer les contradictions et oppositions des avis lors des réunions d'échanges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les divergences constatées par les personnes enquêtées lors des réunions et la sensibilité de la crise sécuritaire nécessitent un véritable leadership ayant de solides compétences dans la conduite de dialogue et de médiation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer un mécanisme d'apprentissage des techniques de dialogue et de négociation</li> <li>- Renforcer les activités de renforcement de capacité déjà initiées par le projet RECOSA et autres partenaires</li> </ul>
<b>BURKINA FASO</b>		
Pas de mauvaises pratiques sur l'organisation et la composition des EDC		

#### 4.1.2. Sur la stratégie d'intervention

Obstacles et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des thématiques de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les EDC sont beaucoup plus performants s'ils élargissent leur rayon d'action au-delà des prérogatives régaliennes de porteurs de voix. Le renforcement de la formalisation et l'intégration de thématique de développement multisectoriel constitue un des créneaux pour accélérer le changement de comportement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer d'autres thématiques en dehors de ce qui a été prévu</li> <li>- Les EDC mènent des actions de synergie avec les comités sectoriels mis en place par le RECOSA et autres projets</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La non prise en compte de tous les <b>aspects</b> socio-culturels et anthropologiques</li> <li>- Les sentiments d'appartenance de certains leaders communautaires, le fait de se fermer sur soi qui constituent un des obstacles à la paix et à la cohésion sociale</li> </ul>	<p>Dans la conception, l'actualisation du contexte tenant compte de la nouvelle dynamique anthropologique et la révision des thématiques et indicateurs ainsi que l'enveloppe financière affectée aux EDC est nécessaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire un diagnostic approfondi, et participatif pour déceler les vrais problèmes avant d'agir</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'harmonisation des EDC à l'échelle régionale</li> <li>- Insuffisances des échanges et complémentarités entre les EDC à l'échelle territoriale et sectorielle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le modèle RECOSA dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale a abouti à l'appui et à la création de structures territoriales et sectorielles qu'il faudra organiser pour plus d'efficacité et d'impact (sur le plan de la gestion des ressources naturelles, la protection de l'enfance, la promotion de la paix, etc. au niveau local, communal, départemental, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les relations verticales et horizontales des structures (les différents comités créés ou appuyés ayant des instances au niveau local, communal, départemental, etc.) par un système de collaboration formalisé</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance dans le ciblage d'acteurs et de thématiques figés qui ont tendance à devenir incontournables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'intervention des projets s'opère le plus souvent dans une démarche uniformisée qui fidélise une catégorie d'acteurs et de thématiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réorienter la cible et les acteurs à former en évitant l'exclusivité de certains acteurs encombrants (souvent des leaders politiques, des OSC, etc.)</li> <li>- S'inscrire dans la dynamique mondiale de changement des contextes d'intervention</li> </ul>

## BURKINA FASO

<p>(1) 100% des membres des EDC sur la gestion des ressources naturelles ont relevé que la non implication des familles dans le règlement des situations conflictuelles foncières est une pratique à améliorer par les EDC dans la résolution des conflits fonciers</p>	<p>(1) La non implication des familles n'a pas permis de régler certaines situations foncières conflictuelles puisque les terres sont au départ pour des familles attribuées à des individus par la suite.</p>	<p>(1) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC dans des situations pareilles, les comités interrogés recommandent d'associer les familles dans les discussions afin d'accélérer la résolution de certains conflits fonciers déjà au niveau des familles</p>
---	--	--

#### 4.1.3. Fonctionnement et activités

Obstacles et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque d'objectivités dans le discours de sensibilisation ;</li> <li>- Absence de renouvellement des anciennes structures comme les COFOCOM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les négociations et la sensibilisation prennent souvent une tournure politique empêchant l'objectivité nécessaire pour toucher les vrais problèmes de paix et de cohésion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Initier des sessions de formation spécifiquement orientée sur les techniques de communication, de conduite de dialogue et de négociation</li> <li>- Procéder au renouvellement des structures dont les mandats des instances ont expiré</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens financiers et matériels pour permettre aux EDC de fonctionner correctement</li> <li>- Difficulté logistique des EDC pour couvrir l'ensemble des villages de la commune</li> <li>- L'insécurité et l'enclavement de certains villages très loin du chef-lieu de département</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les comités de paix mis en place ne disposent pas de plan d'action qui constitue le principal outil qui enclenche une démarche endogène de mobilisation des moyens pour la mise en œuvre des actions</li> <li>- Le rapprochement entre PDI et hôtes par la sensibilisation entreprise par certains comités de paix a créé un nouveau climat de confiance entre les communautés et une volonté collective d'enrayer définitivement l'insécurité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des séances de formations souples sont nécessaires pour accompagner tous les EDC à disposer de plan d'action</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des thématiques éducatives dans les activités des EDC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'efficacité de l'approche éducative a été soulignée par la déléguée du Service Protection femme et enfance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une forte synergie entre ce service et les EDC pour une amélioration des approches</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles moyens d'intervention des COFOB et COFOCOM pour couvrir toutes les localités et toutes les activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le renforcement des moyens d'interventions des structures foncières reste un pilier important pour promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers une ressource naturelle aussi complexe et sensible que le foncier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion, il doit disposer des moyens financiers nécessaires pour faire la mise en place des COFOB ainsi que leurs formations.</li> <li>- Recyclage des sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres ainsi que sur la tenue des actes fonciers</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de capacités des membres du COFOB sur les thématiques cohésions sociales et en matériel comme GPS pour que le COFOB puisse bien faire son travail</li> </ul>
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) Pas de renforcement de capacités pour la structuration et l'autonomisation des EDC	(1) L'inexistence de renforcement de capacités pour l'autonomisation des EDC n'a pas aidé les comités dans leur besoin de partenariats officiels avec des parties prenantes	(1) A l'endroit du projet, 60% des acteurs interrogés recommandent de renforcer les capacités organisationnelles et fonctionnelles des EDC
(2) Non-respect des décisions prises dans les cadres de dialogue par les membres des EDC	(1) Le non-respect des décisions prises dans les cadres de dialogue crée des frustrations au sein des comités	<p>(1) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC, les membres de comités interrogés recommandent le suivi de la mise en œuvre des décisions prises dans les cadres de dialogue</p> <p>(2) A l'endroit du projet, renforcer les membres de comités sur les techniques de suivi des décisions issues s'une réunion ou d'un cadre de dialogue</p>
(3) Insuffisance de mise en œuvre des recommandations formulées lors des réunions ou autres cadres	(1) Le manque de financement rend difficile la mise en œuvre de certaines activités formulées en recommandations lors des AG et réunions périodiques	<p>(1) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC, les membres de comités interrogés recommandent la mise en œuvre des recommandations issues des réunions et AG</p> <p>(2) Formuler des recommandations réalisables (en tenant compte des moyens et des ressources disponibles ou qui peuvent être mobilisés)</p>
(4) L'inexistence de formation des comités sur la mobilisation de ressources et la recherche de partenariat	<p>(1) La non formation des comités sur la mobilisation de ressources et la recherche de partenariat entraîne une inaction des comités dans la recherche de partenariat (puisque'ils attendent que les partenaires viennent vers eux sans aucune démarche préalable de leur part).</p> <p>(2) L'inaction des comités des EDC dans la recherche de partenaires financiers limite les EDC dans leur fonctionnement</p>	(1) A l'endroit du projet, les membres des comités de dialogue recommandent la formation des comités sur la stratégie de mobilisation de ressources et de recherche de partenariats.

#### 4.1.4. Partenariat et relation

Obstacles et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) Les EDC attendent les bonnes volontés morales pour les accompagner dans leur mission	(1) Attendre que les partenaires se présentent n'a rien donné de bons puisque les EDC n'ont aucun partenaire technique comme financier formel	(1) Renforcer les capacités des EDC pour leur autonomisation dans la recherche de partenariat
(2) La faible implication des autorités administratives et municipales dans la mise en œuvre des décisions issues des cadres de dialogue	(1) La faible implication des autorités n'a pas permis que les décisions issues des différentes AG et réunions soient prises en compte par les autorités administratives et communales	(1) A l'endroit du projet, renforcer les membres des comités sur les bonnes manières/stratégies d'invitation des autorités aux séances AG et autres réunions
(3) Faible partage des PV de séances avec les autorités par les membres des comités des EDC	(1) Le faible partage des PV n'a pas facilité la participation des autorités aux activités des EDC mais aussi n'a pas favorisé la redevabilité réciproque entre les autorités et les membres des comités	(1) A l'endroit des comités des EDC, les membres des comités recommandent de partager avec les autorités les CR, rapports et PV de séances (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de rapportage, CR et PV

#### 4.1.5. Pérennisation des activités de promotion de la paix

Obstacles et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>NIGER</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'encadrement et appui post-projet</li> <li>- Manque d'autonomisation des EDC</li> <li>- Insuffisance des moyens de fonctionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La durée souvent très limitée des projets n'est malheureusement pas suivie de mesures d'accompagnement post-projets. La pérennisation et durabilité nécessite un ancrage municipal à travers une inscription dans les Plans de Développement Locaux (PDC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager et appuyer les communes à suivre et encadrer les EDC sur la base de plan d'action co-initié avec les partenaires techniques au développement.</li> <li>- Mettre en place des comités de pérennisation des acquis.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de formation pour les membres des comités,</li> <li>- Manque de moyen de formation,</li> <li>- Manque de suivi des activités des EDC par le projet</li> <li>- Absence de plan d'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La fin des activités du Projet a coïncidé avec un besoin réel d'accompagnement des EDC. L'élaboration systématique de plan d'action après la mise en place des structures est fondamentale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des plans d'action,</li> <li>- Acquérir de nouvelles compétences en créant des rencontres intercommunautaires, des voyages d'étude, avoir une radio communautaire</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'articulation entre la promotion des EDC et le plan de développement communal</li> <li>- Partenaires techniques non impliqués, associés à l'élaboration du PDI</li> <li>- Absence de dispositif de suivi régulier</li> <li>- Absence de moyens de suivi mis à la disposition des services techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les activités de promotion de la paix et de la cohésion sociale ont une importante dimension communautaire. Le renforcement de la synergie au niveau territorial et institutionnel est fondamental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer la promotion des EDC dans le plan de développement communal</li> <li>- Faire de telle sorte que les partenaires techniques participent à l'élaboration du PDI en intégrant les questions de promotions de la paix et de la cohésion sociale</li> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi régulier avec des moyens mis à disposition en mettant au-devant les services techniques</li> </ul>
<b>BURKINA FASO</b>		
(1) Insuffisance notoire de formation des membres de comités	(1) Depuis la fin des activités du RECOSA, les EDC n'ont plus bénéficié d'accompagnement quelconque (technique comme financier) les laissant ainsi naviguer à vue et selon leurs propres repères. Cette situation ne contribuera pas très certainement à renforcer la motivation et l'engagement des membres des comités et par ricochet à la pérennisation des actions de promotion de la paix qu'ils développent	(1) A l'endroit du projet, renforcer les EDC sur les capacités organisationnelles et fonctionnelles ; la recherche de partenariats (2) Accompagner et appuyer les EDC à disposer d'un récépissé officiel reconnaissant leur existence et leur donnant droit d'exercer leurs activités en toute légalité.
(2) Insuffisance d'outils de communication en général pour les EDC	(1) L'insuffisance des outils de communication pour les EDC rend pénibles les activités de sensibilisation communautaire et l'organisation des activités ludiques	(1) A l'endroit du projet, doter tous les EDC d'outils de communication nécessaires pour leur faciliter leurs activités de sensibilisation
(3) Non reconnaissance officielle des EDC (récépissé portant justification ou existence légale des EDC)	(1) Non reconnaissance officielle des EDC n'a pas permis la résolution de 100% des conflits fonciers dans lesquels les autorités politiques étaient des parties prenantes	(1) A l'endroit du projet, accompagner les EDC dans le processus de reconnaissance officielle jusqu'à obtention de récépissé
(4) L'inexistence de formation des comités sur la mobilisation de ressources et la recherche de partenariat	(1) Absence de partenaire financier des EDC	(1) A l'endroit du projet, la formation des comités sur la stratégie de mobilisation de ressources et de recherche de partenariats.



#### 4.2. Analyse des obstacles à la cohésion sociale et des pratiques à améliorer

Au Burkina Faso, les mauvaises pratiques constatées à travers les discussions tenues avec les acteurs impliqués dans les EDC concernent essentiellement les thématiques portant sur :

- La stratégie d'intervention des EDC (citée par 45% des acteurs interrogés) ;
- Le fonctionnement et les activités des EDC (cité par 60% des acteurs interrogés) ;
- Le partenariat et relations des EDC (cité par 30% des acteurs interrogés) ;
- La pérennisation des activités de promotion de la paix (cité par 70% des acteurs interrogés).

En ce qui concerne la stratégie d'intervention des EDC, la mauvaise pratique énumérée dans le tableau ci-dessus fait suite à une recommandation d'AG pour augmenter les chances des EDC dans le règlement de conflits fonciers entre deux individus. Au regard du caractère familial que revêt les terres, associer les familles dans la résolution des conflits fonciers entre deux individus pourrait augmenter les chances des EDC d'obtenir un règlement à l'amiable du conflit.

Le fonctionnement et les activités des EDC ont été tributaires des mauvaises pratiques énumérées dans le tableau 1.3 ci-dessus. En effet, les EDC pour leur fonctionnement et la mise en œuvre de leurs activités manquent de capacités techniques et organisationnelles. Cet état de fait est lié au manque de partenaire technique à leurs côtés pour les accompagner. Aussi, pour assurer leur fonctionnement, les EDC n'ont pas de partenaire financier capable de les soutenir dans la mise en œuvre des activités, ce qui freine leur élan dans les actions et la mise en œuvre de certaines recommandations.

Le tableau 1.4 qui présente le partenariat et les relations vient renforcer l'analyse précédente en révélant l'absence totale depuis la fin des activités du projet RECOSA de partenaires techniques et financiers formels auprès des EDC.

En ce qui concerne la pérennisation des activités de promotion de la paix les mauvaises pratiques majeures notées sont relatives à l'inexistence de documents ou d'actes officiels et légaux qui reconnaissent l'existence et les activités des EDC. L'inexistence d'actes officiels empêche les EDC de régler certains conflits dans lesquels les politiques et autres détenteurs de pouvoirs publics sont impliqués. L'inexistence de partenaires techniques et financiers aussi limite les EDC dans la mise en œuvre et la pérennisation des activités de promotion de la paix.

Au Niger, l'exploitation des données recueillies auprès des bénéficiaires du projet et des acteurs administratifs et des gestionnaires de projet ont permis de montrer les contraintes des EDC qui entravent la cohésion sociale et quelques pratiques du projet à améliorer. Le traitement de l'information s'est fait sur la base des 7 thématiques suivantes qui ont permis de catégoriser ces obstacles et pratiques à améliorer.

**Sur le plan de l'organisation et de la gouvernance des EDC.** Cette question est relative à la mobilisation des acteurs qui ne sont pas tous sensibles aux rencontres de sensibilisation et conscientisation. Ces difficultés sont aggravées par le manque de moyens des chefs de villages qui peinent souvent à réunir les communautés. Spécifiquement, ces difficultés se résument comme suit :

- Faible participation des membres dans les activités ;
- Faible niveau de mobilisation des membres ;
- Prise en charge insuffisante des chefs de villages en tant que leaders locaux incontournables ;
- Activités de renforcement de capacité (à renforcer par le projet) en matière de conduite de dialogues et de médiations à bon niveau (gestion des contradictions et oppositions des avis lors des réunions d'échanges) et de façon générale manque de connaissance pour la promotion de la cohésion sociale et de la paix ;

Technique de sensibilisation, de médiation et en vie associative ;

- Analphabétisme des membres ;
- La non transparence dans la gestion du comité ;
- Manque de soutien des autorités ;
- Réticence dans la collaboration en matière de partage d'information dans un contexte d'insécurité ;
- Insuffisance de concertation dans la prise de décision manque de dialogue.

**Les problèmes d'éthique et de justice** qui interpellent la question de changement de comportement en matière de vie communautaire dans un contexte de crise. Selon un chef de projet interrogé, l'ethnocentrisme caractéristique de certains leaders d'opinion constitue un frein à la cohésion sociale. Spécifiquement, les points suivants ont été notés :

- Division ethnique injuste ou l'inégalité ;
- Injustice notée dans le règlement juridique qui crée des frustrations des populations ;
- Replis identitaires et comportements ethnocentriques que font montre certains acteurs ;
- Différence culturelle et ethnique ;
- Manque de tolérance.

**En général, l'approche** d'intervention du projet RECOSA n'a pas permis de mettre en place des EDC dans tous les quartiers/villages. Cela a causé la non couverture de ces quartiers/villages par les activités de promotion de la paix et de la cohésion sociale des EDC.

Il faut dire que les thématiques de formations des membres des comités, bien que pertinentes, n'ont pas touché les EDC le même nombre de fois (c'est-à-dire certains EDC ont bénéficié de plus de formations que d'autres) et n'ont pas été continués sur la période d'accompagnement des EDC.

Aussi, les thématiques de formation n'ont pas abordé les questions de structuration et d'autonomisation des EDC, ce qui a fortement été décrié comme une pratique à améliorer puisque ne préparant pas les acteurs à la stratégie de sortie du projet.

## **V. REPLIQUER LES LEÇONS TIRÉES DES EXPÉRIENCES SUR L'ENSEMBLE DE LA ZONE D'INTERVENTION**

La répliquabilité des bonnes pratiques tirées dans le cadre du RECOSA nécessite une réflexion complémentaire sur l'opérationnalisation des activités majeures. Pour ce faire il sied de reconsidérer la situation contextuelle en partant d'une étude anthropologique approfondie de la zone d'intervention. Ceci nous ramène à spécifier toutes les bonnes pratiques selon les types de structures porteuses de dialogue et selon la nature des parties prenantes impliquées.

En tout état de cause, une intervention future et quelle que soit la zone d'intervention, requiert au préalable un diagnostic organisationnel et institutionnel qui devra déboucher sur la réalisation d'un plan de Renforcement Institutionnel et Organisationnel (PRIO) des EDC identifiés. Cet outil constitue la base de la capacitation des EDC à reproduire de façon durable toutes les bonnes pratiques identifiées dans le cadre de cette étude.

En dehors des actions précitées, l'EDC pour être performante a besoin, d'un système administratif et organisationnel souple et surtout d'un plan d'actions planifiant la réalisation de sa mission. Beaucoup d'EDC sont actuellement attentistes et parce qu'ils ne disposant pas d'un plan stratégique pour la réalisation de leur mission. Quand on sait que le plan d'action est assujéti à une stratégie de recherche de ressources pour la réalisation effective de ses activités. Ainsi, sur la base des constats relevés lors des enquêtes de terrains, les EDC doivent être accompagnées à élaborer leur plan stratégique qui présentera la vision, les objectifs et toutes les activités opérationnelles et organisationnelles à mettre en œuvre leur budget d'exécution, le cadre de suivi/évaluation ainsi que la stratégie de pérennisation des acquis. En général, ce plan de renforcement institutionnel et organisationnel fait ressortir trois programmes à spécifier selon la nature de l'EDC :

- Un programme de restructuration et de redynamisation qui prévoit le renouvellement et/ou la redynamisation des instances.
- Un programme de fonctionnement qui présente les moyens logistiques pour renforcer les capacités des EDC à faire convenablement leurs activités.
- Un programme d'information et de formation des membres dans lequel on retrouve les projets de formation et de sensibilisation planifiés et budgétisés durant une certaine période.

## 5.1. Quelques conditions essentielles à retenir

Des discussions avec les participants peuvent ressortir des éléments qui pourraient, impacter négativement la mise en œuvre efficace des dialogues communautaires, si l'on n'y prête une sérieuse attention, des expériences partagées, il serait judicieux de travailler à :

- Renforcer l'adhésion de toutes les parties prenantes en s'assurant (1) d'une bonne connaissance des sensibilités, des relations de pouvoir de chaque ou groupe de partie prenante (s) ; (2) une bonne préparation de la session introductive du DC.
- Éviter les situations de résistance de la communauté en utilisant des astuces de mise en œuvre telle l'identification d'un animateur ayant une très bonne maîtrise de la langue locale ainsi que de ses subtilités et l'évaluation de la valeur ajoutée d'associer plusieurs ethnies au sein d'un même groupe.<sup>18</sup>
- L'élaboration d'une théorie de changement en début d'intervention qui pourra soutenir les choix de la durée et de la fréquence des sessions de dialogues. Aussi tirer profit de plateformes existantes semble être une pratique à promouvoir.
- Maintenir le dynamisme du groupe tout au long du processus d'engagement communautaire, ceci à travers (1) Recueil de feedback des acteurs ; (2) implication de tous dans la recherche de solutions innovantes ; (3) Identification parmi les participants des champions qui assureront le suivi et la continuité des activités.  
Créer plus d'espace aux personnes vulnérables ou marginalisées ou des minorités ethniques qui pourraient avoir plus de mal à s'exprimer en essayant des mécanismes qui renforcent leur droit à la participation comme une organisation rotative des rôles au cours des sessions.
- Assurer une meilleure appropriation par les membres de la communauté des interventions inscrites dans le plan d'action issu des dialogues communautaires.
- Garder la neutralité en tant qu'animateur aussi bien lors des discussions que pour l'organisation logistique des sessions, l'idée étant d'éviter de créer plus de problème que la communauté n'en avait.

---

<sup>18</sup> Une trop grande diversité culturelle, ethnique et linguistique au sein du même groupe semble ne pas donner de bons résultats dans certains contextes selon les participants.

## 5.2. Le concernement pour la promotion de l'engagement communautaire.

Pour faire face à la première épidémie de maladie hémorragique à virus Ebola en Afrique de l'Ouest Expertise France (Agence Française d'Expertise Technique Internationale) a expérimenté en juin 2018 l'approche du « Concernement »<sup>19</sup> ou changements de comportements pour une hygiène hospitalière (HH) dans les structures hospitalières à Conakry.<sup>20</sup>

Dans ce contexte, des ateliers participatifs ont été initiés pour améliorer le « Concernement » du personnel soignant par rapport à l'hygiène hospitalière et la sécurité des soins. Il s'est concrètement agi de travailler avec les équipes sur les barrières liées à l'habitus, aux résistances et aux fausses représentations sur l'HH et la sécurité des soins, en vue d'un changement de comportements.<sup>21</sup>

Les objectifs des ateliers ont consisté à :

- Faire la cartographie des représentations de l'hygiène hospitalière et des résistances du personnel des hôpitaux
- Déconstruire les résistances et travailler sur des représentations justes de l'hygiène au niveau des soignants et des membres des comités d'hygiène
- Travailler le « Concernement » pour l'émergence d'une prise de conscience et la mobilisation des acteurs dans le domaine de l'hygiène hospitalière.
- Renforcer les capacités des membres du comité d'hygiène et des soignants
- Renforcer le leadership des comités d'hygiène des hôpitaux.

Cette approche recommandée par l'étude de capitalisation pour la mise en place d'espaces de Dialogues communautaires dans le cadre du RECOSA est une alternative crédible pertinente, efficace et viable qui permet d'analyser la résistance intrinsèque liée aux EDC à travers ateliers de « concernement » visant à aider les membres des comités à prendre conscience que la paix et la sécurité dépendent fondamentalement de leurs pratiques de dialogue et de responsabilisation mutuelle. D'où la pertinence des objectifs suivants :

- (i) partager l'approche sur le concernement en vue de démocratiser la compréhension des enjeux des EDC et du plan d'action de gestion des conflits
- (ii) renforcer les capacités des services techniques à pouvoir conduire la stratégie et le plan d'actions de changement de comportements des populations ;
- (iii) impulser au niveau de ces services une dynamique visant à pérenniser les actions du Projet RECOSA au-delà de sa clôture.

---

19 Manuel du Facilitateur sur le « Concernement » ou changements de comportements en hygiène hospitalière et sécurité des soins. Des ateliers de « concernement » pour la pratique en routine de l'hygiène hospitalière et de la prévention des risques associés aux soins Septembre 2018.

20 Selon l'OMS, en Juin 2016, 28616 cas confirmés, probables et suspects ont été enregistrés en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, dont 11.310 décès.

21 Le « Concernement » est à double entrée : le fait de se sentir concerné par une situation, un objet mais aussi surtout le fait d'agir face à cette situation (SEAC ou Situation Emotion- Action Changement).

Les EDC doivent être accompagnés à travers une approche centrée sur le concernement, les valeurs de responsabilités et d'engagement communautaire. Leur animation et sensibilisation sur la paix se fondent sur les principes de co-production à travers les Méthodes Avancées de Participation (MAP). Cette approche participative qui est vivement recommandée pour la construction de consensus et la recherche de la paix, a inspiré la conduite des séances de sensibilisation dans les zones accessibles et inaccessibles. Les EDC doivent ainsi interpeller tout un chacun et inviter la population à un engagement communautaire pour la paix et la sécurité. Ils doivent ainsi, pour être bien perçus, booster le niveau de prise de conscience des membres, et favoriser l'harmonisation des enjeux pour la paix, la gestion durable des conflits. Cette approche incite la personne concernée à s'intéresser, être touchée par la problématique (EDC pour la gestion des conflits et la paix).

L'engagement c'est la volonté de mettre son énergie et son savoir-faire au service d'une cause. Passage d'un état de spectateur à celui d'acteur. Cet engagement procède nécessairement d'un concernement via un événement de vérité quel qu'il soit (prise de conscience par rapport au contexte d'insécurité dans les territoires, villageois et communaux).

### **5.3. D'autres approches comme l'Assainissement Total piloté par les Communautés (ATPC)**

Cette approche permet également d'aboutir à un plan d'action consensuel. Par contre, il se pose toujours la question de l'accès à l'information fiable sans laquelle il serait impossible pour les communautés locales de participer à la formulation des politiques sectorielles et locales les concernant directement. Il faudrait donc travailler à une déconstruction des habitudes en portant une information plus soutenue en direction de ces communautés pour garantir leur concernement.

Or, en termes de déconstruction, les communautés sont déroutées par les acteurs politiques, les activistes, qui favorisent la désinformation, entravent le niveau d'engagement communautaire du fait de la prolifération de groupes de tous ordres qui décrédibilisent et ne rassurent pas les membres des EDC. D'où la pertinence d'un plan d'engagement des parties prenantes des EDC, du RECOSA permettant d'exprimer les intérêts directs, les intérêts indirects et de donner un rôle à chacun.

En effet, dans une telle situation il faut privilégier l'approche de perception qui interpelle mieux la conscience et le type d'action à conduire pour changer au nom de l'intérêt de la communauté, une situation insatisfaisante en une situation satisfaisante.

## CONCLUSION

Au bout de notre analyse, nous retenons, qu'au-delà des facteurs exogènes liés au terrorisme, que les causes profondes des conflits sont plutôt d'ordre économique car liées à la précarité des populations. Ce qui montre que dans la pratique, les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion de conflit (les sages, la chefferie traditionnelle, etc.) jouent un rôle encore limité dans la mesure où, c'est seulement en cas de crise qu'ils interviennent.

Enfin, la réponse au problème de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, se trouve essentiellement dans la promotion de thématiques socio-économiques renforçant à la fois les mécanismes de dialogue et de sensibilisation que les EDC mènent actuellement avec beaucoup de succès.

L'efficacité des EDC reste entre autres limitée à cause de déficits organisationnels et institutionnels qui se répercutent eux-mêmes sur la disponibilité de moyens de fonctionnement pour mener à bien toutes les activités prévues. Pourtant sans attendre un quelconque soutien extérieur, le simple appui des EDC à travers un programme de formation sanctionné par des plans d'actions clairs permet de positionner les EDC à trouver de façon autonome des ressources alternatives pour la mise en œuvre de leur programme.



# ANNEXES

## ANNEXES

### Annexe 1. Fiche de capitalisation des bonnes pratiques au Niger

Bonnes pratiques	Leçon apprises	Recommandations pour la répliquabilité
<b>ORGANISATION ET LA COMPOSITION DES EDC</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne représentativité des structures de dialogue dans tous les 7 EDC visités (focus group) qui ont été créés et/ou appuyés par le RECOSA</li> <li>- L'inclusion de toutes les couches sociales et professionnelles dans tous les 7 EDC visités (focus group) qui ont été créés et/ou appuyés par le RECOSA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Application stricte des principes d'inclusion et de consensus dans le cadre de la mise en place des EDC entraînant une meilleure conscientisation des communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Redynamiser et améliorer le fonctionnement des EDC déjà existants et faire le suivi de ses activités</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence de structures formalisées au niveau communal, départemental et régional</li> <li>- Dans tous les EDC créés et/ou appuyés par le RECOSA, on note une implication de structures traditionnelles dans la mise en place des instances et surtout pour la gestion partagée des ressources naturelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication des chefs de villages comme président de droit des comités de paix contribue à la pérennisation des actions des partenaires ainsi que la mobilisation de la communauté.</li> <li>- L'implication des ROUGGA (chefs des communautés des éleveurs) et les GARSO (des chefs éleveurs chargé de remonter des informations sur le pâturage) contribue à renforcer l'efficacité du système traditionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer les articulations entre les différents échelons pour une meilleure efficacité dans les actions</li> <li>- Selon un responsable de projet, il faut intégrer la prise en charge financière des chefs coutumiers compte tenu de leur rôle indispensable dans la mobilisation des communautés</li> </ul>

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>STRATEGIE D'INTERVENTION</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des EDC qui existaient</li> <li>- Réalisation d'une Baseline au début du projet</li> </ul>	La consolidation des EDC qui existaient permet d'éviter les obstacles liés à la mise en place des EDC, de capitaliser les acquis et de lever les contraintes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcer prioritairement les thématiques liées directement à la promotion de la paix</li> <li>- Renforcer les moyens techniques, financière et organisationnels des comités existants</li> </ul>
Des stratégies innovantes de promotion de la paix et de la cohésion existent au niveau trans-frontalier et transnational	Le modèle RECOSA dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale a abouti à la création de structures territoriales et sectorielles (Comités de paix communaux, AVEC) qu'il faudra organiser pour plus d'efficacité et d'impact	Renforcer les relations verticales et horizontales à toutes les échelles territoriales par un système formalisé de collaboration entre les acteurs des EDC
La réduction de la vulnérabilité socio-économique par des appuis ciblés du RECOSA constitue une porte d'entrée réussie et appréciée par les bénéficiaires	L'engouement et l'intérêt portés sur les thématiques d'assistances financières et alimentaires et d'appui socio-économique militent pour une approche intégrée des EDC	Selon le Délégué de l'Aménagement du Territoire et du Développement communautaire, il faut renforcer l'efficacité, l'impact et la durabilité de réduction de la vulnérabilité par une approche intégrée en réduisant progressivement le système cash
La COFOCOM de Dargol soutenu par le RECOSA a initié avec ses les voisins du Mali et du Burkina à des rencontres de partage d'expérience		Organiser des voyages d'étude et augmenter les foras sous-régionaux

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES</b>		
- 100% des EDC fait d'une façon ou d'une autre des activités de sensibilisation	Compte tenu de la facilité et de la maîtrise de l'activité, la totalité des EDC enquêtés ont effectué la sensibilisation sans attendre les appuis des partenaires	- Pour une meilleure efficacité des sensibilisations il faut renforcer la capacité des leaders communautaires sur des thématiques clés telles que la conduite de dialogue, la négociation, etc.
<ul style="list-style-type: none"> <li>- 24% des bénéficiaires interrogés a cité les activités de jeunesse comme facteur déterminant la cohésion sociale</li> <li>- La déléguée de la femme et de l'enfance a souligné le développement d'activités de protection à travers les comités dédiés à la femme et à l'enfance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La jeunesse constitue un des piliers pour assurer la promotion de la paix et de la cohésion sociale.</li> <li>- Au regard de la sensibilité de la paix et de la cohésion sociale et de l'implication de la tranche jeune, l'éducation des enfants reste une priorité pour laquelle les EDC doivent fortement travailler</li> <li>- Le problème de l'insécurité est local, ce qui nécessite forcément l'implication des jeunes et des femmes pour être plus efficace</li> <li>- En termes de changement on note une meilleure prise en compte des jeunes, des enfants et des femmes dans la recherche de paix et de cohésion sociale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer les initiatives de jeunesse pour rendre plus efficace la sensibilisation contre l'extrémisme violent</li> <li>- Favoriser, et encourager les EDC à intégrer la thématique de l'éducation de l'enfant, les camps de scout, les caravanes de paix, les clubs des étudiants au niveau des communes d'origine</li> <li>- Renforcer l'implication des autorités et toucher directement la cible concernée (jeune et femmes) par des formations et des sensibilisations</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'intégration des PDI, la mise à disposition de sites d'accueil, le règlement des conflits intercommunautaires</li> <li>- Tous les jeunes interrogés ont souligné les initiatives sportives et de salubrité dans le cadre de leurs activités</li> </ul>	Le rapprochement entre PDI et hôtes par la sensibilisation entreprise par certains comités de paix a créé un nouveau climat de confiance entre les communautés et une volonté collective d'enrayer définitivement l'insécurité	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer les AGR, octroyer des terres aux PDI, appui à l'artisanat pour les femmes Touaregs, appui à la scolarisation des enfants déscolarisés victimes des déplacements</li> <li>- Accompagner les femmes enceintes et les les enfants par des assistances sanitaires adaptées à leur condition de vulnérabilité</li> <li>- Renforcer le soutien aux jeunes par des programmes spécifiques d'éducation civique et environnementale</li> </ul>
- Une pertinente approche de subsidiarité dans la gestion des conflits liés au foncier	La redynamisation des commissions foncières à travers les actions du RECOSA a facilité les	- Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion de la paix (?), il doit disposer des

	interventions de ces structures dans leur rôle d'apaisement des conflits liés au foncier	moyens financiers nécessaires pour faire la mise en place des COFOB ainsi que leur formation.
- Structuration et autonomie des structures foncières avec la tenue régulière des réunions mensuelles ont caractérisé des structures de gestion foncière telles que les COFOB et les COFOCOM	Le renforcement des moyens d'intervention des structures foncières reste un pilier important pour promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers une ressource naturelle aussi complexe et sensible que le foncier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion de la paix (?), elle doit disposer des moyens financiers nécessaires pour faire la mise en place des COFOB ainsi que leur formation.</li> <li>- Recyclage des sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres ainsi que sur la tenue des actes fonciers</li> <li>- Renforcement de capacités des membres du COFOB sur les thématiques de cohésion sociale et en matériel comme les GPS pour que la COFOB puisse bien faire son travail.</li> </ul>
L'implication des EDC à haute intensité sociale et solidaire dans le processus de paix à l'image des EdM, des Espaces surs et des AVEC	Une appropriation réussie des questions sociales par ces structures dans le champ de la cohésion sociale et indirectement dans la quête de la paix	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insertion de nouvelles thématiques de promotion de la paix et de la cohésion sociale (préparation culinaire, couture, teinture, broderie, tissage, etc...)</li> <li>- Redynamisation des espaces sûrs par la création d'infrastructures équipées</li> </ul>
30% des EDC ont révélé avoir renforcé l'humanisme et la solidarité envers les étrangers, l'inclusion des PDI en particulier	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en place de structures à haute portée sociale à l'image des AVEC, des EdM, des ES a contribué au renforcement de la solidarité entre les communautés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place des stratégies de pérennisation de ces structures à travers des activités régulières de promotion de la solidarité entre les différentes communautés</li> </ul>

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>PARTENARIAT ET RELATION</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Densification des structures communautaires qui s'activent dans la thématique de la paix et de la cohésion sociale attestant de l'esprit d'ouverture des communautés à aller dans le sens de la promotion de la paix</li> </ul>	<p>La mise en synergie des actions entreprises constitue un des leviers pour renforcer la performance des EDC</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic ou étude anthropologiques des zones d'intervention pour mieux identifier les acteurs présents dans le dialogue et leur véritable place dans la société</li> <li>- Cartographie des parties prenantes du dialogue et de la cohésion sociale pour mieux connaître qui est qui et qui fait quoi ?</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'un bon cadre institutionnel au niveau national et régional à travers la HACP qui joue un rôle indispensable dans la mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la paix et de la cohésion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La HACP seul acteur administratif de tutelle a un faible ancrage local causant un manque d'échange et de communication sur des activités qui se mènent régulière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'application des Protocoles de mise en œuvre des projets avec des plans d'action clairs</li> <li>- Faciliter et fluidifier les relations entre les partenaires techniques et financiers et la HACP</li> <li>- Face à des demandes très fortes liées à la thématique de promotion de la paix et de cohésion sociale, il est nécessaire de renforcer le personnel local du HACP</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volonté réelle de travailler avec les services techniques déconcentrés</li> <li>- Bonne collaboration de la gestion des ressources foncières entre les différentes échelles administratives : COFODEP, COFOCOM ET LA COFOB.</li> </ul>	<p>L'impact est fort quand toutes les autorités sont impliquées, chefferie, les STD, les services communaux, leader religieux, les autorités préfectorales, ce qui fait tache d'huile au niveau local et les populations donnent plus de l'importance quand tout le monde se retrouve pour la même cause avec ceux qui prennent la décision. Là elles se sentent concernées par le problème</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour tous les problèmes se situant au niveau communautaire, travailler avec les STD pour éviter les doublons. Impliquer les STD du début à la fin des processus de Dialogue Communautaire (DC).</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte mobilisation de partenaires du RE-COSA disposant de compétences diversifiées pour la réalisation du projet</li> </ul>	<p>L'approche consortium a permis de mobiliser huit partenaires qui ont réuni des experts multidisciplinaires ayant une expérience diversifiée et permis de développer plusieurs thématiques et de compétences spécifiques de promotion des EDC</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un dispositif post-projet dans les futurs projets en consortium pour assurer un fonctionnement durable et efficace des EDC</li> </ul>

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<i>Pérennisation des activités de promotion de la paix</i>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Implication et responsabilisation des communes dans le processus de mise en place des EDC</li> </ul>	<p>La durée souvent très limitée des projets n'est malheureusement pas suivie de mesures d'accompagnement post-projets. La pérennisation / durabilité nécessite un ancrage municipal à travers une inscription dans les Plans de Développement Locaux de Développement (PDC)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager et appuyer les communes à suivre et encadrer les EDC sur la base de plan d'action co-initiée avec les partenaires techniques au développement.</li> <li>- Etudier les possibilités de mise en place des comités dynamiques et durables</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'initiatives endogènes et communautaires face à l'insécurité à travers des activités de sensibilisation organisées de façon autonome</li> </ul>	<p>La pérennisation des initiatives endogènes repose sur une prise de conscience collective et des capacités organisationnelles et techniques</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des plans d'action,</li> <li>- Acquérir de nouvelles compétences en créant des rencontres intercommunautaires, des voyages d'étude, disposé de radio communautaire.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une volonté réelle de travailler avec les services techniques</li> </ul>	<p>L'implication des services techniques donne plus de crédibilité et d'attention vis-à-vis des communautés locales</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer la promotion des EDC dans le plan de développement communal (PDC)</li> <li>- Faire de telle sorte que les partenaires au développement participent à l'élaboration du PDI en intégrant les questions de promotions de la paix et de la cohésion sociale</li> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi régulier avec des moyens mis à disposition en mettant au-devant les services techniques décentralisés de l'Etat.</li> </ul>

## Annexe 2. Fiche de capitalisation des obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer au Niger

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>ORGANISATION ET LA COMPOSITION DES EDC</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté à maintenir une participation durable des membres dans les activités</li> <li>- Difficulté à maintenir une participation durable des jeunes dans les instances du village</li> </ul>	<p>Les risques de démobilisation et les difficultés à pérenniser les actions des projets obligent à repenser le mode d'implication de certains acteurs stratégiques tels que les chefs de village malgré leur statut de membre de droit dans la plupart des comités</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- En s'appuyant sur la majorité des propos des acteurs interrogés, il faut que le projet ou les partenaires au développement renforcent les thématiques de réduction de la vulnérabilité pour une meilleure implication communautaire</li> <li>- Impliquer prioritairement les acteurs engagés et disponibles selon un responsable de projet interroger</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance dans la prise en compte des chefs de villages en tant que leaders local incontournables</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'implication de la chefferie telle que les ROUGGA (chefs des communautés des éleveurs) et les GARSO (des chefs éleveurs chargés de remonter des informations sur le pâturage) contribue à renforcer l'efficacité du système traditionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Selon un chef de projet interrogé, il faut intégrer la prise en charge financière des chefs coutumiers compte tenu de leur rôle indispensable dans la mobilisation des communautés</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissances insuffisantes des leaders communautaires pour la conduite de dialogues et de médiations à bon niveau</li> <li>- Difficultés à gérer les contradictions et oppositions des avis lors des réunions d'échanges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les divergences constatées par les personnes enquêtées lors des réunions et la sensibilité de la crise sécuritaire nécessitent un véritable leadership ayant de solides compétences dans la conduite de dialogue et de médiation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer un mécanisme d'apprentissage des techniques de dialogue et de négociation</li> <li>- Renforcer les activités de renforcement de capacité déjà initiées par le projet RECOSA et autres partenaires</li> </ul>



Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>STRATEGIE D'INTERVENTION</b>		
Insuffisance des thématiques de développement	Les EDC sont beaucoup plus performants s'ils élargissent leur rayon d'action au-delà des prérogatives régaliennes de porteurs de voix. Le renforcement de la formalisation et l'intégration de thématique de développement multisectoriel constitue un des créneaux pour accélérer le changement de comportement	Intégrer d'autres thématiques en dehors de ce qui a été prévu Les EDC mènent des actions de synergie avec les comités sectoriels mis en place par le RECOSA et autres projets
La non prise en compte de tous les <b>aspects</b> socio-culturels et anthropologiques Les sentiments d'appartenance de certains leaders communautaires, le fait de se fermer sur soi qui constituent un des obstacles à la paix et à la cohésion sociale	Dans la conception, l'actualisation du contexte tenant compte de la nouvelle dynamique anthropologique et la révision des thématiques et indicateurs ainsi que l'enveloppe financière affectée aux EDC est nécessaire	Faire un diagnostic socio-culturels et anthropologiques approfondi, et participatif pour déceler les vrais problèmes avant d'agir
Manque d'harmonisation des EDC à l'échelle régionale  Insuffisances des échanges et complémentarités entre les EDC à l'échelle territoriale et sectorielle	Le modèle RECOSA dans la promotion de la paix et de la cohésion sociale a abouti à l'appui et à la création de structures territoriales et sectorielles qu'il faudra organiser pour plus d'efficacité et d'impact (sur le plan de la gestion des ressources naturelles, la protection de l'enfance, la promotion de la paix, etc. au niveau local, communal, départemental, etc.)	Renforcer les relations verticales et horizontales des structures (les différents comités créés ou appuyés ayant des instances au niveau local, communal, départemental, etc.) par un système de collaboration formalisé
Insuffisance dans le ciblage d'acteurs et de thématiques figés qui ont tendance à devenir incontournables	L'intervention des projets s'opère le plus souvent dans une démarche uniformisée qui fidélise une catégorie d'acteurs et de thématiques	Réorienter la cible et les acteurs à former en évitant l'exclusivité de certains acteurs encombrants (souvent des leaders politiques, des OSC, etc.) S'inscrire dans la dynamique mondiale de changement des contextes d'intervention

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le manque d'objectivités dans le discours de sensibilisation ;</li> <li>- Absence de renouvellement des anciennes structures comme les COFOCOM</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les négociations et la sensibilisation prennent souvent une tournure politique empêchant l'objectivité nécessaire pour toucher les vrais problèmes de paix et de cohésion sociale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Initier des sessions de formation spécifiquement orientée sur les techniques de communication, de conduite de dialogue et de négociation</li> <li>- Procéder au renouvellement des structures dont les mandats des instances ont expiré</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des moyens financiers et matériels pour permettre aux EDC de fonctionner correctement</li> <li>- Difficulté logistique des EDC pour couvrir l'ensemble des villages de la commune</li> <li>- L'insécurité et l'enclavement de certains villages très loin du chef-lieu de département</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les comités de paix mis en place ne disposent pas de plan d'action qui constitue le principal outil qui enclenche une démarche endogène de mobilisation des moyens pour la mise en œuvre des actions</li> <li>- Le rapprochement entre PDI et hôtes par la sensibilisation entreprise par certains comités de paix a créé un nouveau climat de confiance entre les communautés et une volonté collective d'enrayer définitivement l'insécurité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des séances de formations souples sont nécessaires pour accompagner tous les EDC à disposer de plan d'action</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des thématiques éducatives dans les activités des EDC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'efficacité de l'approche éducative a été soulignée par la déléguée du Service Protection femme et enfance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer une forte synergie entre ce service et les EDC pour une amélioration des approches</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faibles moyens d'intervention des COFOB et COFOCOM pour couvrir toutes les localités et toutes les activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le renforcement des moyens d'interventions des structures foncières reste un pilier important pour promouvoir la paix et la cohésion sociale à travers une ressource naturelle aussi complexe et sensible que le foncier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour que la COFOCOM puisse contribuer à la promotion, il doit disposer des moyens financiers nécessaires pour faire la mise en place des COFOB ainsi que leurs formations.</li> <li>- Recyclage des sessions de formation sur les rôles et responsabilités des membres ainsi que sur la tenue des actes fonciers</li> <li>- Renforcement de capacités des membres du COFOB sur les thématiques cohésions sociales et en matériel comme GPS pour que le COFOB puisse bien faire son travail</li> </ul>

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<i>Pérennisation des activités de promotion de la paix</i>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence d'encadrement et appui post-projet</li> <li>- Manque d'autonomisation des EDC</li> <li>- Insuffisance des moyens de fonctionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La durée souvent très limitée des projets n'est malheureusement pas suivie de mesures d'accompagnement post-projets. La pérennisation et durabilité nécessite un ancrage municipal à travers une inscription dans les Plans de Développement Locaux (PDC)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Encourager et appuyer les communes à suivre et encadrer les EDC sur la base de plan d'action co-initiée avec les partenaires techniques au développement.</li> <li>- Mettre en place des comités de pérennisation des acquis.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de formation pour les membres des comités,</li> <li>- Manque de moyen de formation,</li> <li>- Manque de suivi des activités des EDC par le projet</li> <li>- Absence de plan d'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La fin des activités du Projet a coïncidé avec un besoin réel d'accompagnement des EDC. L'élaboration systématique de plan d'action après la mise en place des structures est fondamentale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faire des plans d'action,</li> <li>- Acquérir de nouvelles compétences en créant des rencontres intercommunautaires, des voyages d'étude, avoir une radio communautaire</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'articulation entre la promotion des EDC et le plan de développement communal</li> <li>- Partenaires techniques non impliqués, associés à l'élaboration du PDI</li> <li>- Absence de dispositif de suivi régulier</li> <li>- Absence de moyens de suivi mis à la disposition des services techniques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les activités de promotion de la paix et de la cohésion sociale ont une importante dimension communautaire. Le renforcement de la synergie au niveau territorial et institutionnel est fondamental</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégrer la promotion des EDC dans le plan de développement communal</li> <li>- Faire de telle sorte que les partenaires techniques participent à l'élaboration du PDI en intégrant les questions de promotions de la paix et de la cohésion sociale</li> <li>- Mettre en place un dispositif de suivi régulier avec des moyens mis à disposition en mettant au-devant les services techniques</li> </ul>

### Annexe 3. Fiche de capitalisation des bonnes pratiques au Burkina Faso

Bonnes pratiques	Leçon apprises	Recommandations pour la répliquabilité
<b>ORGANISATION ET LA COMPOSITION DES EDC</b>		
(4) 100% des acteurs interrogés ont relevé l'implication de toutes les couches de la communauté dans la formation des comités de dialogue comme une bonne pratique mis en œuvre par le projet dans la composition des EDC	<p>(4) Toutes les catégories d'acteurs interrogés sont unanimes sur le fait que l'implication de toutes les personnes issues des différentes couches des communautés lors des sensibilisations de mise en place ont été nécessaires pour la reconnaissance, la légitimité sociale des comités de dialogue et susciter l'intérêt de tout le monde à accompagner l'initiative</p> <p>(5) La représentativité de toutes les couches des communautés dans la composition des EDC a été nécessaire pour la légitimité sociale des EDC selon 100% des acteurs interrogés</p> <p>(6) Selon 70% des acteurs interrogés, la participation des services techniques et administratifs à la mise en place de certains comités de dialogue a permis de plaider pour qu'ils accompagnent les comités</p>	<p>(5) 100% des personnes interrogées ont recommandé à l'endroit du projet de s'assurer d'impliquer les personnes issues des différentes catégories des communautés lors des sensibilisations de mise en place des comités de dialogue</p> <p>(6) 75% des acteurs interrogés ont recommandé à l'endroit du projet de renforcer la participation des services techniques et administratifs dans le processus de mise en place</p> <p>(7) 55% ont recommandé à l'endroit du projet de renforcer la participation des délégations spéciales dans le processus de mise en place</p> <p>(8) 100% des membres des différents EDC entretenus ont recommandé à l'endroit du projet d'accompagner les EDC à se formaliser (disposé d'un récépissé par exemple) auprès des instances étatiques pour renforcer leur légitimité institutionnelle.</p>
(5) Tous les membres des EDC interrogés ont relevé la proposition des membres des comités par les personnes ressources (leaders communautaires, les influenceurs locaux et les détenteurs de pouvoirs) et validé par la communauté comme une bonne pratique mis en œuvre par le projet	(2) La proposition des membres des comités par les personnes ressources a permis d'une part de mettre en avant la participation des personnes ressources et d'autre part à l'équipe projet de transférer le pouvoir de proposition aux personnes habilitées à apprécier la bonne moralité et l'exemplarité des membres des comités afin que les communautés les acceptent et les soutiennent	(2) 100% des membres des EDC recommandent à l'endroit du projet de veiller à la mise en œuvre de cette pratique pour des actions similaires avant de solliciter l'accompagnement de la communauté

<p>(6) La déconcentration des EDC et organisation des comités par quartier est une bonne pratique mise en œuvre par le projet selon 100% des membres des EDC</p>	<p>(4) Déconcentrer les EDC par quartier a permis de prendre les préoccupations endogènes des communautés séparément en tenant compte des réalités/priorités spécifiques à chaque communauté</p> <p>(5) Cette répartition des EDC par quartier a permis de concentrer les interventions des comités dans des zones précises</p>	<p>(2) 100% des membres des EDC ont recommandé à l'endroit du projet, en fonction des spécificités des communautés, de veiller à répartir les EDC en fonction de ces spécificités/similitudes pour s'assurer que les EDC pourront apporter des solutions endogènes aux problèmes de dialogue et de cohésion sociale des communautés</p>
<p>(6) Elaboration de règles de gestion communautaires des ressources naturelles est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC sur la gestion des ressources naturelles en points d'eau selon 30% des acteurs interrogés (dont 100% des membres de l'EDC)</p>	<p>(2) Les règles de gestion communautaires élaborés ont permis d'organiser l'occupation des ressources naturelles afin d'éviter leur privatisation et leur occupation anarchique</p>	<p>(3) Les membres de l'EDC ont recommandé à l'endroit de prochains EDC sur la même thématique de veiller à la mise en œuvre de cette pratique dans des conditions similaires pour lever toute ambiguïté sur les ressources naturelles</p> <p>(4) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur l'élaboration et le partage de règles communautaires</p>

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>STRATEGIE D'INTERVENTION</b>		
(7) Faire le constat de la situation déplorable ou conflictuelle est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(2) Selon tous les membres des EDC interrogés, le constat réel de la situation déplorable a permis d'éviter les rumeurs et autres fausses informations ou spéculations	(3) Tous les membres des EDC recommandent à leurs pairs dans des situations similaires de s'assurer que le constat réel est fait avant toute opinion. (4) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de gestion de conflits
(8) 100% des membres des EDC interrogés ont relevé le rapprochement/écoute individuelle des parties en conflits comme une bonne pratique mis en œuvre par les EDC	(3) Le rapprochement/écoute individuelle des parties en conflit permet une meilleure compréhension et le règlement du conflit selon 100% des membres d'EDC interrogés (4) Cette pratique a beaucoup promu le dialogue, l'apaisement des tensions et la réconciliation des parties prenantes selon les membres des EDC interrogés	(3) Les membres des EDC interrogés ont recommandé à l'endroit de leurs pairs dans des situations similaires de s'assurer d'écouter individuellement pour rapprochement les parties en conflits (4) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de gestion de conflits
(9) La sensibilisation des parties ensemble pour parvenir au consensus est relevé par les membres des EDC interrogés comme une bonne pratique mise en œuvre dans leur stratégie d'intervention	(2) Rapprocher les deux parties en conflits pour faire une sensibilisation unique a permis de faciliter la compréhension commune des parties, susciter le dialogue, le pardon et la réconciliation selon 100% des membres EDC interrogés	(3) Les membres des EDC ont recommandé à l'endroit de leurs pairs dans des situations similaires de reproduire cette pratique pour promouvoir surtout le dialogue et la réconciliation des parties (4) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de gestion de conflits
(10) L'implication des personnes ressources (leaders communautaires, les influenceurs locaux et les détenteurs de pouvoir) en fonction de la thématique ou du problème à solutionner dans le règlement de différend communautaire délicat est relevé par 100% des membres des EDC comme bonne pratique qu'ils mettent en œuvre dans leurs stratégies d'intervention	(3) La non implication des familles dans les conflits fonciers a montré ses insuffisances dans le règlement de certains conflits fonciers (4) Le positionnement des personnes ressources (leaders communautaires, influenceurs locaux et détenteurs de pouvoirs) comme des alliés facilitent la mobilisation communautaire pour les sensibilisations et le règlement des conflits communautaires.	(4) Les membres des EDC recommandent à l'endroit de leurs pairs pour des situations similaires, de reproduire cette bonne pratique afin de régler facilement les conflits communautaires et de faciliter la mobilisation communautaire pour les sensibilisations. (5) A l'endroit de leurs pairs membres d'EDC dans des situations similaires, les membres d'EDC interrogés recommandent l'implication des familles

		des parties concernées par les conflits fonciers au regard du caractère commun et familial des terres. (6) A l'endroit du projet, organiser des sessions de redevabilité incluant toutes les parties prenantes afin que les contributions des uns et des autres soient mis en lumière
(11) 100% des acteurs interrogés ont relevé l'invitation de toutes les couches sociales (femmes, hommes, enfants, PDI, hôtes, handicapés, ...) aux activités ludiques (jeux divers) organisées comme une bonne pratique mise en œuvre par le projet	(2) Cette pratique a contribué au dialogue, à la cohésion sociale des différentes communautés et renforce les liens existants selon 100% des acteurs interrogés	(2) A l'endroit du projet RECOSA, tous les membres des EDC ont recommandé de continuer à soutenir/appuyer des initiatives pareilles avec les EDC.
(12) Les membres des EDC interrogés ont relevé l'implication des commissions foncières villageoises dans le règlement des conflits fonciers comme une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(2) L'implication des commissions foncières villageoises a permis de faciliter le règlement de certains conflits fonciers (environ 40% des conflits fonciers)	(3) A l'endroit de leurs pairs membres d'EDC dans des situations pareilles, les membres des EDC recommandent de renforcer l'implication des commissions foncières villageoises dans le règlement des conflits fonciers. (4) A l'endroit du projet, organisé des sessions de partage et de redevabilité entre les comités des EDC et les commissions foncières villageoises

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la réplabilité
<b> FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES</b>		
(2) 100% des membres de comités interrogés ont relevé la formation des comités de dialogue sur leurs rôles et responsabilités, leur fonctionnement ainsi que les thématiques de cohésion sociale et de promotion de la paix comme une bonne pratique mis en œuvre par le projet	(2) Selon les membres des EDC interrogés, la formation des membres de comités leur a permis d'adopter de bonnes approches en matière de gestion de conflits et de promouvoir lors des sensibilisations la communication non violente entre eux et la communauté mais aussi entre les communautés. Tout ceci concourant à la promotion de la paix	(12) A l'endroit du projet, les membres des EDC ont recommandé le renforcement continu des capacités techniques des membres de comités de dialogue
(13) Respect mutuel et harmonie au sein des EDC est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC à la suite des formations sur la communication non violente initiée par le projet	(3) Le respect mutuel et l'harmonie au sein des EDC a favorisé un bon environnement de collaboration au sein des comités et encouragé la participation de tous. (4) Selon les membres des EDC interrogés, la formation sur la communication non violente a renforcé l'harmonie et la courtoisie au sein des comités	(3) A l'endroit du projet, les membres des EDC ont recommandé le renforcement continu sur des thématiques similaires à la communication non violente pour renforcer l'harmonie en leur sein mais aussi avec les communautés (4) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC dans des situations similaires, les membres des EDC interrogés recommandent de faire recours et de promouvoir la communication non violente dans leurs discours mais aussi leurs comportements
(14) Tenue régulière de réunions et sessions ordinaires	(2) La non existence d'un siège social pour les EDC n'a pas facilité les regroupements des acteurs pour les AG et réunions périodiques selon tous les acteurs membres des EDC interrogés	(2) Les membres des EDC recommandent à l'endroit du projet d'accompagner les EDC à disposer d'une localisation physique (locale, siège) pour renforcer leur efficacité institutionnelle
(15) Invitation et implication de l'action sociale, des services techniques et administratifs (agriculture, eau, hygiène, environnement, élevage, etc.) dans la mise en œuvre de certaines activités	(2) L'implication de ces services dans la mise en œuvre de certaines activités contribue à la notoriété des EDC en ce sens que les services impliqués voient, apprécient et critiquent (pour améliorer) les activités des comités qui apprennent en retour dans leur processus d'apprentissage continu	(3) A l'endroit de leurs pairs membres d'EDC, les membres interrogés recommandent de renforcer la participation des services techniques et administratifs aux activités des EDC (4) A l'endroit du projet, les membres des EDC recommandent de trouver le moyen pour motiver la participation des services techniques déconcentrées aux activités des EDC les impliquant
(16) 100% des membres des EDC ont relevé l'existence de comptes bancaires des comités	(2) Pour le fonctionnement, l'existence de compte bancaire a permis d'assurer la traçabilité	(2) A l'endroit du projet, les membres des EDC recommandent que le projet accompagne les comités à travers leur mise à



dans les Services Financiers Décentralisés (SFD) comme une bonne pratique de fonctionnement	et la transparence dans les opérations financières des comités.	disposition d'un fonds de roulement pour assurer les charges de fonctionnement.
(17) La responsabilisation de chaque membre sur une tâche est une bonne pratique mise en œuvre par les comités à la suite de la formation sur leurs rôles et responsabilités initiée par le projet	(4) Le caractère volontaire du choix des membres composant les comités de dialogue et leur responsabilisation a permis leur engagement communautaire (5) La responsabilisation a permis à chaque membre de comité de se concentrer sur une/des tâche(s) spécifiques	(6) Trouver des moyens efficaces de maintenir la motivation et l'engagement des membres des comités de dialogue à travers par exemple des forfaits de communication pour la réalisation des activités de sensibilisation et autres
(18) Organisation d'activités ludiques (jeux, football, etc.) est une bonne pratique mise en œuvre par le projet et adopté par les EDC	(3) Les activités ludiques ont contribué à promouvoir le dialogue et la paix dans les communautés et entre les communautés. (4) L'inexistence de partenaires financiers limite les EDC dans leur fonctionnement et la réalisation de certaines activités	(2) Les membres des comités recommandent à l'endroit du projet, le renforcement des capacités des comités de dialogue sur la recherche de financement pour la réalisation des activités
(19) Ecoute des parties prenantes pour les activités de gestion de conflits est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC dans la résolution des conflits	(3) L'écoute des parties conflictuelles a permis aux membres de comités de mieux cerner la profondeur afin d'adapter les solutions de sorties de conflits selon l'ensemble des membres des EDC (4) La non reconnaissance officielle des EDC n'a pas facilité la réalisation de certaines activités	(2) A l'endroit du projet, 60% des acteurs recommandent de renforcer les capacités des membres des comités sur les mécanismes de gestion des plaintes et retours d'information
(20) Partage de repas communautaire à la fin des activités de sensibilisation	(2) Le partage de repas communautaires à la fin des activités a permis selon les membres des comités à renforcer le pardon, la tolérance et la paix dans la communauté	(3) A l'endroit des membres des EDC, les comités recommandent la reproduction de cette bonne pratique pour la promotion de la tolérance, du pardon et de la paix dans la communauté. (4) A l'endroit du projet, les comités recommandent le soutien financier dans l'organisation des repas communautaires qui est une poche de dépense importante pour les comités
(21) Existence de pièces de justification des dépenses des EDC	(2) L'existence de pièces justificatives des dépenses a permis aux EDC de connaître les grandes poches de dépenses (rubriques budgétaires) pour mettre en œuvre les activités.	(3) Les membres des EDC interrogés recommandent à l'endroit de leurs pairs la reproduction de cette bonne pratique pour faire preuve de transparence dans l'exécution budgétaire

		(4) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres de comités sur les pièces justificatives acceptables et non acceptables
(22) Existence de procès-verbal (PV) de réunion	(2) Les PV de réunions ont permis de rendre compte des discussions de réunions et de suivre les actions à mener.	(3) Partager avec les services techniques déconcentrés les PV de réunion. (4) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur l'élaboration d'un procès-verbal de réunion

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>PARTENARIAT ET RELATION</b>		
(2) L'implication des services techniques et administratifs dans les activités des EDC est une bonne pratique mise en œuvre par les comités des EDC et relevée par 65% des acteurs interrogés (dont 100% des membres des EDC)	(2) L'implication des services techniques et administratifs facilite les relations entre l'administration et les EDC et renforce leur utilité sociale et leur légitimité institutionnelle.	(8) 100% des membres des EDC recommandent à l'endroit de leurs pairs membres des EDC de renforcer le partenariat avec les services techniques déconcentrés de l'Etat. (9) A l'endroit du projet, organiser des sessions/ateliers de redevabilité et de partage des résultats des EDC avec toutes les parties prenantes incluant les services techniques ainsi que les autorités locales
(10) La considération et le respect mutuel entre les EDC et les autorités administratives	(1) Cette bonne pratique a permis une synergie d'actions entre les comités des EDC et les autorités administratives (pas de conflits d'intérêts constatés)	(1) A l'endroit du projet, 85% des acteurs interrogés recommandent de renforcer les capacités des EDC dans la mobilisation de ressources, de recherche de partenariats et de relations officielles
(11) La gestion rapide des situations conflictuelles est une bonne pratique mise en œuvre par les EDC	(1) La rapidité et le dynamisme des EDC dans le règlement des situations conflictuelles a permis leur implication par l'administration dans le processus de règlement des plaintes pour lesquelles l'administration est saisie.	(1) A l'endroit de leurs pairs, les membres des comités recommandent de s'assurer de l'implication des personnes ressources dans la résolution des situations conflictuelles (2) A l'endroit du projet, trouver les moyens/mécanismes de renforcer le dynamisme des comités ainsi que des personnes ressources dans la résolution des conflits

(12) Le partage d'expériences entre comités de dialogue par quartier	(1) Le partage d'expériences a permis aux quartiers de se partager les bonnes pratiques ainsi que les leçons apprises afin d'éviter aux pairs de faire les mêmes erreurs en situations similaires	(1) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent la mise en œuvre de cette bonne pratique pour tout type de projet similaire
(13) 100% des EDC interrogés ont relevé l'envoi de procès-verbaux d'activités et de réunions aux partenaires informels (services techniques) comme une bonne pratique mise en œuvre par les EDC et renforçant les liens de partenariats informels entre les services techniques et les comités d'EDC.	(1) Le partage des procès-verbaux d'activités a permis d'impliquer les services techniques ainsi que de renforcer les liens informels de partenariats entre les EDC et ces services déconcentrés	(1) A l'endroit des EDC, les membres des EDC interrogés recommandent la reproduction de cette bonne pratique pour renforcer l'implication et la participation des agents des services techniques déconcentrés dans les activités des EDC (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur la rédaction d'un procès-verbal d'activités
(14) Positionnement des personnes ressources comme des alliés de taille	(1) Le positionnement des personnes ressources comme des alliés de taille a été bénéfique à tous les niveaux aux comités de dialogue (mise en œuvre des activités, mobilisation communautaire, règlement des conflits, etc.)	(1) Les membres de comités des EDC recommande cette pratique à leurs pairs pour des conditions similaires afin de s'assurer de leur disponibilité, de leur participation et de leur redevabilité envers les actions des EDC (2) A l'endroit du projet, veiller à la reproduction de cette bonne pratique dans des projets similaires

Bonnes pratiques	Leçon apprises et changements apportés	Recommandation pour la répliquabilité
<b>PERENNISATION DES ACTIVITES DE PROMOTION DE LA PAIX</b>		
(5) 45% des acteurs interrogés (dont 100% des membres des EDC) ont relevé la disponibilité et volonté des membres de comité à se faire renforcer en capacité comme une bonne pratique mise en œuvre par les comités des EDC	(2) La non reconnaissance officielle (disposition de réception) des EDC ne garantit pas la pérennisation de leurs actions.	(3) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent le renforcement continu des capacités techniques des comités sur les thématiques de promotion de la paix et de cohésion sociale adaptées aux besoins endogènes (4) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent l'accompagnement des comités dans le processus de leur structuration et reconnaissance officielle.
(5) 100% des acteurs interrogés ont relevé la légitimité et la représentativité sociale des comités de dialogue comme une bonne pratique mise en œuvre par le projet	(3) La non existence de siège social n'a pas aidé les EDC dans leur souci d'autonomisation (4) Cette légitimité et représentation a permis aux EDC de continuer leurs activités de promotion de la paix et de cohésion sociale malgré la fin du projet RECOSA	(3) A l'endroit du projet, les membres des EDC interrogés recommandent l'accompagnement des comités dans le processus de leur structuration et autonomisation (4) A l'endroit du projet 70% des acteurs interrogés recommandent le renforcement des comités dans la mobilisation de ressources et la recherche de financement
(6) L'implication des différents services techniques déconcentrés de l'état dans la mise en place des pools dans la phase d'information et de sensibilisation	(1) L'implication des différents services techniques dans la mise en place des pools a permis de renforcer leur participation aux activités des pools	(1) A l'endroit des EDC, les membres interrogés recommandent la reproduction de cette bonne pratique pour faciliter la participation et la redevabilité réciproque.
(7) Dotation des pools de jeunes et de femmes de kits de sonorisation	(2) La dotation des pools de jeunes et de femmes de kits de sonorisation pour faciliter la communication lors de leurs activités	(2) A l'endroit du projet, 75% des acteurs interrogés recommandent le renforcement des pools de jeunes et de femmes à travers un soutien financier pour la mise en œuvre de leurs activités communautaires en faveur de la paix et la résolution des conflits.

#### Annexe 4. Fiche de capitalisation des obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>STRATEGIE D'INTERVENTION</b>		
(1) 100% des membres des EDC sur la gestion des ressources naturelles ont relevé que la non implication des familles dans le règlement des situations conflictuelles foncières est une pratique à améliorer par les EDC dans la résolution des conflits fonciers	(1) La non implication des familles n'a pas permis de régler certaines situations foncières conflictuelles puisque les terres sont au départ pour des familles attribuées à des individus par la suite.	(1) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC dans des situations pareilles, les comités interrogés recommandent d'associer les familles dans les discussions afin d'accélérer la résolution de certains conflits fonciers déjà au niveau des familles

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>FONCTIONNEMENT ET ACTIVITES</b>		
(1) Pas de renforcement de capacités pour la structuration et l'autonomisation des EDC	(1) L'inexistence de renforcement de capacités pour l'autonomisation des EDC n'a pas aidé les comités dans leur besoin de partenariats officiels avec des parties prenantes	(1) A l'endroit du projet, 60% des acteurs interrogés recommandent de renforcer les capacités organisationnelles et fonctionnelles des EDC
(2) Non-respect des décisions prises dans les cadres de dialogue par les membres des EDC	(1) Le non-respect des décisions prises dans les cadres de dialogue crée des frustrations au sein des comités	(1) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC, les membres de comités interrogés recommandent le suivi de la mise en œuvre des décisions prises dans les cadres de dialogue (2) A l'endroit du projet, renforcer les membres de comités sur les techniques de suivi des décisions issues d'une réunion ou d'un cadre de dialogue
(3) Insuffisance de mise en œuvre des recommandations formulées lors des réunions ou autres cadres	(1) Le manque de financement rend difficile la mise en œuvre de certaines activités formulées en recommandations lors des AG et réunions périodiques	(1) A l'endroit de leurs pairs membres des EDC, les membres de comités interrogés recommandent la mise en œuvre des recommandations issues des réunions et AG (2) Formuler des recommandations réalisables (en tenant compte des moyens et des ressources disponibles ou qui peuvent être mobilisés)

<p>(4) L'inexistence de formation des comités sur la mobilisation de ressources et la recherche de partenariat</p>	<p>(1) La non formation des comités sur la mobilisation de ressources et la recherche de partenariat entraîne une inaction des comités dans la recherche de partenariat (puisqu'ils attendent que les partenaires viennent vers eux sans aucune démarche préalable de leur part).</p> <p>(2) L'inaction des comités des EDC dans la recherche de partenaires financiers limite les EDC dans leur fonctionnement</p>	<p>(1) A l'endroit du projet, les membres des comités de dialogue recommandent la formation des comités sur la stratégie de mobilisation de ressources et de recherche de partenariats.</p>
--	---	---

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>Partenariat et relation</b>		
(1) Les EDC attendent les bonnes volontés morales pour les accompagner dans leur mission	(1) Attendre que les partenaires se présentent n'a rien donné de bons puisque les EDC n'ont aucun partenaire technique comme financier formel	(1) Renforcer les capacités des EDC pour leur autonomisation dans la recherche de partenariat
(2) La faible implication des autorités administratives et municipales dans la mise en œuvre des décisions issues des cadres de dialogue	(1) La faible implication des autorités n'a pas permis que les décisions issues des différentes AG et réunions soient prises en compte par les autorités administratives et communales	(1) A l'endroit du projet, renforcer les membres des comités sur les bonnes manières/stratégies d'invitation des autorités aux séances AG et autres réunions
(3) Faible partage des PV de séances avec les autorités par les membres des comités des EDC	(1) Le faible partage des PV n'a pas faciliter la participation des autorités aux activités des EDC mais aussi n'a pas favorisé la redevabilité réciproque entre les autorités et les membres des comités	(1) A l'endroit des comités des EDC, les membres des comités recommandent de partager avec les autorités les CR, rapports et PV de séances (2) A l'endroit du projet, renforcer les capacités des membres des comités sur les techniques de rapportage, CR et PV

Obstacles à la cohésion sociale et pratiques à améliorer	Leçon apprises	Recommandation pour une amélioration
<b>PERENNISATION DES ACTIVITES DE PROMOTION DE LA PAIX</b>		
(1) Insuffisance notoire de formation des membres de comités	(1) Depuis la fin des activités du RECOSA, les EDC n'ont plus bénéficié d'accompagnement quelconque (technique comme financier) les laissant ainsi naviguer à vue et selon leurs propres repères. Cette situation ne contribuera pas très certainement à renforcer la motivation et l'engagement des membres des comités et par ricochet à la pérennisation des actions de promotion de la paix qu'ils développent	(1) A l'endroit du projet, renforcer les EDC sur les capacités organisationnelles et fonctionnelles ; la recherche de partenariats (2) Accompagner et appuyer les EDC à disposer d'un récépissé officiel reconnaissant leur existence et leur donnant droit d'exercer leurs activités en toute légalité.
(2) Insuffisance d'outils de communication en général pour les EDC	(1) L'insuffisance des outils de communication pour les EDC rend pénibles les activités de sensibilisation communautaire et l'organisation des activités ludiques	(1) A l'endroit du projet, doter tous les EDC d'outils de communication nécessaires pour leur faciliter leurs activités de sensibilisation
(3) Non reconnaissance officielle des EDC (récépissé portant justification ou existence légale des EDC)	(1) Non reconnaissance officielle des EDC n'a pas permis la résolution de 100% des conflits fonciers dans lesquels les autorités politiques étaient des parties prenantes	(1) A l'endroit du projet, accompagner les EDC dans le processus de reconnaissance officielle jusqu'à obtention de récépissé
(4) L'inexistence de formation des comités sur la mobilisation de ressources et la recherche de partenariat	(1) Absence de partenaire financier des EDC	(1) A l'endroit du projet, la formation des comités sur la stratégie de mobilisation de ressources et de recherche de partenariats.



## Annexe 5. Outils de collecte

### GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES BENEFICIAIRES

Q1: Quels sont les types d'activités de promotion de la paix que vous connaissez ?
Q2: Quels types d'activités de promotion de la paix sont réalisées dans la zone ?
Q3: Parmi ces activités que vous venez de citer, quelles sont celles qui impactent véritablement sur la cohésion sociale ?
Q4: Avez-vous directement ou indirectement participé à ces activités ?
Q5: Expliquez le rôle de votre comité et comment il a été mis en place ?
Q6: Listez les activités que votre comité a mené
Q7: Est-ce que les activités correspondent à vos attentes et aspirations ?
Q8: Avez-vous connaissance de structures communautaires qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la paix et à la cohésion sociale au niveau de votre région ? Si oui lesquelles et quels sont leurs atouts ?
Q9: A quel type de structures ou d'entités aspirez-vous pour la paix et la cohésion sociale ?
Q10: Quels sont les freins spécifiques qui entravent à la paix et à la cohésion sociale ?
Q11: Comment souhaiteriez-vous que les projets humanitaires ou de relèvement d'urgence prennent en charge ces problématiques ?
Q12: Quels ont été les obstacles qui ont entravé la mise en place et le fonctionnement de votre espace de dialogue communautaire et qu'est-ce qui aurait été fait différemment pour améliorer les résultats obtenus ?
Q13: Comment pensez-vous que les espaces de dialogues (come votre comité) pourraient-ils contribuer durablement à la promotion de la paix?
Q14: Que changeriez-vous dans les activités pour améliorer le fonctionnement et rendre votre comité plus efficaces ? Recommanderiez-vous des activités nouvelles ou différentes ?

## GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES ACTEURS ADMINISTRATIFS

Q1: Quels sont les types d'activités de promotion de la paix que vous connaissez ?
Q2: Quels types d'activités de promotion de la paix sont réalisées dans la zone ?
Q3: Parmi ces activités que vous venez de citer, quelles sont celles qui impactent véritablement sur la paix et la cohésion sociale ?
Q4: Avez-vous directement ou indirectement participé à la mise en place des EDC ? Expliquez le processus de mise en place et le cadre institutionnel et réglementaire des EDC (légitimité à toutes les échelles administratives)
Q5: quels sont les limites constatées dans le processus de mise en place des EDC ?
Q6: Avez-vous connaissance de structures communautaires qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la paix et à la cohésion sociale au niveau de votre région ? Si oui lesquelles et quels sont leurs atouts ?
Q7: Selon vous, quels sont les types de structures ou d'entités communautaires qui peuvent renforcer la paix et la cohésion sociale ?
Q8: Quels sont les freins spécifiques qui entravent à la paix et à la cohésion sociale ?
Q9: Comment souhaiteriez-vous que les projets humanitaires ou de relèvement d'urgence prennent en charge ces problématiques ?
Q10: Connaissez-vous d'autres initiatives/projets de promotion de la paix et à la cohésion sociale ?
Q11: Comment pensez-vous que les espaces de dialogues pourraient-ils contribuer durablement à la promotion de la paix?
Q12: Si le RECOSA devrait continuer, est-ce les espaces de dialogue communautaire serait à reproduire à l'identique ? Si oui que retenez-vous des bonnes pratiques ? Sinon quels sont les améliorations à faire ?
Q13: Globalement, si vous deviez mettre en place de nouveaux EDC performants, que feriez-vous différemment en terme d'accompagnement des projets ?
Q14: Si vous deviez, dans le cadre d'un nouveau projet, réaliser des EDC en changeriez-vous la durée ? Pourquoi ? Augmenteriez-vous le budget ? Pourquoi ?
Q215: Que changeriez-vous dans les activités pour améliorer le fonctionnement et rendre les EDC plus efficaces ? Recommanderiez-vous des activités nouvelles ou différentes ?
Q16: Avez-vous des besoins pressants qui pourraient améliorer la qualité et l'efficacité de vos actions de promotion de la paix et de la cohésion sociale ?
Q17 : Êtes-vous globalement satisfait de la qualité et du rendement des EDC

## GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES GESTIONNAIRES DE PROJET RECOSA

Q1: Quels sont les types d'activités de promotion de la paix que vous connaissez ?
Q2: Quels types d'activités de promotion de la paix sont réalisées dans la zone ?
Q3: Parmi ces activités que vous venez de citer, quelles sont celles qui impactent véritablement sur la cohésion sociale ?
Q4: Avez-vous directement ou indirectement participé à ces activités ?
Q5: Est-ce que les activités correspondent à vos attentes et aspirations ?
Q6: Avez-vous connaissance de structures communautaires qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la paix et à la cohésion sociale au niveau de votre région ? Si oui lesquelles et quels sont leurs atouts ?
Q7: A quel type de structures ou d'entités aspirez-vous pour la paix et la cohésion sociale?
Q8: Quels sont les freins spécifiques qui entravent à la paix et à la cohésion sociale ?
Q9: Comment souhaiteriez-vous que les projets humanitaires ou de relèvement d'urgence prennent en charge ces problématiques ?
Q10: Quels ont été les obstacles qui ont entravé la mise en place et le fonctionnement de votre espace de dialogue communautaire et qu'est-ce qui aurait été fait différemment pour améliorer les résultats obtenus ?
Q11: Comment pensez-vous que les espaces de dialogues (come votre comité) pourraient-ils contribuer durablement à la promotion de la paix?
Q12: Connaissiez-vous d'autres initiatives/projets de promotion de la paix et à la cohésion sociale
Q13: Comment pensez-vous que les espaces de dialogues pourraient-ils contribuer durablement à la promotion de la paix?
Q14: Que changeriez-vous dans les activités pour améliorer le fonctionnement et rendre votre comité +L:Oplus efficaces ? Recommanderiez-vous des activités nouvelles ou différentes ?
Q15: Si un autre projet de cohésion sociale devait être réalisé, est-ce que la mise en place d'espaces de dialogue communautaire serait à reproduire ? Si oui devrait-t-elle être reproduite à l'identique du projet RECOSA ou des améliorations devront être apportées et quelles seraient-elles ?
Q16: Globalement, si vous deviez reproduire les EDC dans un autre projet, que feriez-vous différemment ? (il peut s'agir de la conception, la planification, la mise en place, du suivi et de l'évaluation).
Q17: Si vous deviez, dans le cadre d'un nouveau projet, réaliser des EDC en changeriez-vous la durée ? Pourquoi ? Augmenteriez-vous le budget ? Pourquoi ?

Q18: Impliqueriez-vous d'autres acteurs ou partenaires dans ce projet ? Si oui, qui et pourquoi ? (Énumérez aussi, si possible, les partenaires avec lesquels vous choisirez choisiriez de travailler retravailler et de ne pas retravailler) ?
Q19 : Avez-vous eu assez de collaborateurs ? Si non, pourquoi ? Quelles autres compétences auraient aidé à la réalisation du projet ?
Q20 : Que changeriez-vous dans les activités pour améliorer le fonctionnement et rendre les EDC plus efficaces ? Recommanderiez-vous des activités nouvelles ou différentes ?
Q21: Y a-t-il des outils ou ressources créés dans le cadre de lors de ce projet qui pourraient être utiles au personnel dans d'autres contextes ? Si oui, décrivez-les et indiquez où l'on peut se les procurer ?
Q22: Avez-vous des besoins pressants qui pourraient améliorer la qualité et l'efficacité de vos actions de promotion de la paix et de la cohésion sociale ?
Q23: Êtes-vous globalement satisfait de la qualité et du rendement des EDC ?

## GUIDE D'ENTRETIEN FOCUS GROUP ESPACE DE DIALOGUE COMMUNAUTAIRES

<b>A. Mise en place et fonctionnement des espaces de dialogues</b>
1. Quel est le rôle des espaces communautaires selon vous
2. Comment a été pensée la mise en place et le fonctionnement des EDC (méthode, approche, choix stratégiques, vision future) ?
3. Qu'est ce qui a été déterminant pour la mise en place et le fonctionnement des EDC (une action clé /un événement / une étape/ une ou des personne(s) clé(s)) ?
4. Décrire les différentes étapes de mise en place des espaces
5. Composition et structuration
6. Que pensez-vous de la forme
7. Qu'est ce qui a bien fonctionné dans le cadre de la mise en place des espaces de dialogues communautaires et pourquoi cela a-t-il bien fonctionné ?
8. La réalisation des EDC a-t-il produit des changements ou résultats inattendus ? Détaillez votre réponse (en disant notamment pourquoi vous ne vous attendiez pas à ces changements).
<b>B. Apport des espaces à la promotion de la paix et la libération de la parole, cohérence globale/ complémentarité entre les différents espaces mis en place</b>
9. Selon vous qu'est-ce que l'espace à apporter pour la communauté
10. Êtes-vous satisfait de votre comité
11. Existe-t-il d'autres structures qui ont un apport dans le cadre de la promotion de la paix
12. Quelles sont ces structures et faites une comparaison avec votre comité
<b>C. Identification des bonnes/mauvaises pratiques, des pratiques innovantes et leçons apprises du projet concernant la mise en place d'espaces de dialogues communautaires</b>
13. Que retenir de votre comité comme bonne pratique (sur la mise en place, l'organisation, le fonctionnement, les activités et les résultats obtenus
14. Pouvez-vous les classer par ordre d'importance
15. Lesquelles de ces pratiques sont une innovation, quelles sont leurs particularités
16. Que retenir de votre comité comme mauvaises pratiques (sur la mise en place, l'organisation, le fonctionnement, les activités et les résultats obtenus
17. Niveau de connaissance sur les autres comités mis en place dans le cadre de ce projet, que pensez-vous des autres comités ?
18. Avez-vous des partenariats (formels et/ou informels) avec d'autres acteurs ? Lesquels
19. Actuellement quels sont les moyens de communication que vous utilisez pour vous faire connaître ? (Médias et hors médias)

<b>D. Obstacles, freins ou leviers qui ont pu entraver l'atteinte des indicateurs et des résultats relatifs à la cohésion sociale ;</b>
20. Niveau de connaissance du projet RECOSA (objectifs et résultats attendus)
21. Selon vous quels sont les obstacles majeurs de promotion de la paix
22. Quels ont été les obstacles qui ont entravé la mise en place et le fonctionnement des espaces de dialogues communautaires et qu'est-ce qui aurait été fait différemment pour améliorer les résultats ?
23. Votre comité est-il en mesure d'y remédier ?
24. Quelles sont les difficultés auxquelles votre comité fait face entravant l'atteinte des indicateurs et des résultats relatifs à la cohésion sociale ?
<b>E. Recommandations afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des actions</b>
1.5. Comment pensez-vous que les espaces de dialogues pourraient-ils contribuer à la promotion de la paix ?
1.6. Si un autre projet de cohésion sociale devait être réalisé, est-ce que la mise en place d'espaces de dialogue communautaire serait à reproduire ? Si oui devrait-elle être reproduite à l'identique du projet RECOSA ou des améliorations devront être apportées et quelles seraient-elles ?
1.7. Avez-vous de besoins pressants qui pourraient améliorer la qualité et l'efficacité de vos actions
1.8. Globalement, si vous deviez reproduire les EDC dans un autre projet, que feriez-vous différemment ? (il peut s'agir de la conception, la planification, la mise en place, du suivi et de l'évaluation). Soyez explicite
1.9. Si vous deviez, dans le cadre d'un nouveau projet, réaliser des EDC en changeriez-vous la durée ? Pourquoi ? Augmenteriez-vous le budget ? Pourquoi ?
1.10. Impliqueriez-vous d'autres acteurs ou partenaires dans ce projet ? Si oui, qui et pourquoi ? (énumérez aussi, si possible, les partenaires avec lesquels vous choisiriez de retravailler et de ne pas retravailler).
1.11. Suite à la réalisation et la mise en place des EDC, qu'est-ce qui devrait maintenant être entrepris sur la thématique dans ce pays ? Dans quel(s) domaine(s) devrions-nous investir du temps et des ressources ? Avec qui devrions-nous travailler ? Qu'est-ce qu'il ne faudrait pas faire ?
1.12. Avez-vous eu assez de collaborateurs ? Si non, pourquoi ? Quelles autres compétences auraient aidé à la réalisation du projet ?
1.13. Que changeriez-vous dans les activités pour améliorer le fonctionnement et rendre les EDC plus efficaces ? Recommanderiez-vous des activités nouvelles ou différentes ?
1.14. 15. Y a-t-il des outils ou ressources créés lors de ce projet qui pourraient être utiles au personnel dans d'autres contextes ? Si oui, décrivez-les et indiquez où l'on peut se les procurer.
1.15. 17. Avez-vous d'autres remarques ?

## Annexe 6. SYNTHÈSE DE LA REVUE DOCUMENTAIRE

- **Mise en place du programme prioritaire de renforcement des capacités pour la prévention et la gestion des crises : Etude de cas de NGUIGMI ET DE NGOURTI DANS LA REGION DE DIFFA. Hamit Abdoulhadi et Abdourahmane Mohamed Moctar-**

En janvier 2011, le gouvernement du Niger a signé le Programme Prioritaire Pluri annuel de Renforcement des Capacités pour la Prévention et la Gestion des crises avec comme objectif principal de contribuer à la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité par le renforcement des capacités des institutions nationales et des acteurs communautaires, à prévenir et à gérer les conflits sociopolitiques et les catastrophes.

Les accords de paix ont été signés à N'Djamena le 28 août 1998 après plusieurs tentatives de négociation entre le Gouvernement et le FDR pour la sécurisation de la région du Manga (PNUD, 2003). Mais, au-delà de ces acquis, la volonté politique des Etats en faveur de la prévention et de la gestion des conflits se traduit aussi par la création d'institutions nationales en charge de cette question. L'expérience du Niger en la matière remonte à 1994 avec la création du Haut-Commissariat à la Restauration de la Paix (HCRP). Dans l'optique de mieux coordonner les interventions, d'intensifier et de capitaliser les actions en faveur de la consolidation de la paix en fonction des contextes et des circonstances, cette institution a pris plusieurs dénominations en fonction des régimes.

Toutefois, le contexte socio politique national a créé de nouvelles situations : d'une part, une transition militaire devant s'achever par l'organisation des élections générales en avril 2011, et d'autre part, la crise alimentaire, les inondations et les crues avec leur corollaire sur les populations déjà vulnérables. Pour faire face aux conséquences de ces crises et répondre aux besoins les plus urgents, il est apparu nécessaire de mettre en place un programme prioritaire annuel de janvier à décembre 2011.

Aujourd'hui, la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix qui est l'institution nigérienne chargée des questions de la paix, a pour mission principale de promouvoir la culture de paix en vue d'assurer la cohésion sociale entre les différentes communautés nigériennes. Pour accomplir cette mission, la HACP a initié plusieurs programmes dont le plus remarquable est le Programme Prioritaire Pluri annuel de Renforcement des Capacités pour la Prévention et la Gestion des conflits, lancé en janvier 2011. L'objectif principal de ce programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité au Niger par le renforcement des capacités des institutions nationales et des acteurs communautaires, à prévenir et à gérer les conflits sociopolitiques et les catastrophes. Mis en œuvre à travers un certain nombre de microprojets, ce programme intervient en phase pilote dans quatre régions du pays : Agadez, Diffa, Tahoua et Tillabéry.

Un an après la mise en œuvre et dans la perspective la pérennisation des acquis de ce programme, la HACP a entrepris cette étude en vue de relever ses forces et ses faiblesses ainsi que les leçons tirées. Celle-ci concerne deux communes de la région de Diffa à savoir N'guigmi et N'gourti, où des microprojets financés par le PNUD, ont été mis en œuvre par la HACP en collaboration avec les collectivités locales.

La mission de promotion de la paix a mis en œuvre en 2011 des programmes prioritaires des préventions et de gestion des conflits dans ces deux communes (N'GUIGMI et NGOURTI). Dans le cadre de ces programmes, des appuis financiers ont été offerts aux groupements de femmes et de jeunes pour réaliser des activités génératrices de revenus (AGR) en partenariat avec le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Cette étude concerne en particulier les deux communes de Diffa (N'guigmi et Ngourti) où des microprojets ont été mis en œuvre par la HACP en collaboration avec les collectivités locales. Elle a pour objectif général l'analyse de la mise en œuvre des microprojets à dimension de relèvement dans la promotion de la paix dans les groupements des femmes et des jeunes de ces deux communes. Sur la base d'une analyse comparative, la présente étude s'interroge sur la pertinence des approches et les facteurs porteurs d'une paix durable dans la région. Il s'agit généralement de capitaliser les acquis des interventions des projets centrés sur la consolidation de la paix au niveau des communautés locales en vue de contribuer à identifier les pistes de promotion d'une paix durable dans la région de Diffa.

De manière spécifique, cette étude vise les objectifs suivants :

- Evaluer la mise en œuvre des microprojets communautaires à dimension relèvement dans la promotion de la paix dans les communautés de N'guigmi et N'gourti ;
- Identifier les acquis des interventions ;
- Identifier les meilleures pratiques en matière de promotion de la paix en vue de les capitaliser ;
- Analyser les forces et les faiblesses, les acquis et les leçons apprises suite à l'intervention.

• **Clarification des concepts clés de l'étude**

**Conflit** : cette notion renvoie à l'affrontement de deux ou plusieurs volontés individuelles ou collectives qui manifestent les unes à l'égard des autres une intention hostile et une volonté d'agression, à cause d'un droit à reconquérir ou à sauvegarder.

Dans ses manifestations, une situation conflictuelle est souvent vécue dans la souffrance. Contrairement à la bonne entente ou la cohésion, le conflit est un puissant facteur de blocage de progrès car il compromet toute entreprise productive de même qu'une cohésion



sociale. D'où, il devient nécessaire de le réguler et de le résoudre. Un conflit peut commencer par une divergence d'opinion, un constat de comportements différents, la recherche d'appropriation. Il se développe, ensuite, par l'exclusion et s'articule autour de conception d'intérêts opposés. La divergence liée aux valeurs ou croyances est en général la principale justification donnée par les parties. Il peut avoir un caractère ethnique, idéologique ou intellectuel, se manifester avec ou sans violence.

**Paix** : du latin « pax », la paix désigne habituellement un état de calme ou de tranquillité comme une absence de perturbation, d'agitation ou de conflit. Elle est parfois considérée comme un idéal social et politique. Sociologiquement, la paix désigne l'entente cordiale de tous les individus qui composent une société. Elle n'implique pas l'absence de conflit, mais une résolution systématiquement calme et mesurée de toute difficulté conséquente à la vie en communauté, principalement par le dialogue.

**Cohésion sociale** : Prononcée pour la première fois par le sociologue Émile Durkheim dans son ouvrage *De la division du travail social* en 1893, la *cohésion sociale* est alors l'état de bon fonctionnement de la société où s'exprime la solidarité entre individus et la conscience collective.

Selon ce sociologue, les sociétés et organisations humaines voient leur cohésion sociale se développer par l'existence soit de liens marchands, soit de liens politiques, soit de liens communautaires. En effet :

- Les liens marchands apparaissent par l'utilisation de contrats ou de conventions (et autres règles informelles). Ils constituent une cohésion sociale par le biais de l'intérêt de l'échange de biens et services ;
- Les liens politiques apparaissent par des règles propres aux institutions créées afin d'établir une certaine légitimité. C'est l'utilité de prendre certaines décisions négociées par un groupe légitime qui implique cette cohésion sociale ;
- Les liens communautaires (sociétaires) apparaissent lorsque certaines similitudes s'établissent (des différences et complémentarités pour les sociétés modernes). Ces caractéristiques peuvent suffire à révéler une cohésion sociale source de solidarité.

**Manga** : ce terme d'origine socio-culturelle, est utilisé pour désigner la région de Diffa. Il fait référence à l'ensemble de l'entité.

Pour conclure, l'étude sur la mise en œuvre du programme prioritaire de prévention et de gestion de conflit s'inscrit dans la droite ligne de l'engagement des autorités nigériennes dans la consolidation et la promotion d'une culture de paix durable. Ce programme est financé par le PNUD. Il constitue une contribution à la mise en œuvre des Accords de paix signés en 1995.

Dans sa phase pilote ce programme est mis en œuvre dans quatre (4) régions du pays à savoir Agadez, Diffa, Tahoua et Tillabéry.

Cette étude, commanditée par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix, a comme objectif général d'analyser la pertinence des actions entreprises dans le cadre des microprojets à dimension relèvement dans les communes de N'Guigmi et N'Gourti (région de Diffa).

Ainsi, il ressort que ces actions menées par l'entremise de l'ONG -VND/NUR concernent essentiellement deux volets : la promotion des Activités Génératrices de Revenus (AGR) et l'alphabétisation des femmes et des jeunes.

Pour les AGR, les leçons tirées ont trait à l'incapacité de certains groupements à assurer une gestion efficace, ce qui pose le problème de la pérennisation des acquis. L'identification d'une activité pertinente est également une question préoccupante dans la mesure où la plupart des activités sont d'ordre commercial et donc comporte de grands risques d'échec. Ce constat permet de plaider en faveur de la promotion des activités comportant moins de risque comme dans le domaine de l'agriculture ou de l'élevage compte tenu surtout du succès enregistré par certains groupements féminins et de jeunes dans ce domaine.

Pour l'alphabétisation/formation et sensibilisation, elles n'ont pas connu un développement important compte tenu du choix porté sur les AGR apparemment plus appréciées par les jeunes et les femmes. Pourtant, la formation est une condition pour mieux réussir les AGR.

Tout ceci permet de comprendre que les causes profondes des conflits sont plutôt d'ordre économique car liées à la précarité des populations. Ce qui montre que dans la pratique, les mécanismes traditionnels de prévention et de gestion de conflit (les sages, la chefferie traditionnelle, etc.) jouent un rôle limité dans la mesure où, c'est seulement en cas de crise qu'ils interviennent.

Enfin, la réponse au problème de la prévention des conflits et de la consolidation de la paix, se trouve essentiellement dans la promotion des AGR car elles permettent l'autonomisation des femmes et des jeunes qui sont les couches les plus vulnérables.

## Recommandations

### A la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix :

- Mettre en place un cadre de concertation au niveau local en impliquant tous les acteurs;
- Former et sensibiliser les bénéficiaires des microprojets sur la gestion concertée des ressources naturelles (puits, pâturage, eaux du lac...) ;
- Instituer un mécanisme de suivi régulier dans le cadre des microprojets par une implication des élus locaux.

### A la société civile active en matière de promotion de la paix :

- Articuler les thématiques des formations avec la problématique des conflits, de cohésion sociale et de vie associative ;
  - Instituer des caravanes de sensibilisation pour la promotion de la paix animées par les acteurs eux-mêmes ;
  - Augmenter les montants des prêts octroyés pour les activités génératrices de revenus.
- **Projet INITIATIVE PAIX ET DIVERSITE AU SAHEL-IPAD : TDR Pour l'évaluation finale du projet IPAD au Niger et au Burkina Faso.**

**L'objectif global du projet** était de contribuer à la mise en œuvre au Niger et au Burkina Faso des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, notamment les résolutions 1325 et 1820, et à l'approche globale de l'Union Européenne pour leur mise en œuvre.

Après trois ans de mise en œuvre (2015 à 2017) les changements induits par le projet «Initiative Paix et Diversité au Sahel (IPAD) ont fait l'objet d'une évaluation finale dont la finalité était de contribuer à la mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, notamment les résolutions 1325 et 1820 dans huit (8) communes au Niger et au Burkina Faso.<sup>22</sup>

En s'inscrivant dans la logique des résolutions 1325 et 1820, le projet s'aligne sur les politiques internationales, régionales et nationales. En effet, le contexte de la région du Sahel marqué par les attaques terroristes dans les régions frontalières des deux pays, les violences liées à l'intégrisme religieux appelait des réponses novatrices en dehors des réponses militaires. Afin d'accroître les chances d'atteindre des résultats escomptés, il était apparu nécessaire d'avoir **une approche inclusive permettant d'impliquer les différentes couches socio-professionnelles concernées.**

---

<sup>22</sup> Il s'agit, respectivement, de cinq Communes (Namaro, Tamou, Say, Liboré et Hamdallaye) de deux (2) départements (Kollo et Say) de la région de Tillabéry au Niger et de trois (3) Communes (Falangountou, Boundoré et Sampelga) de deux (2) provinces (Séno et du Yagha) dans la région de Dori au Burkina Faso.

C'est dans cette optique que le projet IPAD a été mis en œuvre avec pour but d'impliquer les femmes, longtemps marginalisées mais victimes, à travers leurs structures (organisations et réseaux) en vue de renforcer leur participation dans la consolidation de la paix et d'influencer les comportements et les décisions des acteurs publics.

Le projet visait un objectif spécifique de renforcer la participation d'au moins 200 organisations et réseaux de femmes en 2017. Il était attendu que leur participation dans la consolidation de la paix au Niger et au Burkina Faso puisse influencer les comportements et décisions des acteurs publics à cet égard.

Aussi, trois principaux résultats étaient attendus, à savoir :

**Résultat 1 :** Au moins 160 organisations de femmes et 100 hommes champions développent et mettent en œuvre des compétences nouvelles sur les thématiques de paix, prévention des conflits et gestion non-violente des conflits.

**Résultat 2 :** les expériences et initiatives de paix au niveau communautaire sont capitalisées et disséminées à l'échelle nationale et sous régionale ;

**Résultat 3 :** Les réseaux de femmes leaders renforcent leurs capacités à mieux planifier et à conduire des campagnes de plaidoyer au Niger et au Burkina Faso.

C'est en vue de mesurer les résultats obtenus par le projet IPAD que cette évaluation finale a été réalisée.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUE

1. Capitalisation des comités et cadres de concertation frontaliers et des expériences de dialogue. Note aux décideurs- Octobre 2020.Projet Régional de dialogue pour la transhumance apaisée en Afrique de l'Ouest (PRODIATA).
2. Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la Communauté- Kamal Kar et Robert Chambers- Plan UK.
3. Consolidation de la paix-Réaliser une paix durable- OIM (ONU MIGRATION) : Etude de base sur les conflits entre communautés liés à la gestion des ressources naturelles et l'identification des structures/mécanismes de résolution des conflits existants.
4. Annexe VI portant sur la présentation du Projet de renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des populations vulnérables des régions transfrontalières du Burkina Faso (région du Sahel) et du Niger (région de Tillabéri).
5. Projet Initiative Paix et Diversité au Sahel (IPAD) au Niger et au Burkina Faso \_ Evaluation finale.
6. Les dialogues communautaires pour le changement des normes sociales : Synthèse des idées de la cohorte de Learning Circles pour l'Afrique de l'ouest Octobre 2022.
7. Centre de dialogue humanitaire- Une organisation de médiation de référence en Afrique francophone.
8. Robert Cialdini : Influence et Manipulation « Pour les spécialistes du marketing, l'un des livres les plus importants des décennies » Edition et Révisée et augmentée.
9. RECOSA – Rapport BASELINE.
10. RECOSA – Rapport MIDLINE.
11. RECOSA – Rapport de mission pour la mise en des Comités Communaux de Paix (CCP) de DESSA et de SAKOIRA- suivi de la formation des membres- Département de TILLABERI-Communes rurales de DESSA et de SAKOIRA. Juin 2022.
12. Mise en œuvre du programme prioritaire de renforcement de capacités pour la prévention et la gestion des crises-Etude de cas NGUIGMI et de NGOURTI dans la région de DIFFA. –PNUD.
13. Alinon K., « Gestion alternative des conflits : outils d'analyse tiré » de [www.foncier-developpement.org](http://www.foncier-developpement.org), consulté le 16 avril 2013.
14. Amoukou AI, Marichatou H, Yamba B et Yayé A. Dramé, 2007, Vulnérabilité et innovation paysannes, l'expérience d'Aguié au Niger, ULC, Presses Universitaires de Louvain, Belgique.
15. Commune Urbaine de N'Guigmi, 2007, Plan de Développement Communal (PDC) 2007-2011.
16. Commune Rurale de N'Gourti, 2007, Plan de Développement Communal (PDC)

20072011.

17. Durkheim E., 2007, De la division du travail social, PUF, Paris.
18. Gado B.A., 2000, « Instances d'arbitrage et itinéraires de résolution des conflits fonciers
19. dans le Boboye (Niger) », Le Griot, vol. VIII.
20. NIGER HORIZONS, 2007, Analyse intégrée des facteurs de risques au Niger, Rapport Final, HACP et PNUD, Niamey.
21. ONG – VND/NUR, 2012, Rapport final de mise en œuvre des activités du Projet d'Appui aux Populations Vulnérables des communes de N'Guigmi et N'Gourti dans la Région de Diffa.
22. PNUD, 2003, Projet de Consolidation de la Paix dans la région de Diffa (Niger), Mission
23. d'évaluation finale.
24. Saïdou H., 2006, Capitalisation des expériences des projets d'appui en développement
25. local et décentralisation en Afrique de l'Ouest. Le cas du Niger, FENU, Dakar.
26. Sissao A. J., 2002, Alliances et parenté à plaisanterie au Burkina Faso, PSIC, Ouagadougou.